

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°16. Janvier-février 2005. Prix : 1 €. Prix de soutien : 1,50 €.

CATASTROPHE EN ASIE:

**LE CAPITALISME TUE ENCORE
BIEN PLUS QUE LE TSUNAMI**

MOUVEMENTS SOCIAUX EN FRANCE:

**À QUELLES CONDITIONS
L'ANNÉE 2005 VERRA-T-ELLE
UNE VÉRITABLE REPRISE DE LA
LUTTE DE CLASSE ?**

**ÉCOLE : retrait du PROJET
FILLON !**

(Texte de la tendance *Front unique* dans la FSU)

**UKRAINE : il n'y a pas eu de
« révolution orange »,
IL EN FAUDRA UNE ROUGE !**

ÉTATS-UNIS : POURQUOI BUSH A-T-IL GAGNÉ ?

(Un article de la *League for the revolutionary party*)

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (para-syndicale), constamment opportuniste à l'égard de la **bureaucratie syndicale** (notamment de FO) et de plus en plus **nationaliste** ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois **gauchiste**, toujours **électoraliste** et finalement **incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF** considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.

Tirage du n° 15 (nov.-déc. 2004) : 210 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, plus de 300 personnes et groupes (français et étrangers) reçoivent ce journal par internet. — *Pour s'abonner, nous contacter.*

Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr — **Site internet :** <http://groupecri.free.fr>

Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

LE CAPITALISME TUE ENCORE BIEN PLUS QUE LE TSUNAMI

Le nombre de morts exact causé par le tsunami du 26 décembre en Asie du Sud-Est ne sera jamais connu, selon l'ONU elle-même. À l'heure où nous bouclons ce journal, il s'élève déjà à près de 160 000 officiellement, mais en fait beaucoup plus, le recensement de ces populations pauvres n'ayant rien de précis et systématique, même en temps normal. Il y a en outre plusieurs centaines de milliers de mutilés et de blessés, et des millions de personnes déplacées, qui ont tout perdu et se retrouvent généralement sans abri. Mais à ces victimes directes du raz-de-marée s'ajoutent maintenant, jour après jour, toutes celles qui meurent de la gangrène, des épidémies et du manque d'eau potable, ainsi que celles qui succomberont à l'aggravation de leur misère dans la prochaine période, quels que soient les efforts des associations humanitaires.

Une grande partie des victimes aurait pu être sauvée

Or une grande partie des victimes aurait pu être sauvée. Le séisme qui a eu lieu était évidemment inévitable et imprévisible, dans l'état actuel de la science ; mais il n'a fait par lui-même que très peu de victimes, car il a eu lieu en mer. Par contre, le tsunami qui s'en est suivi était prévisible, et il a en effet été anticipé par les sismologues et océanographes. Mais ces pays pauvres de l'océan Indien, étranglés par la « dette » que leur imposent les puissances impérialistes, et dirigés par des États bourgeois qui ne sont que les marionnettes de celles-ci, ne disposent pas de système d'alerte et de plan d'évacuation des populations. Pourtant, un tel système d'alerte existe depuis 1948 dans l'océan Pacifique, protégeant 26 pays, dont les États-Unis et le Japon, grâce à cinquante stations d'observation, dont les informations sismiques, marégraphiques et océanographiques sont centralisées et traitées à l'observatoire de Honolulu, sur l'île américaine d'Hawaï. De même, il existe des plans d'évacuation dans plusieurs pays développés du Pacifique : dans l'archipel nippon, en particulier, il y a tout un arsenal de technologies hyper-sophistiquées d'alerte automatique et un plan extrêmement précis d'évacuation des populations, qui repose sur la radio, la

télévision, des sirènes et des hauts-parleurs, permettant de diffuser l'alerte en quelques minutes sur toute la côte concernée par le risque d'un tsunami, jusqu'aux plus petits villages ; des exercices annuels d'entraînement aux techniques de l'évacuation massive et rapide complètent ce dispositif extrêmement efficace.

L'absence de système d'alerte et d'évacuation explique en grande partie l'ampleur du bilan

Le 26 décembre, le tsunami avait donc été prévu une vingtaine de minutes à peine après le séisme, mais l'alerte n'a pas été donnée aux populations. Selon Jeff La Douce, qui travaille pour la NOAA, agence américaine d'océanographie, « un bulletin a été prêt en 20 minutes et des coups de téléphone ont été donnés en hâte aux pays de la zone menacée, sans doute moins rapidement que s'il y avait eu un système d'alarme établi à l'avance pour ces pays. Mais la NOAA ne savait pas qui contacter dans les pays. » Selon un autre employé de la NOAA, « nous avons immédiatement informé la base navale américaine de Diego Garcia, qui a peu souffert de dégâts résultant du tsunami » (témoignages recueillis par le *Journal de Baltimore* du 29 décembre, cité dans *Informations ouvrières* n° 673 du 6 janvier). Or, entre le séisme et le déferlement des vagues gigantesques qui ont ravagé les côtes de l'Inde, du Sri Lanka, de la Thaïlande et de la Birmanie, pour ne pas parler des côtes africaines, il s'est écoulé plusieurs heures, temps qui aurait suffi pour alerter et évacuer les populations, si un système analogue à celui de l'océan Pacifique avait existé, comme le recommandaient depuis des années les sismologues et océanographes (y compris ceux de la Commission océanographique internationale, qui dépend de l'ONU). Même les côtes de Malaisie et certaines des côtes indonésiennes qui ne sont pas à proximité immédiate de l'île de Sumatra (au large de laquelle le séisme s'est produit) auraient pu être évacuées quelques dizaines de minutes après le séisme, si un système avait existé. Bref, comme l'écrit le *Journal du dimanche* du 2 janvier, « si l'alerte avait pu être donnée avec

seulement quinze minutes d'avance sur le tsunami, des milliers de vies auraient pu être sauvées ».

Simplement, ni les puissances impérialistes, ni les gouvernements des pays concernés, n'ont voulu dépenser les quelques millions d'euros nécessaires à l'installation d'un tel système. Le *Figaro* du 29 décembre nous apprend en particulier que « la mise en place de deux capteurs dans l'océan indien (il s'agit d'engins dont dispose, par exemple, l'agence météorologique japonaise, et qui sont capables de prévoir des tsunamis quelques minutes seulement après une secousse sismique et de diffuser aussitôt des bulletins d'alerte) avait été envisagée il y a quelque temps par les chercheurs du Pacific Marine Environmental Laboratory, basé à Seattle et dépendant de la NOAA. Mais, faute des financements requis, le projet n'a pu être mené à bien (chaque appareil coûte environ 250 000 dollars pièces). » 500 000 dollars, somme dérisoire qu'il faut comparer aux trois milliards d'euros que vont coûter à l'État français les avions de combat qu'il vient de commander ou encore aux quatre-vingts milliards de dollars supplémentaires que le gouvernement américain s'apprête à demander au Congrès pour poursuivre la guerre en Irak...

Si l'on ajoute à ce refus criminel de mettre en place un système d'alerte et d'évacuation des populations, le sous-développement des infrastructures, qui a retardé l'arrivée des secours, et la fragilité des baraquements dans lesquels vivent les habitants des côtes à proximité des hôtels de tourisme luxueux, et qui se sont souvent effondrés sur leurs habitants, il devient évident que *ce n'est pas la fatalité, mais bien la logique du système capitaliste, qui explique l'ampleur du bilan humain de cette catastrophe naturelle.*

Mais le capitalisme ne porte pas seulement la responsabilité d'une grande partie du désastre humain : il en profite aussi pleinement.

Les multinationales profitent de la catastrophe

Ainsi le groupe Leclerc ose-t-il profiter de l'occasion pour attirer de nouveaux clients en leur promettant

qu'un euro par passage en caisse sera versé aux sinistrés. Les trois opérateurs français de téléphonie mobile (France Telecom-Orange, Bouygues et SFR) exploitent eux aussi l'émotion populaire en réalisant le tour de force de se faire passer pour des champions de la générosité... sans déboursier un centime ! En effet, l'opération « SMS pour l'Asie » est une véritable arnaque médiatique, puisqu'elle consiste à faire payer les prétendus « dons » par les consommateurs, sans que les entreprises touchent le moins du monde à leur propres réserves financières. De même, les citoyens et notamment les travailleurs donnent de l'argent pour que les organisations humanitaires puissent acheter des médicaments indispensables aux populations sinistrées... mais cela profite d'abord aux trusts pharmaceutiques, qui n'ont pas décidé de fabriquer et d'offrir gratuitement ces médicaments, refusant de perdre de l'argent, même en ces circonstances tragiques. De leur côté, les compagnies d'assurance n'auront que peu d'argent à déboursier, car l'immense majorité des victimes et des biens sinistrés n'étaient pas assurés, en raison de la pauvreté des régions touchées. Et bien sûr, les entreprises du bâtiment se frottent les mains : de juteux marchés s'ouvrent sur les zones côtières, d'autant plus que des investissements importants vont être engagés, pour faire revenir rapidement les touristes fortunés. C'est certainement l'une des raisons pour lesquelles les Bourses des pays sinistrés, à commencer par celle de Djakarta, ont continué de voir leurs indices financiers progresser depuis le drame !

Même les tours-opérateurs et les multinationales du tourisme n'ont pas hésité à reprendre au bout de quelques jours à peine leur campagne de ventes pour faire repartir leurs profits en Asie du Sud-Est, en demandant aux touristes de ne pas désertir leurs hôtels et leurs clubs de vacances... dans l'intérêt des populations locales ! René-Marc Chili, président de l'Association des tours-opérateurs, a ainsi osé déclarer dans *France-Soir* (04/01) : « Il n'y a pas de meilleur moyen d'aider les habitants de cette région que d'aller passer ses vacances là-bas. C'est plus utile que les dons humanitaires. Un Thaïlandais qui travaille nourrit et fait vivre une famille entière. » En fait, les travailleurs asiatiques sous-payés et surexploités des hôtels Accor et autres engraisent avant tout les actionnai-

res ; et l'hypertrophie de l'industrie du tourisme dans ces pays est en réalité l'un des aspects et l'une des causes à la fois de leur pillage par les impérialistes et du maintien dans le sous-développement des autres secteurs de leur économie. Contre les larmes de crocodile et le cynisme des tours-opérateurs, les organisations ouvrières doivent exiger la réquisition immédiate, sans conditions ni indemnités, des hôtels et clubs de vacances des multinationales du tourisme, pour loger les populations qui ont perdu leur toit.

Quant aux entreprises de médias, elles ont profité du drame pour augmenter leurs bénéfices dans des proportions considérables, en rivalisant d'images spectaculaires et de reportages tragiques : pour exploiter à fond le tsunami et vendre ainsi le maximum de papier ou de minutes publicitaires, les médias bourgeois ont réussi à le garder en « une » pendant une dizaine de jours, n'hésitant pas, au bout de trois ou quatre jours, à relancer leurs ventes en titrant de manière chauvine sur les quelques milliers de victimes européennes ou les quelques centaines de victimes françaises, comme si leur vie valait davantage que celle des Asiatiques. « Un grand journal du matin s'est même offert le luxe de publier sur une demi-page une carte de la région touchée... avec les emplacements des clubs de vacances français », s'indigne à juste titre *Lutte ouvrière* (31/12).

La surenchère hypocrite des États impérialistes intéressés

Les États ne sont pas plus généreux ou désintéressés que les multinationales, dont ils servent d'ailleurs les intérêts. Les moyens militaires considérables des États touchés et des puissances impérialistes qui ont des bases dans la région, comme les États-Unis, n'ont pas été mobilisés de manière massive et systématique pour venir en aide aux populations : avec les avions et les hélicoptères, il aurait pourtant été possible d'organiser davantage de ponts aériens ; avec les bateaux, on aurait pu approvisionner plus rapidement les côtes souvent coupées de l'arrière-pays à cause de la destruction des routes et des ponts ; avec les moyens du génie militaire, il aurait été possible de mettre rapidement en place des ponts mobiles, d'organiser des convois de camions et de mobiliser des dizaines de milliers d'hommes surentraînés... et si efficaces quand il s'agit de tuer.

Par contre, les gouvernements impérialistes qui ont refusé de perdre de l'argent en utilisant massivement leurs moyens militaires, se sont livrés à une surenchère répugnante, multipliant les promesses, annonçant jour après jour qu'ils donneraient quelques millions de plus que ce qu'ils annonçaient la veille, craignant de se laisser distancer par le voisin ou le concurrent... et lorgnant surtout sur les contreparties économiques, politiques et stratégiques qu'ils comptent bien exiger des pays « aidés ». *Libération* (31/12) explique ainsi que « les pays développés se sont lancés dans une surenchère à l'aide qui entraîne des échanges aigres-doux entre Paris et Washington. C'est à celui des gouvernements occidentaux qui en fera le plus. (...) Il est difficile de ne pas ressentir (...) comme un malaise. D'abord, parce qu'il a fallu cinq jours pour que Bush, Chirac et consorts prennent la mesure de la plus grande catastrophe naturelle de l'histoire récente. Leur soudaine agitation médiatique est une réaction aux reproches de 'pingrerie' que leur a faits lundi Jan Egeland, le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations humanitaires, choqué par le ridicule des aumônes offertes dans un premier temps. (...) Ensuite, cette compassion officielle cache mal les calculs politiques qui l'accompagnent. La 'coalition humanitaire' de Bush est le pendant, cousu de fil blanc, de sa 'coalition guerrière' contre l'Irak (...). Quant aux cocoricos de Chirac et Raffarin sur la France, championne du monde ès contributions, ils sont à la fois déplacés et pathétiques. Agir en ordre dispersé en agitant son petit drapeau n'est certainement pas la manière la plus efficace de porter assistance aux populations en danger. » De son côté, *Le Figaro* (04/01) note plus précisément que « le sinistre est le moyen pour Washington de réaffirmer son engagement dans une région stratégique ». Mais l'impérialisme français n'est pas en reste : « Le déplacement que Michel Barnier, le ministre des Affaires étrangères, vient d'effectuer au Sri Lanka, puis en Thaïlande, vient nous rappeler une réalité que l'émotion soulevée par la catastrophe de dimanche ne doit pas éclipser : l'aide internationale aux sinistrés d'Asie est aussi un geste diplomatique, une affirmation politique, tous les deux démultipliés par cette loupe qu'est le petit écran. Un pays qui apporte un soutien matériel manifeste sa générosité aux yeux de l'opinion

mondiale. Surtout, il affirme son rang dans le monde. J'aide, donc je compte. Puissance moyenne aux ambitions fortes mais aux moyens limités, la France a bien compris le formidable levier de cette stratégie oblique. Son calcul est particulièrement opportun quand il s'agit de cette partie de la planète. L'Extrême-Orient est actuellement la seule région du monde promise à un avenir économique florissant » (*Le Figaro*, 30/12).

Des promesses incertaines, un racket quotidien bien réel

De ce point de vue, les promesses faites par les États impérialistes seront-elles davantage honorées que celles annoncées l'an passé suite au terrible tremblement de terre qui avait ravagé la ville de Bam en Iran, le 26 décembre 2003 (32 000 morts, 18 000 blessés, des milliers de sans-abris)? Ces promesses, en effet, n'avaient jamais été concrétisées : dès que l'attention des médias s'était détournée, les gouvernements avaient ignominieusement fait volte-face, en gardant leur argent. Selon *Le Monde* (30/12), « sur le milliard de dollars (730 millions d'euros) promis à l'Iran pour reconstruire la ville de Bam après le tremblement de terre de décembre 2003, 17 millions de dollars, seulement, ont été fournis, un an après. Il faut se méfier des effets d'annonce, recherchés ou imposés, sous le choc de l'événement, et qui restent sans suite. » D'ailleurs, de façon plus générale, lit-on dans *Libération* (31/12), « les pays riches ne tiennent pas leurs promesses sur les aides à long terme. (...) Malgré les belles paroles, le budget des pays développés consacré à l'Aide publique au développement correspond à la moitié de ce qu'il était en 1960. En 1970, les pays riches s'étaient engagés à verser 0,70 % de leur revenu national brut. Les vingt-deux pays les plus riches en étaient, en 2003, à 0,25 % en moyenne (soit un total de 68,5 milliards de dollars). »

Non seulement il n'est pas sûr que les gouvernements impérialistes tiennent cette fois leurs promesses (tout dépendra, en fait, de l'intérêt qu'ils auront à les honorer ou non : les capitalistes n'ont pas d'honneur), mais surtout, même s'ils les respectaient, cela représenterait une somme tout à fait minime par rapport à ce qu'ils prétendent aider aujourd'hui. En effet, la « dette » cumulée des pays les plus touchés par le tsunami s'élève à plus

de 400 milliards de dollars, soit deux cents fois le montant de l'aide annoncée (l'Indonésie « doit » à elle seule 134,3 milliards, l'Inde, 118, la Thaïlande 51,6, le Sri Lanka 10,2, la Malaisie 49,1, etc.). Chaque année, au titre des intérêts de cette « dette » qui est en fait un véritable racket, 32 milliards de dollars sont extorqués aux peuples de ces pays, dont 39 % par les banques et autres créanciers privés, 36 % par le FMI et la Banque mondiale, 25 % par les États impérialistes, dont la France. Or le « Club de Paris », les États impérialistes et les institutions financières internationales viennent de refuser toute annulation globale de cette « dette », se contentant seulement de proposer un moratoire « aux pays qui le souhaitent »...

Le capitalisme tue chaque année infiniment plus que les catastrophes naturelles

Or cette véritable extorsion de fonds dont sont victimes presque tous les pays dits du « tiers-monde » de la part des impérialistes ne correspond que très partiellement à des crédits profitant réellement à des investissements utiles à la population : ils sont surtout sources de corruption et de renforcement de l'administration d'État et de l'armée. Par contre, elle grève les budgets sociaux des États : elle est à la fois la cause et le prétexte, pour les gouvernements locaux, qui expliquent la grave insuffisance des investissements dans les services d'éducation, de santé, les travaux publics, etc. Il est donc clair que c'est par là même une cause indirecte de la mort de centaines de milliers de personnes chaque année.

Plus généralement, le capitalisme, en tant que système reposant sur le profit et non sur la satisfaction des besoins qu'il serait techniquement possible d'assouvir, doit être considéré comme responsable d'une tuerie permanente des plus pauvres. En maintenant la majorité des pays du monde dans le sous-développement, la stagnation et, de plus en plus, la régression, le capitalisme est la cause du fait que, par exemple, selon l'ONU (cf. son *Rapport sur le développement humain 2004*), 831 millions de personnes souffrent de malnutrition dans le monde, 1,2 milliard sont « privées d'un accès à une source d'eau aménagée » (c'est-à-dire à de l'eau potable), 2,7 milliards sont « privées d'un accès à des installations sanitaires convenables ».

Or cette privation de moyens d'existence élémentaires (qui pourraient être aisément mis en place dans un système socialiste), entraîne par exemple, chaque année, dans le monde la mort de 11 millions d'enfants de moins de cinq ans ; 3 millions meurent du SIDA (dont 500 000 enfants), « principalement en Afrique sub-saharienne », précise l'ONUSIDA (bilan 2004), faute d'accès, dans l'écrasante majorité des cas, à la trithérapie, jugée trop coûteuse ; 1 million de personnes (avant tout des enfants de l'Afrique subsaharienne) meurent du paludisme, alors que l'on sait aujourd'hui soigner cette maladie quand elle est prise à temps ; 2 millions de salariés meurent d'un accident du travail qui, dans la plupart des cas, résulte de l'absence ou du non-respect de dispositifs de sécurité imputables aux patrons. Etc., etc., etc. : la liste serait longue des morts imputables à ce système irrationnel et barbare qui s'appelle le capitalisme et qui fonctionne comme un immense tsunami permanent, ravageant froidement, par sa logique même, les vies humaines par millions chaque année.

De plus, les États impérialistes qui prétendent aujourd'hui sauver des vies sont aussi des assassins sanguinaires directs. Rappelons que la seule guerre en Irak a causé en deux ans près de 100 000 morts, après les 200 000 de la précédente guerre de 1991, et le million de morts victimes de l'embargo imposé par l'ONU pendant douze ans. En novembre dernier, le sang du peuple ivoirien a lui aussi coulé sous les balles de l'armée colonialiste française, sur ordre de Chirac. Et les dizaines de guerres qui ont lieu dans le monde, causant environ 500 000 morts chaque année, ont le plus souvent pour causes les rivalités inter-impérialistes pour le contrôle de régions entières : c'est le cas notamment de nombreuses guerres qui ravagent l'Afrique.

Tous ces chiffres terribles n'enlèvent évidemment rien à la gravité du bilan de la catastrophe en Asie du Sud-Est, mais ils mettent en évidence toute l'hypocrisie des États impérialistes, qui sont chaque année, directement ou indirectement, infiniment plus meurtriers que toutes les catastrophes naturelles réunies.

Les travailleurs ne doivent avoir confiance ni dans les États, ni dans les médias

Les faits qui précèdent montrent que le prolétariat et les travailleurs ne doivent avoir aucune confiance dans les États impérialistes. Il est donc hors de question de tomber dans le réformisme et l'utopie consistant, comme le fait notamment la LCR à la « une » de son journal *Rouge* du 6 janvier, à « *exiger que les États les plus riches (...) consacrent au sort des populations ce qu'ils dépensent pour la guerre et le surarmement* ». Ce mot d'ordre est ridicule : autant demander que les États impérialistes cessent d'être des États impérialistes ! On lit d'ailleurs dans l'article que l'on trouve dans le même numéro en page 3 : « *Les États ne doivent pas fuir leurs responsabilités. Sous la pression de l'opinion, à Washington et en Europe notamment, le montant des financements annoncés augmente, mais il reste dérisoire au regard des besoins. L'aide publique doit être radicalement augmentée. Elle doit aussi être soumise aux mêmes devoirs de transparence que ce qui est exigé des associations.* » Ici comme ailleurs, la LCR développe une position purement réformiste : depuis quand les « communistes révolutionnaires » demandent-ils aux « États » de prendre leurs « responsabilités » ? Les États actuellement existants ne seraient-ils pas des États *bourgeois* ? Les « responsabilités » des États ne seraient-elles plus d'assurer le fonctionnement du système capitaliste et toute la société bourgeoise dans l'intérêt optimal de la bourgeoisie (compte tenu des rapports de force entre les classes) ? — Contre le révisionnisme et les mots d'ordre réformistes de la LCR, il faut dire au contraire clairement aux travailleurs qu'il n'y a aucune autre voie pour en finir avec les guerres impérialistes, avec le sous-développement et la misère des pays pauvres, avec le colonialisme et l'impérialisme en général, que celle de la révolution socialiste, qui commencera par la destruction des États bourgeois. Les communistes révolutionnaires participent évidemment au combat pour obtenir et pour défendre les réformes progressistes ; mais une chose est d'imposer aux États bourgeois, par la lutte de classe, un certain nombre de réformes permettant de limiter l'oppression, l'exploitation et certains excès de l'impérialisme ; tout autre chose est de demander bien gentiment à ces États de bien vouloir cesser eux-mêmes (fût-ce sous la pression populaire) d'être des États

opresseurs, exploités et impérialistes !

Quant aux médias bourgeois, leur hypocrisie n'est pas moindre : imaginons un instant qu'ils s'intéressent autant aux victimes des guerres, des famines, des épidémies, etc., engendrées par le système actuel, qu'ils se sont intéressés au désastre du tsunami, y compris d'ailleurs en critiquant eux-mêmes l'imprévoyance et la « pingrerie » des gouvernements. Imaginons qu'ils s'emploient chaque jour à présenter le même décompte macabre, les mêmes reportages spectaculaires, les mêmes interrogations et les mêmes interpellations des États et des opinions publiques... Il apparaît clairement alors que de telles informations et interrogations contribueraient grandement à une réflexion généralisée, dans la population, sur ce qu'est réellement le système capitaliste, sur les causes réelles des guerres, du sous-développement et de la misère... et sur les moyens d'y remédier. C'est justement l'une des raisons pour lesquelles les grands médias bourgeois ne s'intéressent que très peu à ce genre de questions, sauf pour verser de temps à autre une larme de crocodile partielle, ou pour culpabiliser une ou deux fois par an le public en cas de famine particulièrement grave dans tel ou tel endroit du monde. Pour les entreprises de médias, comme pour toutes les autres, il s'agit avant tout de faire de l'argent, donc de chercher de préférence des sujets spectaculaires, exceptionnels, et non de montrer et d'expliquer la réalité telle qu'elle est, la misère quotidienne des populations, leur situation tellement terne, tellement ennuyeuse pour l'observateur nanti, tellement peu *vendable* en un mot !¹

Contre « l'humanitaire » de la bourgeoisie, pour un front unique de la solidarité ouvrière

Ces mêmes médias n'hésitent pourtant pas à se présenter comme les champions de l'humanitaire, comme les relais majeurs des grandes causes, comme les promoteurs désintéressés de l'aide au prochain... En réalité, il s'agit surtout de faire croire aux gens qu'ils sont eux-mêmes responsables des malheurs d'autrui, et que ceux-ci disparaîtraient si tous étaient plus

¹ Sur le fonctionnement et le rôle des médias bourgeois, cf. l'article de Laura Fonteyn dans le précédent numéro du CRI des travailleurs.

solidaires et plus généreux. Les gens, et notamment les travailleurs (qui sont souvent les premiers à verser de l'argent aux associations humanitaires), sont ainsi invités à panser les plaies inhérentes au système capitaliste : selon une logique qui s'entretient elle-même, il s'agit de demander aux victimes de ce système qui sont les moins gravement atteintes de secourir elles-mêmes celles qui le sont davantage... en ne touchant surtout pas aux causes qui réduisent précisément la grande majorité des personnes à être toutes, sous une forme ou sous une autre, les victimes de ce système ! (Nous reviendrons en détail dans notre prochain numéro sur la nature et la fonction des organisations humanitaires et autres O.N.G. dans la société bourgeoise actuelle.)

Dès lors, en ce qui concerne la solidarité populaire, comme pour toutes les autres questions qui intéressent le prolétariat et les travailleurs, il n'y a pas d'autre réponse communiste révolutionnaire que celle de l'*organisation ouvrière indépendante*, celle de l'*action selon des principes de classe*. Par conséquent, la solidarité financière à laquelle tant de travailleurs participent de nos jours, que ce soit pour aider les victimes du tsunami ou pour d'autres grandes causes humanitaires, ne devrait servir à faire fonctionner ni les organisations liées aux Églises, ni les associations financées par les États bourgeois et les institutions internationales avec le soutien des grands médias, dites par antiphrase « organisations non gouvernementales » : les unes et les autres *ne sont que des rouages du système bourgeois*, qu'elles contribuent à maintenir en place, en « adoucissant » superficiellement certains de ses aspects les plus révoltants pour mieux le faire accepter sous prétexte de fatalité.

Aujourd'hui, la solidarité des travailleurs doit aller exclusivement aux organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière qui combattent dans les pays victimes à la fois du tsunami et de l'impérialisme. Ici comme ailleurs, il est de la responsabilité du mouvement ouvrier français (syndicats, mutuelles et organisations politiques) de ne pas laisser les États, les Églises et les ONG prendre l'argent des ouvriers, des employés, des travailleurs en général, mais de réaliser un *front unique pour la solidarité ouvrière*, en récoltant elles-mêmes des fonds, pour les donner aux organisations ouvrières qui

combattent en Indonésie, en Inde, au Sri Lanka, en Malaisie, etc. Car la meilleure aide que la classe ouvrière de France puisse apporter aux travailleurs des pays sinistrés et à leurs familles, c'est de permettre à leurs propres organisations de classe (quels

que soient les désaccords que l'on peut avoir par ailleurs avec elles) de prendre en charge elles-mêmes l'aide aux victimes sur place, en développant ainsi leurs liens avec la population, en réquisitionnant sans conditions ni indemnités les hôtels et autres clubs de

vacances des multinationales du tourisme, en se renforçant face aux États bourgeois impérialistes et locaux, à l'égard desquels elles ne doivent avoir aucune confiance.

Nina Pradier

FRANCE

À QUELLES CONDITIONS L'ANNÉE 2005 VERRA-T-ELLE UNE VÉRITABLE REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE DANS CE PAYS ?

Du point de vue de la lutte de classe, deux questions majeures dominent l'actualité politique en France, en ce début d'année 2005 : d'une part, les débats autour du projet de « Constitution » européenne et les débuts de la campagne pour le référendum annoncé par Chirac ; mais aussi, d'autre part, le frémissement qui parcourt le mouvement ouvrier officiel (CGT, FO, UNSA, FSU, PCF, etc.), dont les dirigeants prétendent aujourd'hui vouloir relancer une mobilisation des travailleurs dans certains secteurs, tout en poursuivant en réalité leur collaboration éhontée avec le gouvernement Chirac-Raffarin, lui permettant ainsi de continuer à élaborer et faire passer tranquillement, mais sûrement, ses contre-réformes destructrices. Mais sommes-nous pour autant à la veille d'un changement de la situation sociale et politique dans ce pays ? À quelles conditions un nouveau cycle ascendant de lutte de classe redeviendrait-il possible, après dix-huit mois de quasi-léthargie ?

La défaite-trahison de mai-juin 2003 continue de peser

Comme Groupe CRI, nous avons été parmi les premiers à soutenir que la défaite-trahison du grand mouvement de luttes qui a marqué le premier semestre 2003 pèserait lourdement, pour toute la période suivante, sur la combativité et l'état d'esprit des travailleurs. Dénonçant la trahison de la montée vers la grève générale par les bureaucrates syndicaux et le PCF, avec la couverture des principales organisations d'extrême gauche (PT, LCR et LO), dès le numéro de juin 2003 du CRI des travailleurs, nous n'avions pas suivi alors tous ceux qui, dans les sommets syndicaux, mais

aussi à l'extrême gauche, refusaient de parler de défaite et annonçaient que le « mouvement » allait « repartir » comme par enchantement à la rentrée suivante.

La réalité nous a donné raison : depuis juin 2003, il y a évidemment eu, comme toujours, des actions et des grèves locales, ici pour lutter contre un plan de licenciement, là pour exiger une hausse de salaire, ailleurs pour la défense d'un salarié réprimé. Mais aucune forte mobilisation d'ampleur nationale ou générale n'a eu lieu, à l'exception de secteurs très limités comme les intermittents du spectacle ou les chercheurs, d'ailleurs sciemment isolés par les dirigeants syndicaux. Au printemps 2004, après la défaite de Chirac-Raffarin aux élections régionales, le gouvernement, assuré de garder le soutien du PS et de la gauche plurielle jusqu'en 2007 (cf. l'analyse du CRI des travailleurs n° 12, avril 2004), a pu annoncer sans trop de risques le changement de statut d'EDF-GDF et sa contre-réforme de la Sécurité sociale. Un début de combat s'est certes produit dans certains secteurs, et nous avons bien évidemment appelé, comme tous les groupes combatifs du mouvement ouvrier, à la mobilisation des travailleurs, tout en expliquant sans relâche que la gauche plurielle et les bureaucrates des syndicats feraient tout pour l'empêcher. Mais de fait, ce début de mobilisation, notamment chez les électriciens et gaziers, a été rapidement liquidé par les dirigeants du mouvement ouvrier, il n'a pas eu le temps et les moyens politiques de monter en puissance et de contraindre ces bureaucrates à cesser leur collaboration avec le gouvernement (refus de le combattre et même co-élaboration de ses contre-réformes, sous prétexte de « négociations »).

Conditions objectives, conditions subjectives

L'année 2005 verra-t-elle une reprise de la lutte de classe en France ? On ne peut se contenter de l'espérer, il faut faire la clarté sur les conditions auxquelles elle pourrait commencer, sous peine d'aller au devant de nouvelles désillusions et d'une aggravation du désarroi qui frappe de nombreux secteurs du monde du travail. On remarque alors que la situation est marquée par une contradiction, fortement ressentie par les militants et les travailleurs conscients : d'un côté, les conditions d'existence sont de plus en plus difficiles pour une fraction de plus en plus importante de la population (RMistes, chômeurs, précaires, « travailleurs pauvres », « sans-papiers », ménages surendettés...), la situation est de plus en plus intolérable dans les entreprises, où les travailleurs sont soumis à l'intensification du travail, à la flexibilité, à la déréglementation tous azimuts et, en ce qui concerne les services publics, au manque de personnel et de moyens. De plus, l'impopularité de la politique menée par le gouvernement est grande, le discrédit de Raffarin est général et durable, rejaillissant sur le président Chirac (à la plus grande joie de Sarkozy qui, avec ses grandes dents, l'attend au coin du bois de 2007). En ce sens, les conditions objectives pour la reprise de l'affrontement social sembleraient donc réunies.

Pourtant, d'un autre côté, on constate aussi que les travailleurs continuent de rester largement passifs face à un patronat qui multiplie les provocations et à ce gouvernement qui poursuit sans être inquiété l'élaboration et la mise en œuvre de ses contre-réformes. Manifestement, la classe ouvrière ne croit pas, pour le moment, à la possibilité d'une riposte

victorieuse, en l'absence de perspective politique. La responsabilité principale en incombe là encore aux dirigeants du mouvement ouvrier officiel, qui persistent à refuser d'en découdre avec le gouvernement et poursuivent au contraire leur collaboration éhontée avec lui, constituant ainsi l'obstacle majeur sur la voie d'une reprise de la lutte de classe. Il en résulte que, dans l'état actuel des choses, les conditions subjectives rendent douteuse une reprise immédiate de la lutte de classe directe et massive. Bien sûr, nul ne peut prévoir ce qui va se passer dans les prochains mois : des soulèvements dans tel ou tel secteur — notamment dans les hôpitaux ou à la SNCF, voire à la Poste — sont toujours possibles, et ils devront être encouragés et aidés partout où ce sera possible. Cependant, les chances qu'un mouvement général

de quelque ampleur se produise sont réduites : les militants et les travailleurs doivent en être conscients, et analyser lucidement les raisons politiques de cette situation, par le dialogue et la discussion que les communistes révolutionnaires ont la responsabilité d'impulser partout et de mener le plus loin possible.

Mais cette appréciation de la situation ne signifie bien sûr nullement qu'il n'y ait aucune campagne politique à mener dans les prochains mois, tout au contraire.

Les deux fronts du combat politique à mener

Simplement, il ne faut se tromper ni sur les campagnes, ni sur la manière de les conduire. En fait, comme nous allons le voir, les deux principales tâches, intimement liées, qu'impose la

situation présente aux communistes révolutionnaires et aux travailleurs d'avant-garde sont, d'une part, *le combat politique contre les dirigeants des syndicats et du PCF, pour leur imposer les conditions d'une véritable reprise de la lutte de classe, à commencer par leur rupture de toutes leurs négociations-collaborations avec le gouvernement.* D'autre part, à l'occasion du référendum sur le projet de « Constitution européenne », il s'agit d'*aider les travailleurs, malgré les circonstances difficiles, à infliger une défaite électorale de classe au gouvernement et à la fraction majoritaire de la bourgeoisie française, rassemblée pour l'occasion dans un front unique de ses diverses composantes politiques, du MEDEF au PS, en passant par l'UMP, l'UDF et les Verts.*

MENER CAMPAGNE POUR UN « NON » DE CLASSE À LA « CONSTITUTION » EUROPÉENNE : LA RESPONSABILITÉ DES DIRECTIONS OUVRIÈRES

En ce qui concerne le référendum, dont Chirac a annoncé l'organisation « avant l'été », nous avons expliqué dans le précédent numéro du CRI des travailleurs (novembre-décembre 2004) les raisons pour lesquelles il est nécessaire de profiter de cette campagne électorale pour défendre une position marxiste authentique, à l'encontre de tous les appels « anti-libéraux », altermondialistes et réformistes qui circulent un peu partout à gauche et à l'extrême gauche (clique de Fabius, courants de gauche du PS, « appel des 200 » de la Fondation Copernic, du PCF et de la LCR, appel du PT, etc...¹). Le Groupe

CRI prendra toute sa place dans la campagne, sur la base de son appel « *Pour un 'Non' de classe, pour une Europe communiste révolutionnaire* » (texte publié dans le précédent numéro et qui sera diffusé massivement dans la prochaine période sous la forme d'un 4-pages). De ce point de vue, ses militants participeront activement aux réunions syndicales et aux réunions publiques que les organisations ouvrières ont le devoir d'organiser dans les entreprises, les établissements et les quartiers. Il s'agit maintenant d'aider la classe ouvrière à se rassembler, en imposant aux dirigeants du mouvement ouvrier officiel qu'ils se prononcent pour le « Non » sur une base de classe, pour infliger une défaite au gouvernement et ses suppôts du PS, c'est-à-dire à tous ces représentants directs de la bourgeoisie qui ont choisi depuis des années de construire l'Union européenne pour faire valoir les intérêts de leur classe, à la fois contre les acquis des travailleurs et contre les bourgeoisies concurrentes d'Amérique et d'Asie.

Il est vrai que, après la consultation interne du PS, où le « Oui » l'a emporté à près de 59 %, l'éventualité d'une défaite du gouvernement à

l'occasion de ce référendum s'est amoindrie (et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle Chirac a annoncé la tenue de celui-ci à une date plus proche que celle qui était initialement envisagée). Pour autant, elle n'a nullement disparu et elle a permis de clarifier davantage la signification et l'enjeu du combat à mener.

Le vote interne du PS pour le « oui » clarifie la signification de classe du « non »

En effet, le principal enseignement qu'il faut tirer de cette consultation interne au PS, c'est qu'elle confirme notre analyse de ce parti : la majorité absolue non seulement des dirigeants et des élus du PS, mais aussi des adhérents eux-mêmes, sont intégralement ralliés au capitalisme, et même au « libéralisme » économique, si caractéristique de l'Union européenne en général et du projet de « Constitution » élaboré par Giscard en particulier. Ce fait indéniable montre une fois de plus, contre tous ceux qui continuaient de nourrir des illusions sur ce parti, que le PS est décidément devenu un parti purement bourgeois, quels que soient par ailleurs son origine lointainement socialiste, ses positions syndicales et son poids électoral parmi certaines fractions du salariat — les fractions supérieures en

¹ Quant à LO, nous avons également analysé son orientation dans le précédent numéro du CRI des travailleurs, en soulignant qu'elle « *développe une position de principe beaucoup plus correcte* » que celle des autres organisations, mais qu'elle se caractérise aussi par une « *tentation abstentionniste et (une) sous-estimation de la politique* ». La décision du dernier congrès de LO de faire campagne pour le « Non » (que nous avons qualifiée de « vraisemblable ») est en elle-même un point d'appui important pour le combat de classe visant à infliger une défaite au gouvernement et à la bourgeoisie à l'occasion du référendum. LO a désormais la responsabilité de rompre avec son attentisme persistant, d'engager maintenant le combat pour un « Non » de classe à la « Constitution »...

ce qu'elle n'a toujours pas commencé à faire à ce jour, sous prétexte d'attendre que la date du référendum soit fixée exactement !

fait : enseignants, salariés parmi les mieux lotis du secteur public, syndicalistes collaborateurs et réformistes... En ce sens, le PS est plus que jamais comparable au Parti démocrate américain, parti bourgeois qui est lui aussi soutenu par les bureaucrates syndicaux (ainsi que les dirigeants du mouvement noir) et par l'aristocratie salariale. D'ailleurs, même les militants du PS qui ont voté « Non » lors de la consultation interne ne l'ont pas fait sur la base de positions réellement socialistes : sans même parler des partisans du très libéral et très hypocrite Fabius (dont l'audace opportuniste n'a pas été récompensée, c'est le moins qu'on puisse dire), la majorité de ces militants oppositionnels, souvent syndicalistes, se retrouve dans les arguments seulement « anti-libéraux », mais nullement anti-capitalistes, de la « gauche » du PS. En un mot, s'il y a encore des militants ouvriers dans la « gauche » du PS, et s'il y a encore des militants officiellement révolutionnaires qui croient que ce parti reste un « parti ouvrier-bourgeois », il est décidément temps que les uns et les autres rompent définitivement avec de pareilles illusions !

L'appel majoritaire du PS pour le « oui » clarifie donc la situation : désormais, si l'on fait abstraction de l'appel au « non » de cette fraction minoritaire et réactionnaire de la bourgeoisie française qui se retrouve politiquement dans la droite extrême de Pasqua, Villiers, Mégret ou Le Pen, il s'avère que *l'ensemble des forces politiques qui appellent à voter « Oui » sont les forces de la bourgeoisie* (quelles que soient les différences secondaires qui existent entre le MEDEF, l'UMP, l'UDF, la majorité du PS et la majorité des Verts), et inversement ; en revanche, *l'ensemble des forces politiques qui appellent à voter « Non » relèvent plus ou moins directement du mouvement ouvrier* (militants syndicaux et social-démocrates plus ou moins « traditionnels » du PS, PCF, LCR, PT, LO et un certain nombre de syndicats tels que les Unions départementales CGT et FO de Paris, le syndicat FSU de l'enseignement agricole et d'autres...) ou de la petite bourgeoisie « altermondialiste » qui n'existe elle-même politiquement que par ses liens avec le mouvement ouvrier (comme la Confédération paysanne, qui a appelé

le 1^{er} décembre à s'opposer à la « Constitution », ou surtout ATTAC, qui s'est prononcée pour le « Non » à 84 % de ses adhérents et a décidé de faire campagne sur une orientation « altermondialiste » proche de celle de l' « appel des 200 »).

À quelles conditions les travailleurs peuvent-ils infliger une défaite à la bourgeoisie ?

Cette différence majeure entre les forces qui représentent directement les intérêts de la bourgeoisie et celles du mouvement ouvrier ne signifie bien sûr nullement que les communistes révolutionnaires puissent s'allier avec les dirigeants de celui-ci qui animent les différents regroupements pour le « Non » actuellement en circulation : tout au contraire, par leurs positions « antilibérales », « altermondialistes », « républicaines »... en fait à peine réformistes, ils ne font que révéler une fois de plus leur nature de *« lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise »*, comme disait Lénine. Mais c'est précisément comme tels, d'un point de vue marxiste révolutionnaire, qu'ils doivent être combattus, à l'intérieur même des organisations ouvrières, notamment des syndicats, et à l'occasion des réunions de travailleurs qui vont être convoquées un peu partout dans le cadre de la campagne électorale.

Ce combat contre les dirigeants des organisations ouvrières ne saurait être un obstacle au combat pour la défaite électorale du gouvernement, pour la victoire du « Non » : *c'en est au contraire une condition*. Après le vote interne du PS, il est clair que, d'un point de vue purement électoral, la possibilité d'obtenir une majorité de « Non » s'est amenuisée. Mais la défaite du gouvernement, du PS et de la bourgeoisie reste possible, *à condition précisément que les organisations du mouvement ouvrier (CGT, FO, UNSA, FSU, SUD, PCF, LCR, PT, LO...) s'engagent réellement dans une campagne massive et systématique pour un « Non » de classe, en relation avec une véritable mobilisation sur le terrain de la lutte de classe directe*. À l'opposé, la persistance d'une campagne ambiguë (ou hésitante et timorée, en ce qui concerne LO), comme celle que mènent actuellement, chacun à sa manière, le PCF, la LCR, le PT et *tutti*

quanti, ne peut que conduire à une nouvelle victoire du gouvernement. Seule une campagne de classe, s'appuyant clairement sur les revendications de l'immense masse des travailleurs, usant d'un discours nettement tranché par rapport à celui des partis bourgeois, traçant la voie d'une perspective politique de rupture... — seule une telle campagne peut intéresser et mobiliser les travailleurs, leur redonner l'espoir d'une véritable alternative qu'ils pourront construire eux-mêmes...

Une telle campagne politique n'entraverait pas le combat pour aider la lutte de classe des travailleurs « sur le terrain », comme le craignent quelques gauchistes et les militants de la Fraction de LO, sombrant dans l' « économisme » et l'apolitisme de fait. Au contraire, le combat pour que le mouvement ouvrier et les travailleurs en général se prononcent pour le « Non » sur une base *de classe* est intimement lié au combat pour la défense des revendications immédiates, concernant les conditions de travail, les salaires, les services publics utiles à la population et tous les acquis sociaux. Ces deux combats sont l'un et l'autre des combats *politiques* que les communistes révolutionnaires doivent mener *de front*, notamment dans les réunions syndicales et les assemblées générales, avec l'objectif unique de vaincre le gouvernement, à la fois sur le plan électoral et sur le terrain de la lutte de classe directe. Inversement, tous ceux qui, notamment dans les syndicats, refusent de s'engager dans la campagne pour le « Non », et tous ceux qui prônent un simple « Non de gauche » de type « altermondialiste », « antilibéral » ou « républicain », sont les mêmes qui refusent de combattre réellement le gouvernement : on les retrouve à la tête des organisations syndicales majoritaires (sans même parler de ceux qui, à la CFDT, voire à la CGT, appellent carrément à voter « Oui » !), dans les courants de « gauche » du PS, au PCF, etc. En effet, comme nous allons le voir, ce sont eux qui, semaine après semaine, mois après mois, font tout pour empêcher la reprise de la lutte de classe dans ce pays, poursuivant leur politique de collaboration éhontée avec le gouvernement tout en prétendant défendre les intérêts spécifiques des travailleurs.

LES DIRIGEANTS DU MOUVEMENT OUVRIER REFONT SEMBLANT DE VOULOIR MOBILISER LES TRAVAILLEURS... MAIS POURSUIVENT EN FAIT LEUR COLLABORATION ÉHONTÉE AVEC LE GOUVERNEMENT

Du point de vue de la lutte de classe directe, l'élément marquant de ce début d'année 2005, ce sont les appels syndicaux « unitaires » (CGT, FO, UNSA, FSU, SUD et, dans certains secteurs, CFDT) à la mobilisation de certains secteurs : postiers le 18 janvier, cheminots le 19, personnels de l'Éducation nationale et fonctionnaires le 20, tous les salariés le 5 février, etc. Ces appels sont-ils des points d'appui pour une reprise de la lutte de classe ? Rappelons d'abord que, l'an passé, exactement à la même période, les mêmes dirigeants syndicaux avaient appelé à peu près les mêmes secteurs à des mobilisations semblables, consistant de la même façon en « journées d'action » catégorielles, soigneusement atomisées, sans lendemain et sans perspectives. De fait, ces vrais faux appels à la mobilisation n'avaient eu aucun résultat tangible. En ira-t-il différemment cette année ? Pour avoir les idées claires, il convient avant tout d'examiner la politique réelle des dirigeants du mouvement ouvrier officiel dans la dernière période.

Conditions de travail et salaires

L'un des motifs de mécontentement des syndicats est le projet annoncé par le gouvernement d'« assouplir » les lois de réduction du temps de travail, à la demande du MEDEF. C'est ainsi que Thibault a parlé de « la mort des 35 heures » (RTL, 10 décembre). Mais il faut commencer par redire ici que les lois Aubry mises en place par la gauche plurielle constituaient déjà elles-mêmes un très grave « assouplissement » des acquis consignés dans le Code du travail, une véritable régression sociale : sous couvert de satisfaire la revendication de réduction du temps de travail, elles ont instauré en fait la flexibilité des horaires par l'annualisation du temps de travail, la remise en cause de certains acquis comme les pauses — la référence étant désormais le « temps de travail effectif » — la mise en cause de la définition et de la rémunération majorée des heures supplémentaires, la « modération salariale »...

Il n'en reste pas moins que le gouvernement veut aller plus loin encore. En décembre, il a déjà imposé

l'augmentation du contingent ; de plus, la loi Borloo, dite « de cohésion sociale », met en cause la prise en compte du temps de déplacement professionnel dans le temps de travail global, au nom du concept, inventé par les lois Aubry, de « temps de travail effectif ». À présent, un nouveau projet de loi est annoncé : déposé par quatre députés UMP, reprenant les grandes lignes du « Contrat France 2005 » présenté par Raffarin en décembre, il sera examiné par l'Assemblée nationale à partir du 1^{er} février. Il s'agit d'abord d'« assouplir » le « compte épargne temps », en permettant de troquer sans limites les jours de RTT épargnés contre de l'argent (le plafond annuel de 22 jours qui existait jusqu'à présent est supprimé) ; cette conversion sera possible soit au bout d'un an, soit même directement en ce qui concerne les cadres ; enfin, l'argent en question pourra aussi être placé sur un plan d'épargne retraite collective, c'est-à-dire l'un de ses fameux « fonds de pension à la française » (propriété de l'entreprise) mis en place par la loi Fabius en 2001. En second il s'agit d'accroître encore le contingent d'heures supplémentaires autorisées pour les salariés « qui veulent gagner plus en travaillant plus » ; sous couvert de « temps choisis », il s'agit en fait évidemment de faire suer aux travailleurs ce que Marx appelle une « plus-value absolue » ; de plus, cette disposition va aggraver encore l'atomisation des travailleurs, avec une individualisation accrue des contrats de travail, aux dépens des droits et acquis collectifs qui contribuent à constituer la classe ouvrière comme classe. Enfin, le projet de loi entend prolonger de trois ans, jusqu'en 2008, la dérogation permettant au patronat des petites et moyennes entreprises de ne payer qu'à 110 % les quatre heures supplémentaires, au lieu de 125 % dans les grandes entreprises, selon le Code du travail.

Un autre projet très grave du gouvernement est celui annoncé par Borloo le 3 décembre à l'Assemblée nationale, et qui consiste à instituer un contrat de travail d'un nouveau type, dit « contrat intermédiaire », dans la continuité des rapports de Virville et Camdessus, qui proposaient la création d'un contrat de travail unique mettant

fin aux CDI (Contrats à durée indéterminée) : « Il s'agit de la plus grande révolution dans le domaine du droit du travail depuis de nombreuses années », a déclaré le ministre. Il faut substituer au droit du travail celle de « sécurité sociale professionnelle » — cette dernière expression étant en elle-même une œillade limpide en direction de la CGT, qui a adopté cette « revendication » lors de son dernier congrès confédéral, en 2003. De fait, Borloo a ouvert dans cette perspective, dès le 15 décembre, des discussions avec les syndicats, qui ont osé accepter d'y participer !

Enfin, en ce qui concerne la Fonction publique, le gouvernement prévoit une hausse des salaires de 0,5 % en février et une autre tout aussi ridicule en novembre, alors que l'inflation atteint près de 2 % par an.

Face à toutes ces attaques de portée générale, que font les dirigeants syndicaux ? Dans un premier temps, les directions syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, UNSA, FSU, SUD) prévoient pour les seuls fonctionnaires une « semaine d'action » spécifique du 17 au 21 janvier, avec une manifestation le 20 janvier et une journée de grève. Pourquoi diviser ainsi le public et le privé ? Et d'ailleurs, qui peut croire sérieusement qu'un seul jour de grève pourrait suffire pour que le gouvernement cède une hausse plus substantielle aux fonctionnaires — alors que, rappelons-le encore une fois, il emporte victoire sur victoire depuis deux ans et ne se heurte à aucune résistance sérieuse depuis dix-huit mois ?

En ce qui concerne le temps et les conditions de travail, la proposition des directions est encore pire, si l'on peut dire. Alors qu'il serait en fait nécessaire de se battre pour une baisse du temps de travail permettant de répartir le travail entre tous pour mettre fin au chômage sans perte de salaire (échelle mobile des heures de travail), les dirigeants syndicaux défendent les lois Aubry qui ont considérablement aggravé la flexibilité, l'annualisation et la déréglementation, et ils ne se montrent même pas réellement déterminés à faire échec au nouveau projet de loi du gouvernement, qui aggrave encore ces dispositions ! Au lieu de cela, ils appellent les travailleurs, selon leur

communiqué du 11 janvier, à une « *journée d'action* » dont le contenu est complètement vague (pour « *le temps de travail (35 heures et journée de solidarité), les négociations salariales dans le public et le privé, le développement de l'emploi et la défense du droit du travail* ») et qui aura lieu le 5 février, c'est-à-dire un samedi ! De plus, non seulement ils n'appellent pas à la grève, mais il ne s'agira même pas d'une grande manifestation nationale : ils se contentent de parler de « *mobilisations locales* » et invite leurs « *structures locales* » respectives à « *se rencontrer pour mettre en œuvre les formes de mobilisation et d'action les plus appropriées* ». Il est donc clair que les travailleurs du public comme du privé ne peuvent pas compter sur les dirigeants syndicaux pour lutter réellement contre le gouvernement !¹

Le cas des hôpitaux et des médecins

Enfin, c'est dans la même dispersion que les personnels

¹ Ils ne peuvent guère compter non plus sur l'extrême gauche : en ce qui concerne cette question des conditions de travail et des salaires, on lit par exemple à la « une » de *Lutte ouvrière* du 17 décembre 2004 : « *Patrons et gouvernement veulent allonger les horaires. Qu'ils donnent donc du travail et un salaire correct aux chômeurs !* » Ce « mot d'ordre » est à la fois ridicule et dangereux. En effet, le chômage et les bas salaires sont inhérents au mode de production capitaliste, toute amélioration en ces domaines ne pouvant être que partielle et, le plus souvent, éphémère. Il est donc absurde de demander aux patrons et au gouvernement de mettre fin au chômage : c'est une « revendication » illusoire, et typiquement réformiste. Les communistes révolutionnaires ne doivent pas dire n'importe quoi aux travailleurs, mais leur expliquer au contraire que, par nature, ni le patronat, ni aucun gouvernement bourgeois, qu'il soit de droite ou de gauche, n'est capable de mettre fin au chômage, ou même simplement d'« *interdire les licenciements* », fût-ce dans les seules « *entreprises qui font du profit et licencient quand même* », selon la formule fameuse, mais ridicule, de LO. Même une mobilisation puissante de la classe ouvrière ne suffirait pas à ce que de telles mesures soient prises, car elles sont antagoniques avec le mode de production capitaliste lui-même (contrairement à des augmentations salariales ou à de simples réformes comme la diminution du temps de travail, la Sécurité sociale ou les services publics). Par contre, ce type de mots d'ordre permettent d'éviter de poser la vraie question : celle du combat pour réunir les conditions qui seules permettront d'infliger une défaite politique au gouvernement.

hospitaliers et médicaux sont appelés à se mobiliser par les dirigeants des organisations : les manœuvres des bureaucrates syndicaux se combinent au corporatisme de certains médecins, les uns et les autres semblant tout faire pour éviter une mobilisation collective. C'est ainsi que, après l'opération « *expatriation* » en Espagne des spécialistes à l'automne et la grève nationale des pédiatres le 3 janvier, les internes sont appelés à la grève à partir du 17 janvier et à une « *marche contestataire* » le 22, les chirurgiens des hôpitaux publics sont invités à cesser le travail le 19, tandis que les personnels du secteur de la Santé à Paris et en Ile-de-France et les psychiatres des hôpitaux publics au niveau national sont convoqués le 20, dans le cadre de la « *journée d'action* » de la Fonction publique...

Pourtant, la situation des hôpitaux est sans doute l'une des plus désastreuses qui soit pour les travailleurs, si l'on s'en tient aux services publics : les conditions de travail sont de plus en plus intolérables et elles conduisent à des drames, comme la canicule de l'été 2003 et, plus récemment, le meurtre d'une infirmière et d'une aide-soignante dans un hôpital psychiatrique à Pau. En ce qui concerne les médecins généralistes eux-mêmes, ils ne manquent pas de raisons de s'opposer à la nouvelle « *convention médicale* », principal vecteur de la mise en application de la réforme Douste-Blazy contre la Sécurité sociale (cf. notamment *Le CRI des travailleurs* n° 12, avril 2004). En effet, cette nouvelle convention vise à réaliser des économies sur le dos des malades en augmentant de manière considérable les restrictions de soins et de prescriptions médicales et le flicage des médecins généralistes, tout en augmentant leur charge de travail sans compensation. Les différents syndicats de salariés, y compris la CFDT, qui préside la Caisse nationale d'assurance maladie, dénoncent dans cette convention l'instauration d'une « *médecine à deux vitesses* » ; mais elles ne proposent pas plus d'action pour lui faire échec qu'elles ne l'avaient fait au printemps dernier. Approuvée par trois des principaux syndicats de médecins, ce texte a suscité en revanche la colère du principal syndicat de médecins généralistes, MG-France, qui appelle les médecins à ne pas l'appliquer, en ne remplissant pas les formulaires qui mettent en place le « *médecin traitant* ». De plus, l'Intersyndicale nationale autonome représentative des

internes de médecine générale (ISNAR-IMG, principale organisation des internes, les médecins hospitaliers en fin d'études) appelle à « *la grève totale illimitée (activité de service, de gardes et d'astreintes) à partir du 17 janvier à 8 h* » pour faire échec à cette nouvelle convention médicale. Par la détermination dont il fait preuve, cet appel doit être considéré comme un point d'appui exceptionnel, mais il est vital de dépasser tout corporatisme et de l'étendre aux personnels hospitaliers de toutes les catégories, afin de les aider à déborder le carcan dans lequel les directions syndicales essaient de les enfermer.

Le cas de la Poste

Du côté de la Poste, l'offensive du gouvernement est tout aussi brutale. En octobre dernier, le ministre de l'Économie d'alors, Nicolas Sarkozy, avait déclaré : « *Il est temps d'engager une réforme de La Poste* », en mettant en avant « l'exemple » allemand : outre-Rhin, la poste est devenue la quatrième entreprise en taille grâce à sa rentabilité. « *Engager une réforme de la Poste* », en langage ministériel, cela signifie aller toujours plus loin dans sa privatisation : supprimer les bureaux de poste (6 000 suppressions sont prévues sur 12 000 bureaux) et les remplacer par des « *points Poste* » chez l'épicier du coin ; transformer les services financiers en une banque postale, aux dépens des clients les plus pauvres ; segmenter les activités (courrier, colis, services financiers) afin de mieux les privatiser une à une ; recruter toujours davantage de salariés de droit privé, ce que la loi Quilès (PS) de 1990 permet de faire. Actuellement, toutes les embauches se font sur ce type de contrat et les fonctionnaires ne représentent plus que deux tiers des effectifs ; d'ici 2012, 140 000 vont partir à la retraite, et ils deviendront alors très minoritaires. Rappelons que pour une année, un salarié de droit privé coûte en moyenne 10 000 euros de moins qu'un fonctionnaire de la Poste. Dans toutes les branches des activités postales, la privatisation est en marche : une directive européenne de 1997 a dans un premier temps ouvert le marché postal aux correspondances supérieures à 350 grammes ; en 2003, le marché a été ouvert pour les lettres de plus de 100 grammes ; en 2006, ce seront les lettres de plus de 50 grammes et l'ouverture sera totale en 2009. Le projet de loi de régulation postale, appliquant les directives européennes

de libéralisation des services postaux et de mise en concurrence accrue de la Poste avec des opérateurs privés, sera examiné par l'Assemblée nationale du 18 au 20 janvier (elle a déjà été adoptée par le Sénat en janvier 2004).

Mais là encore, que font les dirigeants syndicaux ? Certes, CGT, FO et SUD appellent à une mobilisation pour le 18 janvier. Mais il ne s'agira là encore que d'une grève d'une journée, pas davantage. Par contre, la collaboration avec la direction de la poste et le gouvernement continue. Le 3 novembre dernier, les syndicats CGT, FO, CFDT, CFTC ont signé un accord cadre concernant exclusivement les personnels chargés du courrier, et qui par là même avalise l'éclatement de la Poste en plusieurs branches d'activité, au détriment de l'unité du statut. Cet accord prévoit certes la fin du temps partiel imposé, mais pas avant deux ans, et il instaure une prime de 150 euros nets à tous les agents en décembre 2004 et décembre 2005, mais cela vise avant tout à justifier l'absence de toute revalorisation salariale, alors que la CGT, par exemple, revendique officiellement un salaire minimum de 1 400 euros par mois (la majorité des jeunes postiers gagnent à peine 1 100 euros par mois). L'accord du 3 novembre programme aussi la transformation de 10 000 CDD en CDI mais, outre que cela n'a rien de nouveau, les syndicats, en signant un tel accord qui n'est pas ponctuel, mais qui se définit comme un accord-cadre général de long terme, ont surtout entériné le gel du recrutement de fonctionnaires et le non-remplacement des 12 000 retraités qui partiront en retraite dans les deux ans, au profit des contrats de droit privé ; d'ailleurs, l'accord prévoit que « les modalités d'application de la présente mesure devront faire l'objet d'accords locaux quant aux non-recours au CDD ». Enfin, l'accord prévoit de mettre « une quatrième personne sur chaque machine trieuse » ; mais, à moyens constants, cela signifie que cette quatrième personne sera en fait prise dans d'autres services.

En un mot, le calcul de la direction de la Poste a manifestement été que, en faisant quelques concessions mineures, elle parviendrait à se mettre les syndicats dans la poche à la veille des bouleversements majeurs qu'elle prépare avec le gouvernement au nom de l'Union européenne. De fait, face aux restructurations en cours et à l'ouverture à la concurrence, les dirigeants syndicaux se contentent

pour le moment d'appeler à une journée d'action le 18 janvier au lieu d'engager un affrontement majeur avec la direction de la Poste et le gouvernement. La fédération CGT, premier syndicat, se contente d'exiger « un véritable débat public sur le financement du premier service public de proximité » (communiqué du 16 décembre 2004). Il n'est donc pas étonnant que ce ne soient pas tant les syndicats, mais certains élus des petites communes, qui ont lancé le combat le plus sérieux contre la fermeture des bureaux de poste, tels ces 260 élus de la Creuse qui ont démissionné en bloc. Dans ce sillage, des collectifs pour la défense du service postal et plus largement pour la défense des services publics se sont créés dans certaines localités, ils mènent des actions devant certains bureaux, organisent des réunions publiques et font signer des pétitions. Mais tout cela est-il suffisant ? Bien évidemment non, si l'on veut vraiment faire reculer le gouvernement. La démission de quelques maires et des pétitions ne l'inquiètent guère ! Ici comme ailleurs, il n'y a pas d'autre solution réellement efficace que la mobilisation des postiers eux-mêmes, avec le soutien des usagers, par la préparation d'une vraie grève qui, pour vaincre, ne saurait être que générale et illimitée jusqu'à la victoire.

Le cas de la SNCF

La SNCF a illustré mieux que tout autre secteur la politique collaborative des directions syndicales avec patronat et gouvernement. Cette entreprise encore publique est un exemple de reculs sociaux tous azimuts : 8 000 postes supprimés entre 2002 et 2004, des ateliers et des lignes fermés (la SNCF vient encore d'annoncer qu'elle allait supprimer trois lignes de province dont la ligne Bordeaux-Lyon), des conditions de travail dégradées, des pressions incessantes sur les personnels, notamment les guichetiers, pour davantage de rendement, des sanctions injustifiées contre des salariés, le tout pour obtenir des gains de productivité toujours plus importants. Tout dernièrement, une ligne « I-TGV », fondée sur l'achat de billets moins chers uniquement sur Internet — ce qui pénalise bien sûr tous les usagers ne bénéficiant pas d'un accès au réseau informatique — a été lancée, au moyen d'une filiale, EFFIA, où le personnel est nettement sous-payé. Les cheminots y voient

naturellement une remise en cause de leur statut et une privatisation.

Dès lors, au cours de ces dernières semaines, sur différentes lignes et dans différentes gares, les actions se sont multipliées ; mais elles ont concerné tantôt les vendeurs des guichets, tantôt les contrôleurs, tantôt les agents de conduite, sans conjonction de la résistance. Le 25 novembre dernier, la CGT, la CFDT, FO, SUD Rail, FGAAC avaient appelé à une journée de manifestation, mais... sans appel national à la grève (malgré quelques préavis locaux). Le prétexte officiel des dirigeants syndicaux était qu'il ne fallait pas empêcher les manifestants d'arriver à Paris ! Mais en quoi une simple manifestation sans grève peut-elle inquiéter la direction de la SNCF ? — Quelques jours plus tard, le 6 décembre, en gare de Lyon à Paris, une action des cheminots a eu lieu contre l'I-TGV : ce sont les grands cadres qui ont dû se transformer en agents d'accueil et en conducteurs du train ! Mais ce fut là encore une journée sans lendemain...

La remise en cause du droit de grève

Or ce refus d'organiser la résistance dont font preuve les directions syndicales est évidemment le corollaire des « négociations » dans lesquelles se sont engagées la plupart des centrales syndicales pour « l'amélioration du dialogue social », qui ont abouti le 28 octobre à l'accord dit pour « la prévention des conflits », signé non seulement par la CFDT, la CFTC, l'UNSA et la FGAAC (syndicat autonome des conducteurs de trains), mais aussi par la CGT (principal syndicat chez les cheminots, la Commission exécutive de la fédération a approuvé cette signature par 66 voix pour, et une seule contre, Thibault en personne, lui-même ancien cheminot, ayant mis tout son poids dans la balance). Cet accord a été salué aussi bien par Louis Gallois, le président de la SNCF (qui y a vu une « voie courageuse et porteuse d'une nouvelle dynamique ») que par le gouvernement (le ministre des Transports De Robien a loué en particulier « l'ouverture de la centrale » CGT et Raffarin s'est réjoui de voir que « le dialogue social se montre fertile »). Les représentants du pouvoir avaient en effet de quoi se féliciter, puisque le texte en question n'est rien de moins qu'une remise en cause du droit de grève. Celui-ci était déjà très encadré, puisqu'il fallait un préavis de cinq jours obligatoires

déposé par les directions syndicales d'un établissement. Cette limite au droit de grève par le système du préavis avait d'ailleurs été instaurée en 1963 par De Gaulle, dans une période de lourdes défaites pour la classe ouvrière, telle que la défaite de la grande grève des mineurs. Mais désormais, avec l'accord pour la « prévention des conflits », qui parle de la « confiance entre la direction SNCF et les syndicats », les responsables syndicaux devront saisir par écrit la direction avant tout dépôt du préavis, sous prétexte d'ouvrir une procédure de « concertation » devant durer une période de trois à dix jours. En cas de non respect de cette procédure, des sanctions seront prises contre les grévistes. Il y a donc là une volonté manifeste d'empêcher les travailleurs de riposter immédiatement à une attaque patronale, de permettre la multiplication des pressions sur les cheminots hésitants et ainsi le pourrissement légal de toute décision de combat. Revendiquant sa capitulation, Thibault a déclaré dans *France Soir* le 10 novembre qu'il y avait là un changement « de la culture de l'entreprise : auparavant, il fallait en passer par la grève avant que des discussions sur les revendications puissent s'engager. Notre souhait est de parvenir à des accords similaires dans d'autres entreprises de transport en région. » En un mot, il s'agit bien d'éteindre la conscience de classe des cheminots et leur forte tradition de combat, de les faire renoncer à la grève (sachant que le nombre de grèves a déjà baissé de manière constante et significative au cours des dernières années) et de les enchaîner dans la « culture » collaboratrice de la concertation.

L'argument avancé par la CGT pour justifier sa trahison sans combat est pourtant que la signature d'un tel accord évitera une loi sur le « service minimum » — et c'est pourquoi le journal *L'Humanité* du 28 octobre a eu le culot d'affirmer : « La CGT coupe l'herbe sous les pieds du gouvernement », comme si c'était le syndicat qui avait triomphé, alors qu'il s'est au contraire couché devant les exigences patronales et gouvernementales ! Or, cet argument est totalement fallacieux puisque le gouvernement a annoncé que des négociations sur le service minimum devraient s'engager début 2005. Il est d'ailleurs déjà envisagé, dans l'accord du 28 octobre, de mettre en place, en cas de grève, un « plan de transport » selon « l'ampleur prévisible du mouvement », ce qui est

en fait un premier pas vers le fameux « service minimum » que la bourgeoisie exige. Et surtout, au moment même où l'accord était signé, le ministre des transports de Robien a déclaré très clairement : « Une première étape importante est franchie (mais) il y a encore du pain sur la planche et la question de la continuité du service public doit maintenant faire l'objet de discussions intenses entre les partenaires sociaux. » (*Liaisons sociales*, 29 octobre 2004.)

Le but recherché, affirment également les bureaucrates syndicaux, serait l'amélioration du transport des usagers : c'est ce qu'a déclaré expressément Didier Le Reste, secrétaire de la CGT- cheminots, dans la conférence de presse qu'il a donnée juste après avoir signé l'accord, pour justifier sa trahison. Ils emboîtent ainsi le pas à tous ces petits-bourgeois et médias aux ordres qui hurlent à la « prise d'otages » dès qu'une grève intervient. Appartient-il à des syndicalistes dignes de ce nom de rendre ainsi les travailleurs responsables des grèves, alors que celles-ci ont en fait évidemment pour cause les décisions du patronat, son besoin d'exploiter le plus possible les travailleurs, en détériorant leurs conditions de travail, et par là même les conditions de transport des usagers, pour accroître la productivité ?

D'ailleurs, si les travailleurs disposaient d'un vrai syndicat de combat, à la place des organisations collaboratrices que nous connaissons, il y aurait peut-être moins de grèves, car on n'assisterait pas à des grèves éparses à répétition, sans lendemain et sans efficacité, mais à de vraies grèves, faites une bonne fois, pour gagner. Et, s'il y avait de véritables syndicats, ces vraies grèves seraient organisées par les travailleurs eux-mêmes, qui ne resteraient pas chez eux, comme les dirigeants syndicaux les y incitent aujourd'hui le plus souvent, pour éviter les assemblées générales nombreuses ; les grévistes pourraient ainsi s'adresser massivement, par tracts et discussions publiques, aux usagers — c'est-à-dire avant tout à d'autres travailleurs — pour leur expliquer patiemment les raisons de leur lutte et la relier politiquement aux combats à mener dans les autres secteurs pour défendre les services publics et tous les acquis ouvriers, et pour améliorer les conditions de travail et les salaires...

Dès lors, l'une des conditions majeures pour que les cheminots puissent affronter réellement la

direction de la SNCF et le gouvernement, c'est l'exigence d'abrogation de l'accord du 28 octobre¹. Or cette revendication ne

¹ Les directions syndicales et le PCF ayant une fois de plus trahi les travailleurs, on pouvait espérer que l'extrême gauche prenne une initiative politique commune, visant à rassembler les cheminots contre cet accord scélérat du 28 octobre et contre les bureaucrates. Pourtant, tel n'a pas été le cas. — Certes, le PT l'a dénoncé correctement, et ses militants ont engagé une campagne para-syndicale pour regrouper les cheminots contre cet accord, dans l'objectif officiel d'obtenir le retrait de la signature de la CGT. Cependant, dans les faits, le PT en tant que tel a choisi là encore de mener son combat tout seul dans son coin, avec ses sympathisants, et surtout de le conduire en pratique dans l'impasse de son orientation pour la défense de la République, sous prétexte de lutter contre l'Union européenne, présentée comme source de tous les maux et de la remise en cause du droit de grève en particulier ! Dès lors, le combat réel contre l'accord et les bureaucrates était voué à l'échec. — De son côté, LO a dénoncé elle aussi correctement l'accord et la signature de la CGT en particulier. Cependant, elle n'a proposé aucune initiative politique pour organiser la riposte des cheminots. La tribune de la minorité de LO, dans le journal *Lutte ouvrière* du 5 novembre, semble donner la raison de cette nouvelle manifestation de la passivité légendaire de LO : on y lit en effet que « bien des militants (...) veulent croire jusqu'à présent qu'ils bénéficient du soutien de leur appareil dirigeant lorsqu'ils veulent en découdre ; et s'ils n'y croient plus, ils risquent de baisser les bras. Là serait l'effet le plus néfaste de l'accord. » Faut-il en conclure que, même dans le cas d'une trahison aussi éhontée des bureaucrates syndicaux, il faut se contenter de les dénoncer verbalement, sans organiser le combat politique pour leur mise à la porte, sous prétexte de ne pas désespérer les travailleurs ? Tout au contraire, les communistes révolutionnaires ont pour tâche majeure d'aider les travailleurs à aller jusqu'au bout de leur prise de conscience, d'organiser pratiquement le combat contre les bureaucrates syndicaux, avec l'objectif affiché de leur démission forcée et de leur remplacement par des délégués ouvriers honnêtes et combatifs dès que c'est possible ! — Quant à la LCR, l'article de *Rouge* du 4 novembre qui rend compte de l'accord n'y voit qu'« un accord ambigu » (c'est même son titre) et on y lit : « Fondamentalement, le contenu ne modifie pas substantiellement l'organisation des relations sociales dans l'entreprise. » Plus grave encore, l'article poursuit : « Si cet accord laisse sceptique tout militant cheminot, c'est que la plupart des accords actuellement signés et mis en œuvre ne sont pas respectés par la direction de la SNCF. » Autrement dit, pour la LCR, cet accord ne serait pas si

figure évidemment par dans l'appel à la grève et à la manifestation lancée par les directions syndicales CGT, FO, UNSA et FGAAC pour le 19 janvier, jour de la réunion du conseil d'administration de l'entreprise, qui doit notamment approuver le budget 2005 prévoyant, entre autres, la suppression de 3 590 postes. Même l'appel de SUD à une « grève illimitée » évite de parler de l'accord du 28 octobre. En revanche, la CFDT, qui s'est elle aussi ralliée à cette journée d'action, justifie sa décision... précisément par l'échec des négociations engagées en application de l'accord du 28 octobre ! Cette organisation avait, en effet, joué le jeu de cet accord en subordonnant son appel à la grève à sa demande de « concertation immédiate » avec la direction (cette réunion a eu lieu le 3 janvier, et Patric Gandrieau, de la CFDT-Cheminots, interviewé le 5 par l'Associated Press, s'est félicité que « l'application du nouvel accord se fait bien sur la forme » mais, voyez-vous, « sur le fond, les thèmes que nous avons soumis n'ont amené aucune réponse satisfaisante »...).

Le cas de l'Éducation nationale

La politique perverse des directions syndicales atteint des sommets également à l'Éducation nationale. Dans ce secteur où les personnels ont une forte tradition de lutte et sont nombreux à être syndiqués, mais qui ont été les premières victimes de la défaite-trahison de mai-juin 2003 dont ils avaient été le fer de lance, le gouvernement estime pouvoir profiter de la démoralisation générale pour taper particulièrement fort. C'est ainsi que le budget 2005 prévoit des suppressions de postes massives, que Fillon peut annoncer tranquillement que l'école doit assurer des « gains de productivité » de 2 % par an et que, dans cet objectif, il a rendu public son « projet de loi d'orientation » (soumis au Conseil des ministres du 12 janvier), qui reprend les principes et

grave, et ce qu'il faudrait finalement dénoncer et anticiper, ce serait sa non-application ! Après cela, l'article peut bien se conclure en préconisant « la construction d'une jonction entre les revendications des salariés des transports et celles des usagers pour la défense des services publics, pour la gratuité des transports » ; mais, sous l'apparence d'un propos « 100 % à gauche », une telle « analyse » de l'accord scélérat du 28 octobre est-elle autre chose, dans les faits, qu'une couverture sur la gauche des bureaucrates de la CGT ?

une bonne partie des propositions du « rapport Thélot » (cf. le précédent numéro du CRI des travailleurs).

Or, face à cette offensive extrêmement grave et brutale, que font les organisations syndicales ? Pendant tout l'automne, la FSU, fédération majoritaire à l'Éducation nationale, a refusé d'organiser les personnels et de préparer le combat, se livrant à une opération ridicule consistant à faire envoyer par les enseignants des « cartons rouges » au ministre Fillon... au moment même où les dirigeants du syndicat acceptaient de se rendre à toutes les convocations de Fillon, sous prétexte de négocier (« *Je souhaite porter la réforme avec les syndicats (...), aller le plus loin possible ensemble dans la construction du projet de loi* », avait déclaré le ministre le 21 octobre). Mais même après l'annonce du projet de loi Fillon (cf. ci-dessous l'analyse qu'en proposent les camarades du courant oppositionnel *Front unique* au sein de la FSU), la FSU n'a pas fondamentalement changé d'orientation. On a même assisté en direct, le 18 novembre, sur France 2, au moment où Fillon présentait pour la première fois sa réforme, à la collaboration du secrétaire général de la FSU avec le ministre : au lieu de profiter de l'occasion en or qui lui était offerte pour monter au créneau et appeler à la mobilisation générale pour faire échec à cette contre-réforme, Gérard Aschieri a adopté une posture plus que conciliante, se disant d'accord avec les « objectifs » de Fillon et allant jusqu'à lui faire des « propositions » ! Après lui avoir répondu sur un ton tout aussi courtois et accommodant, Fillon lui a même lancé en fin d'émission : « *On se revoit lundi !* »

Après cette prestation scandaleuse du représentant de la FSU, le SNES a voulu faire croire le 7 décembre qu'il était en fait déterminé à combattre le projet de loi Fillon : il a donc convoqué les travailleurs de l'Éducation à une grève d'une journée. Non préparée, sans véritable travail d'explication du projet Fillon, sans objectif clair, cette grève fut évidemment un échec. Mais elle était manifestement destinée à justifier le refus d'un véritable combat contre le gouvernement (que voulez-vous, les personnels ne veulent pas se battre...) et à faire accepter en conséquence la « stratégie » de la collaboration (sous

prétexte de tenir compte d'un rapport de forces peu favorable)¹.

Mais le refus des bureaucrates syndicaux d'affronter le gouvernement tout en faisant semblant de défendre les revendications s'est manifesté clairement quelques jours plus tard, le 16 décembre, lors de la réunion du Conseil supérieur de l'éducation (CSE), instance consultative du Ministère. D'un côté, le projet de loi Fillon a certes été rejeté très largement, par 39 voix sur 52, dont celles de la FSU, qui a dénoncé à juste titre « *un vrai projet de régression* » (seuls le MEDEF et la CFTC ont voté pour le projet, la CFDT et d'autres s'abstenant). Mais, d'un autre côté, ces mêmes élus syndicaux ont adopté (par 41 voix) le vœu que le ministre « *reprenne son projet, ouvre de véritables négociations et se donne le temps nécessaire pour éviter un gâchis lourd de conséquences* » (*Le Monde*, 18/12). Autrement dit, il s'agit bien de collaborer avec le gouvernement, et non de le combattre, même après la publication du projet de loi.

En même temps, la « mobilisation » des personnels est savamment organisée de sorte qu'elle puisse peser pour obtenir l'ouverture de négociations sur le projet de loi, mais qu'elle ne soit surtout pas trop unifiée et puissante, pour éviter un véritable affrontement avec Fillon. De multiples pétitions venant plus ou moins de la base ou des cadres syndicaux intermédiaires, parfois correctes dans leurs revendications, parfois fort contestables, ont ainsi été lancées discipline par discipline : celle des professeurs de sciences économiques et sociales, celle des professeurs d'EPS, celle visant à développer l'apprentissage des disciplines artistiques et de l'histoire de l'art à l'école, celle qui défend les

¹ À l'exception des bureaucrates du SNES, il n'y a guère que leurs alliés de la LCR (animateurs de la tendance « École émancipée » qui co-dirigent la FSU et ses syndicats) qui aient eu le culot de parler d'un « *test réussi* » (titre de l'article consacré à cette grève dans *Rouge* du 16 novembre). L'« argument » du journal de la LCR est que cette grève aurait été « *plus suivie que celle du mois de mai* » dernier (dont personne ne se souvient). Pas étonnant dès lors que, dans le courrier des lecteurs de *Rouge* du 23 décembre, un enseignant se dise scandalisé par cet article calqué sur l'orientation du SNES : « *Je trouve lamentable, écrit-il, que Rouge se fasse le propagandiste du SNES et reprenne sans aucun esprit critique la prose de cette organisation.* » Nous sommes bien d'accord !

langues anciennes... Par ailleurs, des journées d'actions partielles ou catégorielles ont été convoquées : le 5 janvier pour les lycées professionnels et techniques de Paris, où plusieurs sont menacés de fermeture ou de dislocation, celle des infirmières scolaires le 11 janvier, celle des professeurs de sciences économiques et sociales le 12, sans oublier le préavis de grève déposé par SUD pour la semaine du 10 au 15...

Mais où est la perspective d'ensemble ? Que proposent les fédérations, dont la responsabilité est de coordonner la colère des personnels et de la faire aboutir à une lutte d'ensemble contre le gouvernement ? Dans un communiqué commun du 21 décembre, signé par la plupart des fédérations de l'Éducation, on lit certes que « *les mesures de carte scolaire, de suppressions de postes et de fermetures de classes résultant du budget 2005 sont d'une extrême gravité. Elles sont lourdes de conséquences pour les élèves et l'ensemble des personnels : réduction de l'offre d'enseignants, diminution des moyens de lutter contre l'échec scolaire, dégradation des conditions de travail et d'enseignement, précarité accrue. La diminution des recrutements compromet l'avenir.* » On constate aussi la revendication d'un « *rétablissement et (de) la progression du pouvoir d'achat* » et d'un « *plan d'urgence pour répondre aux besoins* », ainsi qu'une condamnation du « *transfert des personnels résultant de la loi de décentralisation* » (loi dont l'abrogation n'est cependant pas exigée... sans doute parce que la majorité « de gauche » des conseils régionaux est en train de l'appliquer le doigt sur la couture du pantalon¹). On note enfin que les fédérations « *exigent l'abandon de ce projet de loi* », qui « *non seulement ne comporte aucune programmation de moyens nouveaux, mais prévoit de nouveaux redéploiements* » et qui « *tourne le dos aux objectifs qu'il affiche. Ses dispositions ne permettront pas de conduire tous les jeunes à la réussite scolaire, de réduire les inégalités et, pour certaines, elles dégraderont les*

conditions d'exercice de nos métiers. » Mais quelle perspective d'action découle de ces revendications qui sembleraient en elles-mêmes plutôt acceptables, reflétant la pression des personnels, notamment des syndiqués eux-mêmes ?

En fait, il apparaît bien vite que leur principal argument contre le projet Fillon est, une fois encore, qu'il « *ignore les attentes exprimées lors de multiples débats, et l'ouverture d'une véritable négociation pour élaborer une loi ambitieuse pour l'avenir des jeunes* ». Autrement dit, il s'agit clairement de s'inscrire dans la continuité du pseudo « grand débat sur l'école » qui a eu lieu l'an passé, et de faire en sorte que les syndicats soient associés à l'élaboration de la loi Fillon. C'est pourquoi la belle liste de revendications, dont la simple lecture fait clairement apparaître à tout travailleur normalement constitué la nécessité d'un affrontement général avec le gouvernement si on veut réellement les faire aboutir, débouche finalement sur un appel dérisoire à une énième « *journée de grève et de manifestation* », fixée au 20 janvier, dans le cadre de la journée d'action des fonctionnaires.

Combattre les bureaucrates, organiser les travailleurs

Quel que soit le secteur considéré, il ne faut donc nourrir *aucune illusion à l'égard des dirigeants syndicaux* : ils n'ont aucunement l'intention d'en découdre avec le gouvernement, il s'agit pour eux avant tout de faire croire qu'ils répondent à l'aspiration de leurs adhérents exaspérés par les conditions de travail et les contre-réformes, et de s'appuyer sur cette aspiration pour mieux faire passer leur politique de prétendues « négociations ». D'ailleurs, plus généralement, il faut bien que ces bureaucrates syndicaux fassent de temps en temps semblant de s'intéresser au sort des travailleurs, s'ils veulent pouvoir continuer à vivre sur leur dos en trahissant quotidiennement leurs aspirations !

De ce point de vue, la responsabilité majeure des communistes révolutionnaires est de dénoncer cette politique cynique des dirigeants des syndicats et du PCF — sans oublier les directions des principales organisations d'extrême gauche qui, par leur passivité, voire leur complicité, jouent souvent le rôle de flancs-gardes. Corrélativement, il s'agit de *soutenir et de s'allier aux*

militants et aux tendances qui, notamment dans les syndicats, sont engagés sur la voie de la résistance et de la lutte de classe, en leur proposant un combat commun dans l'objectif d'une véritable reprise de l'affrontement social et politique contre le patronat et le gouvernement. C'est sur cette orientation qu'il faut accorder la priorité à la réunion systématique des travailleurs syndiqués, et des autres salariés dès que c'est possible dans les entreprises et les établissements (assemblées générales) : *seule la définition des revendications et des objectifs de lutte par les travailleurs eux-mêmes, seule la discussion politique faisant la clarté sur la situation et la politique des directions, seule l'auto-organisation, permettront d'aider les travailleurs — qu'ils décident ou non de participer aux grèves et manifestations convoquées par les syndicats — à progresser dans leur combativité et leur conscience de classe.* Il n'y a pas d'autre méthode pour préparer le débordement du cadre piégé des « journées d'action » atomisées et sans perspectives, pour *imposer l'arrêt des prétendues « négociations » et la rupture des dirigeants avec le gouvernement*, pour préparer les conditions qui ouvriront la *perspective de la grève générale*, seule à même de vaincre le MEDEF et ses valets directs du gouvernement, de l'UMP et du PS.

**Laura Fonteyn
et Ludovic Wolfgang**

¹ Sur ce point, notons d'ailleurs que les dirigeants de la Fédération CGT des services publics ont osé voter, lors de la réunion du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, le 27 octobre 2004, pour un décret gouvernemental instaurant une commission de suivi du transfert des personnels TOS (techniciens, ouvriers et de service) de l'Éducation nationale (cf. la lettre ouverte de syndicalistes oppositionnels dans *Informations ouvrières* n° 670 du 9 décembre 2004).

LOI FILLON CONTRE L'ÉCOLE : UN TEXTE DU COURANT *FRONT UNIQUE* DE LA FSU

Partageant leur analyse du projet de « loi d'orientation sur l'école » présenté par Fillon, ainsi que leur orientation générale pour le combattre, nous reproduisons ici le document rédigé par les camarades du courant « Front unique », qui intervient dans la Fédération Syndicale Unitaire (FSU) et au sein de plusieurs syndicats affiliés. Ce texte est paru dans le n° 90 de la Lettre de Liaison, bulletin du courant « Front unique », en date du 7 décembre 2004, donc avant la réunion du Conseil supérieur de l'Éducation du 16 à laquelle il fait référence, et avant l'appel intersyndical du 21 que nous avons présenté et critiqué dans les pages précédentes. Pour tout contact : Front unique, 11, rue Michalias, 63 000 Clermont-Ferrand ou passer par le site www.frontunique.com

« Les enseignants doivent imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils se prononcent :

RETRAIT PUR ET SIMPLE DU PROJET DE LOI D'ORIENTATION ! RUPTURE IMMEDIATE DE LA CONCERTATION !

Qu'est ce que la loi Fillon ?

Un projet de loi au service du MEDEF, de la bourgeoisie

Le projet de loi Fillon est maintenant connu. C'est un leitmotiv : il faut que les élèves soient désormais orientés conformément « *aux besoins de l'économie et de la société* ». Le rapport annexé cite le conseil européen de Lisbonne : « *devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde* ». Et voilà pourquoi il faut « *renforcer les liens avec le monde du travail, développer l'esprit d'entreprise* »

Mais quels sont donc ces « *besoins de l'économie* » ? Ils avaient été précisés par le rapport Thélot : « *La part d'emplois peu qualifiés, ou requérant une qualification d' "ordre comportemental" ou "relationnel" demeurera considérable dans l'avenir... dans les métiers d'employés et d'ouvriers peu qualifiés, la destruction d'emplois sera plus que compensée par la nécessité de remplacer les départs massifs à la retraite* »

C'est clair : le premier objectif de la loi Fillon est de réduire au maximum l'enseignement en particulier pour ces jeunes d'origine ouvrière que le gouvernement destine à des emplois peu qualifiés et pour lesquels l'acquisition de la culture ne fait qu'occasionner des frais inutiles.

Un plan organisé de déscolarisation à tous les niveaux du système scolaire

Cela commence à la maternelle : il est précisé que la possibilité de scolariser les enfants à deux ans ne

vaut que pour certains quartiers « *défavorisés* ».

Mais surtout, il est précisé que l'obligation d'enseignement des jeunes ne porte plus jusqu'à la fin du collège que sur le « *socle commun* » (français, mathématiques, « *culture humaniste et scientifique* », une langue étrangère, se servir de l'ordinateur) (art. L 131-1-2). Pour les jeunes d'origine populaire, pas besoin de seconde langue ou langue ancienne, pas besoin d'enseignement artistique etc.

Au lycée, le projet de loi programme ouvertement la disparition de centaines d'heures d'enseignement pour les élèves : « *L'horaire hebdomadaire comme l'horaire annuel des lycéens français sont les plus lourds des pays de l'OCDE : cette situation ne favorise ni le travail personnel des élèves, ni leur préparation aux méthodes de l'enseignement supérieur. C'est pourquoi il est souhaitable de réduire le nombre des options au lycée et de tendre vers un plafonnement de l'horaire maximal de travail des lycéens* ». (Rapport annexé, p. 42.) Moyennant quoi pour les enfants de la bourgeoisie vont prospérer les boîtes privées de bachotage !

La loi prévoit aussi à demi-mot de supprimer tous les dédoublements au nom du fait qu'ils seront instaurés en terminale en Langue vivante : « *A l'exception des langues, les dédoublements actuels seront réexaminés en fonction de leur intérêt pédagogique.* »

Destruction des diplômes nationaux en particulier du baccalauréat, déqualification de la jeunesse

Thélot le disait : le problème, en France, c'est la survalorisation des

diplômes . En effet, l'existence de diplômes nationaux est un frein insupportable à la surexploitation des travailleurs : ainsi la grille de la Fonction Publique et ses cadres (A, B, C) sont déterminés par des niveaux de diplôme. Les conventions collectives - même si la loi sur le « *dialogue social* » du même Fillon leur a porté un coup terrible - déterminent des qualifications et des salaires minima de branches en fonction des diplômes. L'arme de destruction massive des diplômes dans la loi Fillon, c'est le contrôle continu et l'acquisition de « *diplômes* » par la Validation des Acquis de l'Expérience : « *En vue de la délivrance des diplômes, il peut être tenu compte des résultats du contrôle en cours de formation, des résultats d'examens terminaux ou de toute autre mode garantissant l'acquisition des savoirs et compétences* ». (Art. L. 3-1, 3^e alinéa.)

Fillon précise dans sa conférence de presse : « *Le baccalauréat continuera à être un diplôme national avec six épreuves nationales et une part de contrôle continu ou de contrôle en cours de formation.* »

Naturellement, le caractère « *national* » du bac est dans ces conditions une fiction : il s'agit en réalité d'un diplôme-maison.

Quant au Baccalauréat professionnel, il pourra désormais être préparé en trois ans, au lieu de quatre. Il s'agit d'une mesure de déqualification.

La réforme Fillon exclut de l'école de milliers de jeunes pour les livrer à l'exploitation patronale

C'est la mise en place de l'option « *découverte professionnelle* » en troisième (jusqu'à 6 heures par

semaine ; rapport annexé p. 31) : l'élève envoyé en entreprise aura un tel retard dans les matières scolaires par rapport à ses camarades qu'aucune poursuite d'études ne sera possible. Par ailleurs, dès la quatrième seront multipliées les classes en alternance.

De plus la réforme Fillon prévoit l'augmentation massive de l'orientation en apprentissage (Titre II, Art. 2) : « *Le nombre d'apprentis dans les formations en apprentissage dans les lycées augmentera de 50 %* ». La conséquence en est d'ailleurs que les Lycées Professionnels sont transformés de fait en CFA (Centre de formation des Apprentis)

L'enseignement aux ordres de la politique du gouvernement Chirac-Raffarin, les enseignants caporalisés et déqualifiés, le statut concassé

Les objectifs de la loi Fillon ne peuvent être réalisés que si le corps enseignant est formaté sur ces objectifs, déqualifié, si les statuts sont détruits. La loi Fillon s'y emploie. D'abord tout l'édifice est placé sous la tutelle d'un Haut Conseil de l'Education qui doit vérifier la réalisation des objectifs, être systématiquement consulté sur les programmes etc.. Il s'agit d'un Haut Conseil UMP MEDEF puisqu'il est ainsi composé (Titre V, art. L. 251-1) : « *Trois de ses membres sont désignés par le Président de la République, deux par le président de l'Assemblée Nationale, deux par le président du Sénat, deux par le président du Conseil Economique et Social* »

Il est précisé que la formation continue — qui se déroulera essentiellement en dehors des heures d'enseignement — a pour premier objectif « *l'accompagnement de la politique ministérielle* » (Rapport annexé p. 38).

À tous les niveaux, c'est le caporalisme. C'est le but de la création du « *conseil pédagogique* » (L. 421-4-1). « *Présidé par le chef d'établissement* », il a la haute main sur la « *notation et l'évaluation des activités scolaires. Il prépare la partie pédagogique du projet d'établissement* ». Fillon fait beaucoup de discours sur le principe de la liberté pédagogique des enseignants. La vérité, c'est qu'elle est liquidée puisqu'elle s'exerce dans le cadre des programmes nationaux, des directives du corps d'inspection (ceci n'est pas nouveau), mais aussi désormais de la mise en œuvre du projet d'établissement !

Un des éléments décisifs de la liquidation du statut, c'est l'« *autonomie des établissements* ». Finies les normes nationales quant aux effectifs de classe, quant à la définition statutaire des obligations de service. Désormais les moyens dont bénéficie l'établissement relève d'un contrat entre l'Académie et l'établissement : « *La loi organique relative aux lois de finances va donner aux établissements une responsabilité budgétaire plus grande en fonction d'objectifs pédagogiques clairement déterminés dans le cadre d'un contrat entre l'académie et les établissements.* » (Rapport annexé, pp. 38-39)

Il s'agit de mettre en concurrence les établissements scolaires, mais aussi les collègues entre eux auxquels le chef d'établissement et le « conseil pédagogique » distribueront selon leur bon plaisir des heures de suivi individuel par exemple. Mais en contre partie doivent être liquidées toutes les bonifications horaires actuellement existantes en particulier l'heure de première chaire en lycée : « *En raison de l'évolution des conditions d'enseignement, le fondement des décharges spécifiques désormais non justifiées devra être réexaminé de sorte que les établissements disposent des moyens propres pour mettre en œuvre leurs priorités pédagogiques au service de la réussite de tous les élèves.* » (Rapport annexé, p. 35)

Le pouvoir du chef d'établissement s'exercera aussi pour imposer aux enseignants d'assurer dans l'établissement le remplacement des collègues absents (Rapport annexé, p. 35). La loi elle même précise que ces remplacements pourront être effectués dans la discipline ou une discipline connexe. Quant au rapport annexé il fixe à 72 heures annuelles le nombre d'heures de remplacement imposables. Au détour de cette précision, est introduite l'annualisation des services.

L'obligation d'imposer les remplacements dans n'importe quelle matière, l'instauration de la polyvalence s'accompagne de la déqualification du recrutement. D'abord pour que les profs assurent le remplacement dans toute matière, ils seront invités à acquérir en cours de formation une « *certification complémentaires en lettres, langues et mathématiques* ». Voilà donc déjà trois matières où n'importe quel collègue pourra remplacer !

Mais il y a mieux. La loi Fillon a prévu un « *troisième concours* » sans aucune condition de diplôme : « *Les*

troisièmes concours deviendront une vraie voie de diversification de recrutement pour les personnes ayant acquis une expérience professionnelle dans le secteur privé. Pour ce faire la condition de diplôme est supprimée, la durée d'expérience professionnelle est portée à cinq ans, sans période de référence, et elle est élargie à tous les domaines professionnels » (Rapport annexé, p. 36)

C'est la liquidation pure et simple de la qualification d'enseignant. Pour faire sauter le statut national, la loi Fillon introduit de manière hypocrite la régionalisation des concours : « *Un seul concours national par corps et discipline, des épreuves nationales et un jury unique comme aujourd'hui ; la répartition académique des postes ouverts est donnée au moment de l'inscription au concours. Les candidats choisissent leur académie d'affectation qui sera à la fois leur lieu de stage et leur lieu de début de carrière.* »

Tout le monde comprend que cela signifie en réalité un pas décisif dans la mise en place de concours régionaux, et à terme des statuts régionaux. Cela se situe dans le droit fil de la loi de décentralisation expulsant les TOS de la Fonction Publique d'Etat.

Mais pourquoi donc les dirigeants des syndicats d'enseignants, en particulier de la FSU se refusent avec acharnement à se prononcer pour le retrait de la loi Fillon ?

Une loi inséparable de l'offensive générale du gouvernement Raffarin contre les acquis ouvriers

La loi d'orientation est présentée par Chirac — dont c'est la loi selon Fillon lui-même — comme la troisième grande réforme après les retraites et la Sécurité Sociale. Effectivement c'est une pièce maîtresse de l'offensive générale de ce gouvernement :

• La destruction des diplômes nationaux complète la loi sur le « dialogue social » adoptée début 2004 qui prévoit la multiplication des accords dérogatoires d'entreprise aux conventions collectives, c'est à dire la liquidation des conventions collectives fondées sur les qualifications certifiées par des diplômes nationaux.

• Le développement de l'apprentissage, l'exclusion de l'école via l'option « découverte professionnelle » en troisième s'inscrit dans les objectifs de la loi Borloo : celle ci

prévoit aussi le développement massif de l'apprentissage — y compris au-delà de 25 ans. Par ailleurs, elle vise à imposer aux chômeurs d'accepter n'importe quel emploi en dehors de leurs qualifications.

- La loi Fillon en cassant le statut des enseignants s'inscrit dans le projet de loi de « modernisation » de la Fonction Publique : disparition des corps nationaux réduits à quelques « métiers », mise à la disposition des fonctionnaires à l'échelle départemental et régional des préfets qui pourront les réaffecter de manière polyvalente d'un ministère à un autre, régionalisation de tous les concours, réduction massive des postes par « mutualisation » des moyens, instauration de l'individualisation du salaire. La loi Borloo, elle, prévoit le recrutement de milliers de « fonctionnaires » sans concours et sans diplôme. Il s'agit d'une entreprise méthodique pour casser le statut de fonctionnaire d'État.

Parce que la loi d'orientation de l'école s'inscrit dans cette guerre engagée par le gouvernement Chirac-Raffarin contre la classe ouvrière, il est impossible de combattre pour le retrait de cette loi sans combattre ce gouvernement, sans combattre pour lui infliger une défaite politique.

Fillon : « Naturellement la concertation se poursuit »

C'est une réalité que Fillon peut aujourd'hui ouvertement affirmer : le projet de loi n'aurait pas existé sans la participation des dirigeants syndicaux de manière continue depuis le tout début du mois de novembre (à travers les « groupes de travail » puis les « consultations bilatérales »). Il déclare dans sa conférence de presse [présentant son projet] : « *J'ai mené une concertation approfondie avec l'ensemble des partenaires sociaux de l'Éducation nationale. Syndicats, parents d'élèves, experts, enseignants, j'ai écouté tout le monde dans un climat constructif. Chaque rencontre a donné lieu à des ajouts, à des corrections, à des précisions.* »

Les collègues s'interrogent : compte tenu de l'énorme offensive que représente la loi Fillon contre l'École Publique, contre ses personnels, comment est-il possible que les dirigeants syndicaux ne se prononcent pas clairement et nettement pour le **retrait pur et simple du projet de loi ?**

La réponse est donnée par Fillon : parce que depuis des semaines, ils

participent à son élaboration « *dans un climat constructif* »

C'est la répétition du même scénario que pour les Retraites et la Sécurité Sociale : à chaque fois le gouvernement organise la concertation pendant des semaines, puis s'appuie sur la dite concertation pour porter les coups les plus durs. On a vu le résultat aussi bien sur les retraites que sur la Sécurité Sociale.

Les dirigeants syndicaux ne rompent pas d'eux même avec le gouvernement, il faut leur imposer

Nombre de collègues dans les Assemblées générales reviennent sur mai-juin 2003. La raison de la défaite de mai-juin 2003 est simple : les dirigeants syndicaux ont refusé avec acharnement d'appeler à la grève générale. Et ils en ont donné la raison par Thibault parlant au nom de la totalité des appareils dirigeants des syndicats : « *Le gouvernement est légitime dans les institutions.* » Autrement dit pas question de prendre une initiative qui le mettrait en danger. Et c'est la raison de la concertation continue !

Les enseignants ne peuvent accepter que l'École Publique soit disloquée, que les diplômés soient détruits, que leur propre statut soit massacré. Voilà pourquoi le courant Front Unique propose que soient multipliées les initiatives, que soit organisé le combat pour imposer aux dirigeants syndicaux :

- **Retrait pur et simple du projet de loi d'orientation !**

- **Fillon déclare : « Naturellement la concertation se poursuit ». Rompez la concertation ! Boycotez le Conseil Supérieur d'Éducation du 16 décembre**

Ce sont ces mots d'ordre qui ont été adoptés à l'Assemblée Générale du Lycée Sidoine Apollinaire de Clermont Ferrand (25 pour, 3 abstentions) qui a lancé un appel aux collègues des autres établissements.

Que cette position soit imposée aux dirigeants syndicaux et sans aucun doute les conditions de l'affrontement victorieux avec le gouvernement seraient réunies.

C'est sur cet objectif que nous proposons partout aux collègues de s'organiser. »

SYNDICALISME ÉTUDIANT : RÉFLEXIONS SUR LA STRATÉGIE DE CONSTRUCTION DE LA FSE

Bref retour sur le mouvement étudiant de novembre-décembre 2003

Après la défaite de la mobilisation des travailleurs salariés contre la réforme des retraites de mai-juin 2003, les luttes partielles, même puissantes comme celle des intermittents du spectacle, ont toutes subi des défaites. C'est dans ce contexte que la lutte des étudiants contre la réforme ECTS-LMD de novembre-décembre 2003 a elle aussi été défaite.

À la rentrée 2003, la Fédération Syndicale étudiante (FSE), dont les sections avaient combattu en mai-juin, avait décidé de lancer un mouvement contre la réforme Lang-Ferry, dite ECTS-LMD. La journée d'action du 20 novembre 2003, fixée par son Collectif national, avait marqué le point de départ de l'extension d'une mobilisation qui avait déjà commencé à l'Université de Rennes.

Lors de ce mouvement, un petit syndicat comme la FSE, qui est implantée inégalement sur une dizaine d'universités, avait pu avoir une influence et un poids sans commune mesure avec sa taille : la FSE avait joué un rôle dirigeant dans trois des six ou sept plus importantes mobilisations, incluant la grève (Caen, Paris I-Tolbiac, Toulouse-Le-Mirail...) . Cela s'était répercuté même au sein des coordinations nationales, pourtant largement constituées et contrôlées par l'UNEF.

Cette mobilisation des étudiants avait bien sûr pour cause le début de la mise en œuvre de la réforme ECTS-LMD. Mais, subjectivement, elle avait été facilitée par le fait que les étudiants avaient ressenti moins fortement que les salariés la défaite du mouvement de mai-juin, auquel ils n'avaient pas massivement participé. C'est pour cela que le mouvement avait eu un potentiel réel, bien que limité. Une vingtaine d'universités s'étaient mobilisées sous des formes diverses, y compris, pour certaines, en l'absence de réelles structures militantes.

Mais cet « état d'esprit » des étudiants n'avait pas suffi à lui seul. En particulier, le mouvement s'était rapidement heurté à l'absence d'un syndicat national étudiant de lutte assez puissant pour contrecarrer les manœuvres et la trahison de l'UNEF,

notamment au sein des coordinations nationales. Telle fut la cause principale de l'échec du mouvement. (Sur cette question, cf. Le CRI des travailleurs n° 9 de novembre-décembre 2003.)

Il fut en même temps prouvé que, *même en période de lutte, la volonté de combat d'un petit syndicat comme la FSE ne peut pas suffire à combler le vide syndical qui règne sur les Universités depuis des années, et encore moins le manque de perspectives dans la lutte de classe des travailleurs.*

Bref retour sur l'échec des tentatives de relancer la mobilisation en novembre 2004

Suite à son congrès de juillet 2004, la FSE, consciente du besoin de se construire et d'unir en même temps les syndicats étudiants de lutte, consciente aussi qu'il serait bientôt trop tard pour contrer la réforme ECTS-LMD (mise en œuvre à la rentrée 2004 dans la plupart d'Universités), a lancé un appel à une intersyndicale, s'adressant à toutes les organisations syndicales étudiantes nationales et locales qui s'étaient prononcées contre la réforme.

Mais cette démarche n'a pas abouti, se heurtant à diverses manœuvres. Et la journée d'action du 16 novembre 2004, proposée par la FSE et à laquelle appelaient en outre SUD et la CNT, a été un échec.

Il a ainsi été prouvé que, contrairement à ce qu'avait cru le congrès de la FSE en juillet dernier et son Collectif national de septembre, l'« Histoire » ne se répète pas, à moins de devenir une farce. En effet, comme l'avaient longuement expliqué, mais en vain, les militants étudiants du Groupe CRI qui interviennent au sein de la FSE, il n'était pas réaliste d'espérer « relancer » artificiellement le mouvement de l'année précédente, non seulement à cause de la faiblesse de la FSE, mais surtout en raison de la situation sociale et politique générale, marquée par la léthargie de la lutte de classe.

En effet, comment penser que, en l'absence de toute lutte des salariés suite à la terrible défaite en mai-juin, et moins d'un an après l'échec du mouvement étudiant de novembre-décembre 2003, une mobilisation

puisse renaître à partir d'un appel presque incantatoire ? Il est important de comprendre, pour la suite, que la FSE toute seule, et même avec SUD-étudiants ou la CNT, ne peut pas inverser le rapport de force entre les classes !

Cela ne veut pas dire qu'elle n'ait pas un rôle fondamental à jouer dans la reconstitution du syndicalisme étudiant et par là même dans la préparation d'un renversement du rapport de force. Mais, pour cela, il faut commencer par ne pas se méprendre dans l'analyse de la situation, et mettre en œuvre une stratégie de construction adéquate.

On ne peut que louer la volonté de combat de la FSE et de ses militants. Mais il faut aussi admettre que la faiblesse numérique de ce syndicat, son manque d'expérience et de cadres formés, son analyse imprécise de la situation, lui ont fait adopter une stratégie erronée. Cela a conduit à la démoralisation de certains militants, et à certaines tensions à l'intérieur même du syndicat, qui restent dangereuses en période de reflux (d'autant plus lorsqu'elles sont envenimées par certains sous des prétextes quelconques).

En un mot, plutôt que de concentrer toute son énergie à la tentative de relancer vainement la mobilisation contre la réforme ECTS-LMD, il eût certainement mieux valu, comme le préconisaient les militants du Groupe CRI, consacrer le premier semestre à des tâches de construction et de conscientisation : explication des réformes aux étudiants, recrutement des sympathisants gagnés l'an passé, formations syndicales, travail d'élaboration revendicative, campagnes ponctuelles...

Et maintenant ?

Aujourd'hui, il faut considérer que le combat contre la réforme ECTS-LMD, qui s'applique déjà dans 70 Universités sur 84, a été défait pour le moment. Et une analyse lucide de la situation montre qu'il y a peu de chances pour que ce combat, qui a été primordial pour la FSE jusqu'à présent, débouche sur un nouveau mouvement.

C'est donc à juste titre que le dernier Collectif national de la FSE,

qui s'est tenu fin décembre à Caen, a décidé de ne plus essayer de relancer pour le moment une mobilisation sur cette question, tout en continuant de dénoncer la réforme et en s'y opposant haut et fort dès que l'occasion le permet.

La FSE doit consacrer le second semestre à sa propre construction, dans la voie que son congrès de refondation avait définie en juillet 2003 : celle de la lutte de classe déterminée et lucide. Elle doit veiller avant tout à apaiser et surmonter les tensions qui peuvent la traverser, et consacrer son énergie à son renforcement militant. En particulier, elle doit atteindre l'objectif d'intégrer en son sein, après le syndicat de Lyon en juillet, les sections isolées d'Evry et de Lille-III (de l'ancienne UNEF-Résistance syndicale).

Mais tout syndicat de lutte ne peut se construire réellement que s'il mène des campagnes correspondant aux revendications de ceux qu'il entend

représenter. C'est pourquoi, lors de son denier Collectif national à Caen, la FSE a décidé à juste titre de lancer une *campagne nationale pour la défense du CNOUS* (Centre National des Œuvres Universitaires et Scolaires) et des CROUS (Centres régionaux), contre la décentralisation et la privatisation. Ce faisant, il s'agit de combattre pour l'amélioration de la situation sociale souvent dramatique des étudiants : bourses totalement insuffisantes (l'échelon le plus élevé permet de toucher moins de 400 euros par mois, c'est-à-dire moins que les 600 euros fixés par l'OCDE comme le seuil de pauvreté en France), manque criant de logements en Cité-U (à peine plus de 150 000 chambres pour plus de 2 millions d'étudiants), etc.

Or, depuis des années, aucun syndicat étudiant ne mène ce combat, aucun ne défend réellement les intérêts des étudiants en dehors des facultés elles-mêmes. Il ne s'agit pas de lancer artificiellement une grande

mobilisation, mais d'engager une campagne de terrain et de longue haleine, fondée sur l'information, la dénonciation, la syndicalisation et, partout où ce sera possible, l'organisation d'actions concrètes en direction des autorités sur la base suivante : pour l'augmentation du nombre et du montant des bourses ; pour l'attribution des bourses sur critères sociaux définis nationalement ; pour l'élargissement des critères sociaux d'attribution ; contre la décentralisation, contre toute privatisation, pour le réengagement financier de l'État dans les CROUS ; pour la construction de centaines de milliers de chambres universitaires.

C'est cette voie du combat syndical « traditionnel » qui, dans les circonstances actuelles, peut servir de tremplin pour la montée en puissance du syndicalisme de lutte qu'incarne tout particulièrement la FSE.

Paul Lanvin

CÔTE D'IVOIRE

À BAS L'INTERVENTION COLONIALISTE ! RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES !

Ce texte est celui du tract publié et diffusé massivement par le Groupe CRI, en date du 12 novembre 2004. Il a été amendé, signé et publié dans leur presse respective par les camarades du Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (CC-POR), section argentine de la Tendence Quatrième-Internationaliste (TCI) et par ceux de la Fraction Trotskyiste Internationaliste - Quatrième Internationale (FTI-CI) présente en Argentine (LOI), ainsi qu'au Pérou, au Chili et en Bolivie). Ces deux organisations font partie de celles avec lesquelles nous préparons, dans le cadre d'un « Comité de liaison », une Conférence internationale des organisations trotskystes de principe ; une « préconférence » aura lieu les 1^{er} et 2^e février à Buenos Aires, nous en rendrons compte dans le prochain numéro du CRI des travailleurs.

Alors que le gouvernement français organise une répression anti-syndicale féroce en Guadeloupe et qu'il soutient le régime corrompu de Flosse en Polynésie au mépris de la démocratie la plus élémentaire, il aggrave maintenant la violence de son intervention impérialiste en Côte d'Ivoire, ancienne colonie formellement indépendante depuis plus de 40 ans. Les médias français, patriotes, nous rebattent les oreilles avec le sort de quelque 15 000 Français victimes de pillages depuis quelques jours, mais *ils ne nous parlent jamais des 15 millions d'Ivoiriens qui souffrent de la rapine impérialiste française depuis des décennies.* Quant aux forces de « gauche » (PS, PCF, dirigeants syndicaux...), si promptes à présenter Bush ou Sharon comme causes de tous les maux, elles *approuvent*

l'intervention des troupes françaises sous prétexte d'un mandat de l'O.N.U., soutenant ainsi une fois de plus le gouvernement impérialiste de Chirac. Celui-ci ne fait d'ailleurs que poursuivre une politique fondamentalement semblable à celle de Mitterrand, soutenant en particulier le président ivoirien Laurent Gbagbo, lui-même chef d'un parti *membre de la prétendue « Internationale socialiste » aux côtés de son parti-frère, le PS français...*

Violence de l'impérialisme français, avec la caution de l'O.N.U.

Depuis les accords de Marcoussis en janvier 2003, officiellement pour servir de force d'interposition entre les forces loyalistes de Gbagbo et les Forces nouvelles (« rebelles »), 4000 soldats français de l'opération

« Licorne » interviennent en Côte d'Ivoire, en plus des 600 hommes stationnés en permanence à Abidjan. S'y ajoute depuis le printemps dernier un contingent multinational de 6000 militaires aux couleurs de l'O.N.U., marchant main dans la main avec l'armée française. Samedi 6 novembre, cette occupation militaire a franchi un cap dans la violence. En représailles pour la mort de 9 soldats français lors de la reprise de l'offensive des forces loyalistes contre les « rebelles », Chirac a ordonné la destruction des maigres forces aériennes ivoiriennes. Puis, alors que les manifestants se rassemblaient par milliers pour exiger le retrait de l'armée française, *la répression à balles réelles a fait des morts et des dizaines de blessés.* Cette réaction pour le moins « unilatérale » de l'occupant offensé a reçu la caution *a posteriori* du repaire de brigands

qu'est l'O.N.U., les autres puissances du « Conseil de sécurité » donnant toute latitude à la France pour « maintenir l'ordre » dans son pré carré colonial.

La misère responsable des « tensions ethniques », l'impérialisme responsable de la misère

La reprise de l'offensive de Gbagbo contre les zones « rebelles » montre l'impasse du processus politique dit de « réconciliation nationale », imposé par l'impérialisme, en premier lieu français. Entre les deux camps qui se renvoient la responsabilité de l'échec, celui-ci prétend intervenir pour la paix. Ce faisant, il ne cesse en réalité de jeter de l'huile sur le feu et d'approfondir la partition du pays, soutenant d'un côté Gbagbo, tout en essayant de lui imposer d'un autre côté la reconnaissance des « rebelles » et leur présence dans son gouvernement. C'est que, en réalité, le but de l'impérialisme français est de protéger les zones économiquement « utiles » du pays, pour permettre à ses entreprises (Bouygues, Bolloré...), de continuer à piller les richesses ivoiriennes. Pour pérenniser sa domination dans un contexte de guerre civile et de concurrence inter-impérialiste (notamment avec les États-Unis), il tient ainsi à trouver des compromis et à garder deux atouts en mains. Quant aux dirigeants ivoiriens des deux bords, ils ne cessent depuis des années d'attiser les « tensions ethniques » — dont les principales victimes sont loin d'être les ressortissants français, mais sont les

travailleurs de Côte d'Ivoire — pour diviser les masses et cacher la responsabilité de la bourgeoisie ivoirienne et de ses différentes fractions dans la misère du pays : « dette » qui étouffe les services sociaux, adaptation de l'économie à l'exploitation impérialiste...

Solidarité des travailleurs de France avec leurs frères ivoiriens, contre l'impérialisme français !

La paix en Côte d'Ivoire ne viendra pas de quelconques « accords » imposés par l'impérialisme français ou par l'O.N.U. Les dirigeants bourgeois ivoiriens qui se sont succédé depuis plus de 40 ans d'« indépendance » formelle ont été incapables de rompre avec l'ex-puissance coloniale. *Seule la masse des ouvriers, des employés et des paysans, en s'organisant et en combattant pour ses propres intérêts, pourra rompre avec la domination impérialiste* — ce qui implique en particulier la construction d'un véritable parti communiste révolutionnaire internationaliste en Côte d'Ivoire comme ailleurs. *La paix réelle suppose d'abord et avant tout le retrait des troupes françaises (et de leurs supplétifs onusiens) : c'est la condition pour que les travailleurs de Côte d'Ivoire réalisent l'expropriation des entreprises impérialistes et leur appropriation collective par et pour le peuple ; c'est la condition pour combattre efficacement et éliminer la bourgeoisie compradore et les mafias ivoiriennes qui participent au pillage du peuple ; c'est la condition pour aller vers un gouvernement des*

travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs. Réciproquement, une victoire des masses opprimées de Côte d'Ivoire, en portant un dur coup à la bourgeoisie française, serait un appui considérable pour la lutte de classe en France, pour défendre les conquêtes et vaincre le gouvernement Chirac-Raffarin. C'est pourquoi *les travailleurs de France doivent soutenir leurs frères de classe de Côte d'Ivoire*, en combattant les entreprises françaises qui exploitent les travailleurs des deux pays et le gouvernement français qui ne cesse d'attaquer les uns et les autres sous différentes formes. *Toutes les organisations politiques et syndicales qui se réclament du mouvement ouvrier en France ont donc la responsabilité de se battre sur l'orientation suivante :*

• **Retrait immédiat et inconditionnel des troupes françaises ! Aucune illusion en l'O.N.U., retrait de ses troupes !**

• **Toute défaite des troupes françaises et de l'ONU sera une victoire pour le peuple ivoirien et les travailleurs de France !**

• **À bas la dette qui étouffe le peuple ivoirien, à commencer par celle qu'impose le gouvernement français !**

• **Actions de grève de solidarité avec le peuple ivoirien dans les multinationales françaises qui le pillent !**

• **Manifestation à l'Élysée pour exiger l'arrêt de l'intervention française !**

UKRAINE

IL N'Y A PAS EU DE « RÉVOLUTION ORANGE », IL EN FAUDRA UNE ROUGE !

Le scénario ukrainien de ces derniers mois est connu : 22 novembre, Viktor Ianoukovitch, candidat à l'élection présidentielle soutenu par le Kremlin, est sacré vainqueur par la commission électorale nommée par l'actuel président Kouchma ; 3 décembre, la Cour suprême annule le résultat de l'élection et annonce un nouveau tour de scrutin ; 26 décembre, Viktor Iouchtchenko, candidat vedette des puissances occidentales, remporte ce scrutin avec 52 % des voix, officiellement. Entre temps, durant

plusieurs semaines, on aura vu des centaines de milliers de personnes manifester dans les rues de Kiev notamment, pour protester contre des élections de toute évidence truquées.

C'est la nature même de ces manifestations qu'il convient d'analyser, en les replaçant dans le contexte économique, social et politique général de l'Ukraine. Et cela sans céder aux sirènes des médias bourgeois occidentaux, bien prompts à évoquer une « révolution orange » et à se scandaliser de l'absence de transparence lors des deux premiers

tours de scrutin, mais que l'on avait vus nettement moins empressés à dénoncer les fraudes électorales en Afghanistan ou en Tunisie, entre autres exemples, ou encore celles qui devraient avoir lieu dans l'Irak occupé. Colin Powell a pourtant eu le front d'indiquer dans une conférence de presse le 24 novembre : « *Nous ne pouvons accepter ce résultat comme légitime, car il ne remplit pas les critères internationaux de démocratie* ». En revanche, les « observateurs » de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en

Europe n'ont décelé aucun problème dans le troisième tour qui a vu leur poulain arriver au pouvoir. Le battage médiatique occidental faisant de Iouchtchenko « le » candidat de la démocratie et de la liberté, montrant en permanence son clan sous le meilleur jour, est proprement édifiant. Contre les prétendus discours sur la « division ethnique » de l'Ukraine et sa séparation entre Est et Ouest qui arrangerait bien les impérialistes de tous poils — on sait combien ces soi-disant divisions ethniques ont été fomentées et instrumentalisées, de la Yougoslavie au Rwanda —, c'est en termes de classes et de rapports de force interimpérialistes que les communistes révolutionnaires se doivent d'étudier la situation de l'Ukraine.

Ce pays, qui compte actuellement environ 50 millions d'habitants, a une histoire déjà lourde d'un passé stalinien particulièrement terrifiant : que l'on songe au désastre de la collectivisation forcée, qui fit 4 à 6 millions de morts, ou encore aux grandes purges staliniennes de 1937-1938 et à celles des années 1945-1952. L'Ukraine eut aussi à subir l'occupation nazie pendant la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle elle fut transformée en véritable colonie et pillée au profit de l'économie de guerre nazie. Les Juifs d'Ukraine furent alors exterminés par centaines de milliers. Plus récemment, ce fut la catastrophe de Tchernobyl, le 26 avril 1986, qui continue de ravager le pays, avec toujours des centaines de morts par radiation et la contamination de 4,6 millions d'hectares de terres agricoles.

L'indépendance de l'Ukraine a été proclamée après référendum le 24 août 1991. Mais sa situation économique et politique en fait un pays encore très largement dépendant de la Russie, tandis que son rôle géo-stratégique (sa façade sur la mer Noire, sa position charnière entre Europe et Russie, notamment) la place au cœur de la rivalité entre grandes puissances.

Marasme économique et social

L'Ukraine est un pays aux ressources abondantes et variées : son industrie est très développée (métallurgie, construction navale, aéronautique, activités aérospatiales de pointe...), ses terres agricoles sont d'une richesse exceptionnelle (grâce au *tchernoziom*). Elle possède d'importantes ressources énergétiques (charbon, fer, manganèse), qui font

notamment de sa sidérurgie la 4^e au monde en volume de production, avant l'Allemagne et la France. La main-d'œuvre y est formée et instruite.

Et pourtant, c'est à un véritable marasme économique et social que l'on a assisté en l'espace d'une quinzaine d'années, depuis le début des années 1990. La paupérisation y est impressionnante, en raison d'une baisse extraordinaire de la production, d'une libéralisation des prix et d'une hyperinflation ayant entraîné une chute catastrophique du niveau de vie des populations. En 2000, le Produit Intérieur Brut de l'Ukraine est tombé à 30 % de son niveau de 1990, tandis que les salaires réels atteignent le quart de leur niveau de 1990. Le salaire moyen équivaut ainsi à 41 dollars par mois, tandis qu'on peut parler de retraites de misère, autour de 13 dollars par mois. Depuis 1990, les salaires ont été multipliés par 32 000 et les prix par 149 700, soit 4,7 fois plus¹. Certains produits de consommation courante sont devenus un luxe, comme les transports urbains. La détérioration de la situation sanitaire et la réduction de l'espérance de vie sont flagrantes, tandis que se généralisent la corruption et la criminalité et que de nouveaux riches s'affichent avec ostentation. Le chômage réel atteint au moins 20 %. Le déficit structurel des finances publiques implique des réductions toujours plus importantes des interventions publiques en matière sociale et culturelle.

Qui sont Ianoukovitch et Iouchtchenko ?

Les trois protagonistes des derniers événements politiques, Leonid Kouchma, Victor Ianoukovitch et Victor Iouchtchenko, qu'on voudrait nous présenter comme si opposés, ont une lourde responsabilité, partagée, dans cette situation dramatique. Le président Leonid Kouchma, élu pour la première fois en juillet 1994, a dès son arrivée au pouvoir procédé à de violentes contre-réformes : processus de privatisations par oukases (décrets présidentiels non soumis au Parlement), l'un en 1994 pour les entreprises industrielles, l'autre l'année suivante pour les entreprises agricoles. Ces privatisations ont été massives, notamment dans la sidérurgie et l'industrie légère.

¹ Cf. Michel Grandjean, *L'Autonomie économique de l'Ukraine*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 87.

Kouchma a aussi élaboré une contre-réforme des retraites et mis en place des fonds de pension autonomes, qui ont très largement contribué à appauvrir les retraités ukrainiens. En 1997, une nouvelle « thérapie de choc » était lancée : réforme de l'impôt sur les entreprises instaurant de nombreux cadeaux fiscaux aux patrons ; loi sur les faillites permettant que la faillite d'une entreprise ne soit plus soumise à l'approbation du Collectif des travailleurs.

Victor Iouchtchenko est arrivé au poste de Premier ministre en décembre 1999 (il a exercé cette fonction jusqu'en avril 2001). Cet ancien gouverneur de la Banque nationale, très lié aux milieux financiers ukrainiens, a aussitôt engagé lui aussi une série de « réformes » saluées par les gouvernements américains et européens. C'est sous son « règne » qu'a débuté en Ukraine ce qu'on appelle la « grande privatisation ». Iouchtchenko a par exemple vendu de grandes compagnies d'énergie, notamment à la multinationale AES, dont les capitaux sont majoritairement américains. Viktor Ianoukovitch, Premier ministre à son tour, n'a fait que poursuivre cette politique.

La corruption est fait courant chez ces politiciens. Mais les médias occidentaux, bien partisans, voudraient ne l'attribuer qu'au clan « pro-russe », représenté par Kouchma et Ianoukovitch, tandis qu'ils présentent honteusement Iouchtchenko comme une sorte de chevalier blanc ! Or, ce phénomène entache tous ces gouvernants. En juin 1997, le président Leonid Kouchma avait dû limoger le Premier ministre P. Lazarenko accusé de corruption et d'avoir blanchi vingt millions de dollars. La fille de Kouchma s'est vu attribuer le monopole du premier groupe de téléphonie mobile et son gendre règne sur la métallurgie. Mais c'est sous Iouchtchenko que le journaliste G. Gongadze, qui dénonçait inlassablement la corruption des dirigeants ukrainiens, a été enlevé, en septembre 2000. Son corps a été découvert deux mois plus tard. Abus de pouvoir et atteintes à la liberté d'expression ont été flagrants aussi bien sous Iouchtchenko que sous Ianoukovitch.

C'est bien davantage dans le soutien qu'ils ont reçu, en provenance des impérialistes occidentaux ou au contraire de Moscou, que ces deux apparatchiks ukrainiens de même tonneau se distinguent. Si « clans » il y

a alors, ce sont ceux qui correspondent aux rivalités interimpérialistes.

Rivalités interimpérialistes

Pour la Russie de Poutine, l'Ukraine représente une zone d'influence majeure. Selon le politologue et spécialiste des relations internationales Zbigniew Brzezinski, « sans l'Ukraine, la Russie n'est plus un Empire ». La dépendance de l'Ukraine vis-à-vis de la Russie est tout à la fois commerciale, industrielle (de nombreuses entreprises sont complémentaires d'unités situées dans le territoire russe), énergétique (90 % du pétrole et du gaz consommés viennent de Russie ou du Turkménistan) et financière (Kiev est très largement endettée envers Moscou). On trouve de nombreuses participations russes dans les privatisations ukrainiennes : prise de contrôle de Lukoil par la raffinerie d'Odessa ; rachat par Siberian Aluminium de l'usine de Lykolaiv ; rachat de la raffinerie Linois (Ukraine occidentale) par Tiumen Oil. L'Ukraine est aussi particulièrement endettée à l'égard des monopoles russes Gazprom et UES (réseau d'électricité russe).

À partir de 2000, après une période de tensions dues notamment à cet endettement, un rapprochement spectaculaire a eu lieu avec la Russie. Car Poutine a reconsidéré l'importance de « l'étranger proche » dans sa politique diplomatique et du vecteur énergétique dans sa nouvelle doctrine militaire. Des accords ont été passés entre Poutine et Kouchma en décembre 2000 sur « les garanties du transit du gaz par le territoire de l'Ukraine » et « les modalités de livraison de réserve du gaz en Ukraine pour 2001 ». La coopération dans le domaine spatial a été relancée, de même qu'a été instaurée l'unification des réseaux électriques russe et ukrainien en février 2001. La nomination de Victor Tchernomyrdine comme ambassadeur de Russie en Ukraine en mai 2001 a revêtu une haute importance politique. Réputé homme à poigne, il a été nommé au moment du scandale de Gazprom : la société, représentant 20 % de la production mondiale de gaz¹, était accusée de n'avoir pas payé ses impôts à l'État russe et d'avoir dissimulé des sommes astronomiques par

l'intermédiaire de « filiales ». Des tensions subsistent entre Ukraine et Russie : la Crimée est toujours objet de disputes, car c'est une « fenêtre vers la mer Noire », et le contentieux sur le partage de l'ex-flotte soviétique de la mer Noire reste important.

Pour les impérialistes occidentaux, l'Ukraine est tout aussi décisive : elle commande notamment l'accès des hydrocarbures russes à l'Europe. C'est de fait à travers l'Ukraine que passent 80 % du gaz russe vers l'Europe. La Commission européenne soutient naturellement le projet de construction d'un oléoduc visant à acheminer du pétrole de la mer Noire à la mer Baltique (Odessa-Gdansk) permettant d'approvisionner l'UE en pétrole. En Ukraine, les investissements étrangers proviennent en premier lieu des États-Unis, puis de l'Allemagne. Un important projet de consortium gazier associe actuellement l'Ukraine, la Russie et l'Allemagne.

Or, les dirigeants ukrainiens ont déjà largement fait allégeance à l'impérialisme occidental. Le 9 juillet 1997 a été signée une « charte de partenariat spécial » avec l'OTAN et le gouvernement a permis la participation de bataillons ukrainiens en Bosnie, financés par les États-Unis, mais aussi en Géorgie et au Kosovo. Tandis que l'Ukraine a déposé une demande d'adhésion à l'Union européenne, demande soutenue d'ailleurs par les États-Unis (comme c'était aussi le cas, notamment, pour la Pologne, « nouvel entrant »), un accord de partenariat et de coopération avec l'UE existe déjà depuis plusieurs années. Les exigences du FMI ont été renégociées en 1998 : elles ont impliqué la réduction des emplois administratifs, une « réforme » de la sécurité sociale, la privatisation des télécommunications et du transport aérien. C'est ce que le Fonds monétaire international a coutume d'appeler les « réformes structurelles ». En juin 2000, lors de sa venue en Ukraine, Clinton a ainsi déclaré : « *La porte de la société transatlantique reste ouverte pour l'Ukraine* ». L'intervention militaire ukrainienne en Serbie a eu lieu tandis que le secrétaire général de l'OTAN G. Robertson déclarait que la Tchétchénie « *n'est pas l'affaire de l'OTAN en ce moment* »². C'était donnant-donnant. Aujourd'hui, 1 600 soldats ukrainiens participent à l'occupation de l'Irak.

Kouchma et Ianoukovitch n'ont donc pas démerité à l'égard des Occidentaux. Dans son discours

prononcé lors de sa réélection en 1999, Kouchma jouait habilement sur les deux tableaux, en proposant d'intégrer l'Ukraine à l'Union européenne et de développer un partenariat stratégique tout à la fois avec les États-Unis et avec la Russie. Mais dans la concurrence interimpérialiste, c'est désormais Iouchtchenko qui apparaît plus sûr et plus à même de poursuivre avec énergie les contre-réformes. Il a en effet derrière lui une « cure d'opposition » qui lui permet de revenir sur la scène politique beau comme un sou neuf. La population ukrainienne n'a évidemment rien à attendre. Dès lors, comment comprendre que les Ukrainiens se soient apparemment divisés sur les candidatures respectives de Ianoukovitch et de Iouchtchenko ?

Luttes de classes

C'est, ici comme ailleurs, en termes de classes qu'il faut aborder cette question. Et avant toutes choses revenir sur les combats menés par les travailleurs et les jeunes ukrainiens au cours de ces dernières années. La situation de délabrement économique déjà évoquée n'a en effet pas empêché la lutte de classes et la résistance des travailleurs ukrainiens de se manifester, là où les dirigeants occidentaux voudraient voir et faire croire à une division ethnique. On n'a pourtant jamais observé d'hostilité entre les communautés de différentes origines. Dans les années 1980, l'Ukraine se distinguait même par un record des mariages « mixtes » en URSS avec 27 %³. Les Russes vivant en Ukraine (ils sont onze millions environ, résidant pour l'essentiel à l'Est, notamment autour des villes de Donetsk et de Kharkov, là où se trouve l'industrie minière et métallurgique, et en Crimée) ont voté à 80 % pour l'indépendance de l'Ukraine en 1991. Les forces politiques ethnocratiques (« l'Ukraine pour les Ukrainiens ethniques ») sont très minoritaires.

En revanche, c'est le creusement des inégalités sociales qu'il faut souligner, avec d'un côté l'apparition d'une couche de nouveaux riches, issus de l'ancienne nomenklatura « soviétique », qui se sont enrichis dans les privatisations et que l'on nomme « les nouveaux Ukrainiens » ; et, de l'autre côté, l'écrasante majorité de la population, qui a vu ses

¹ Annie Daubenton, « Les rapports russo-ukrainiens : empire ou démocratie ? », in *Politique étrangère*, n°3, juil.-sept. 2002.

² *Idem*.

³ Cf. Michèle Kahn, Hervé Gicquiau, « Ukraine », *Courrier des pays de l'Est*, n° 397-398, mars-avril 1995, p. 108.

conditions d'existence se détériorer. Si la désindustrialisation a touché l'ensemble du pays, tous les secteurs et toutes les régions, c'est surtout le Donbass qui a été le plus affecté : cette région, au Sud-Est de l'Ukraine, un pays minier à forte densité de population et où les conditions de travail sont particulièrement difficiles dans les mines, représente à elle seule un cinquième de la production industrielle ukrainienne. De très importantes grèves de centaines de milliers de mineurs de charbon du Donbass avaient déjà eu lieu entre 1991 et 1993. D'autres grèves très dures se sont déroulées, par exemple en 1994-1995 dans l'enseignement, et à nouveau dans les mines à l'automne 1995. Au cours de ces dernières semaines encore, des grèves ont éclaté, sur la base de revendications ouvrières portant notamment sur l'exigence du paiement des salaires.

Les manifestations qui ont marqué ces dernières semaines, en partie spontanées, en partie organisées à l'aide de gros moyens financiers, étaient principalement composées d'étudiants, de commerçants, des classes moyennes et de la petite bourgeoisie urbaine de Kiev et d'autres villes de l'Ouest. Leur soutien à Iouchtchenko allait bien au-delà de l'homme lui-même. C'était une vaste protestation contre la corruption du système politique et le truquage des élections. À Kiev, les mots d'ordre des manifestants étaient : « *On ne veut plus vivre comme ça !* », « *Dehors les voleurs !* », « *Seul le peuple ukrainien doit décider de son sort !* » Dans ces mots d'ordre apparaissait donc aussi la volonté déterminée d'une partie des Ukrainiens de se libérer de la tutelle russe. Mais la population ouvrière, quant à elle, a vu dans Iouchtchenko le candidat de l'ultra-libéralisme, résolu à éliminer ce qui reste encore de propriété nationale (qui, grâce à la résistance ouvrière, représente encore 50 à 60 % des entreprises, toujours propriété d'État) et d'acquis sociaux attenants (crèches, dispensaires, hôpitaux, logements...). Faute de réelle alternative politique, une partie d'entre elle s'est donc reportée sur l'autre candidat : ainsi par exemple, à Dniepropetrovsk, ville-usine d'un million d'habitants, 99 % des voix sont allés à Ianoukovitch.

Dès lors, semer des illusions sur ce que pourrait représenter Iouchtchenko à la tête d'une soi-disant « révolution orange » est un scandale politique. C'est pourtant ce que fait, à la remorque des médias bourgeois, le

journal de la LCR : c'est ainsi que *Rouge* (02/12), dans un article intitulé « *L'orange de la démocratie* », laisse croire que Iouchtchenko pourrait représenter une perspective politique pour les travailleurs ukrainiens, et une perspective « démocratique » ! On comprend dès lors les réactions de certains lecteurs de *Rouge* (courrier des lecteurs paru la semaine suivante) : l'un d'eux s'indigne de l'article de *Rouge* sur l'Ukraine « *où très clairement le choix est fait en faveur de la droite libérale de Iouchtchenko* » ; un autre se dit « affligé » et écrit, à juste titre : « *On veut nous faire croire que le gros méchant dans l'affaire, c'est Ianoukovitch, car il est soutenu par un plus gros méchant, Poutine. Certes, mais il ne faut pas faire passer Iouchtchenko pour une gentille victime de la fraude de son adversaire (...). Il est dans la tradition marxiste de dépasser ce genre de discours manichéen. Quelle est la situation en Ukraine ? Deux politiciens véreux s'affrontent, l'un utilise la zone d'influence russe, l'autre manipule les foules. Tous deux veulent mener une politique très libérale dans un pays qui est déjà détruit par la libéralisation forcée. Tous deux sont soutenus par deux branches de l'Église orthodoxe, aussi réactionnaire l'une que l'autre. L'Orange veut offrir à ses amis de la puissante société pétrolière Lukoil le marché européen.* »

Défendre la perspective communiste révolutionnaire

Les communistes révolutionnaires ont au contraire le devoir d'affirmer qu'il n'y a pas eu de « révolution orange » en Ukraine, mais que la victoire de Iouchtchenko, représentant de la fraction occidentaliste de la néo-bourgeoisie ukrainienne, n'est rien d'autre, en dernière analyse, qu'une victoire des bourgeoisies américaine et européennes sur la néo-bourgeoisie russe et le gouvernement bonapartiste de Poutine.

Ils ont le devoir d'affirmer que, en Ukraine comme ailleurs, il n'y aura pas de solution à la misère des masses, à l'explosion du chômage et au creusement vertigineux des inégalités, et il n'y aura pas non plus d'instauration d'une véritable démocratie permettant au peuple de prendre en mains son propre destin, sans une révolution sociale et politique qui ne saurait être que rouge, c'est-à-dire menée non par de quelconques représentants de l'ex-bureaucratie ou

de la néo-bourgeoisie, mais par le prolétariat et les travailleurs salariés eux-mêmes, en alliance avec les paysans qui défendent la propriété collective de la terre. En effet, seule une orientation ouvertement communiste et révolutionnaire permettra aux travailleurs d'Ukraine de mettre fin au pillage de leur pays par les capitalistes, à la privatisation de leurs usines et à la destruction de leurs acquis sociaux. Seule une telle orientation permettra d'arrêter le processus de restauration du capitalisme, de défendre ce qui reste de la propriété nationale et de renationaliser les entreprises privatisées. Il ne s'agira évidemment pas de rétablir le stalinisme ou la bureaucratie de l'époque de Krouchtchev ou de Brejnev, mais de renouer tout au contraire avec le fil de la révolution commencée en Octobre 1917, avec le processus révolutionnaire défiguré et anéanti par la bureaucratisation stalinienne. Il s'agira donc de liquider politiquement non seulement les Ianoukovitch, les Iouchtchenko et leurs pareils, mais en outre de détruire leur État bourgeois lui-même, et de mettre en place un État des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs, donc une République des Conseils entièrement dirigée par les ouvriers, les travailleurs salariés et les paysans, ukrainophones comme russophones. Seule une telle République socialiste soviétique sera à même d'établir une véritable socialisation démocratique des moyens de production, une gestion des entreprises et de toute l'économie nationale par les travailleurs eux-mêmes et par leurs délégués élus, mandatés et révocables. Seule une telle République permettra l'instauration de liens de solidarité et de fraternité avec les peuples travailleurs de la Russie et de toute l'Europe, dans le cadre d'une fédération des Républiques socialistes.

Le combat pour cet objectif suppose de renouer publiquement et expressément avec le bolchevisme authentique, par delà le stalinisme contre-révolutionnaire qui a abouti à la restauration en cours du capitalisme. Il suppose de renouer avec le processus de construction en Ukraine du parti bolchevik, qui fut liquidé par Staline. Ici comme ailleurs, seul un tel parti, capable à la fois de déployer publiquement, en toutes circonstances, son programme, et d'intervenir dans la lutte de classes telle qu'elle, pourra aider les travailleurs à s'organiser de manière indépendante, à rompre avec les segments de l'ex-bureaucratie

ÉTATS-UNIS

CLASSE, RACE ET POLARISATION DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE : POURQUOI BUSH A GAGNÉ

(Un article de la *League for the Revolutionary Party*)

Nous avons publié dans le précédent numéro du CRI des travailleurs un premier article de la League for the Revolutionary Party (LRP), groupe trotskyste américain avec lequel le Groupe CRI est en relation et discussion. Cet article, intitulé « Bush et Kerry, c'est la guerre, le racisme et les attaques contre les travailleurs », datait d'avant l'élection présidentielle de fin novembre. Nous proposons cette fois-ci la traduction d'un second article de la même organisation, paru dans le n° 73 de son journal Proletarian Revolution, qui propose une analyse du résultat de l'élection et une orientation que nous partageons. Pour lire d'autres textes ou pour contacter la LRP, cf. son site www.lrp-cofi.org. La traduction est due à Frédéric Traille.

La victoire de George W. Bush en novembre a choqué et effrayé des millions de personnes dans le monde, scandalisées par la guerre impérialiste sanglante des États-Unis en Irak et menacées par la superpuissance de plus en plus arrogante. Ce résultat a aussi démultiplié les peurs de millions de personnes dans la classe ouvrière aux États-Unis — particulièrement chez les Noirs, les Latinos et les immigrés —, confrontées à un racisme qui s'accélère, au déclin du niveau de vie, à une répression accrue et à la guerre qui s'étend et qu'ils remettent de plus en plus en question.

Le fait que 58 millions d'Américains aient voté pour Bush, dont un nombre non négligeable d'électeurs de la classe ouvrière, en a stupéfait beaucoup au sein de la gauche, qui s'étaient inscrits dans la campagne de John Kerry. Mais la vérité est que les travailleurs, les opprimés et les militants anti-guerre qui ont voté pour Kerry ont aussi été horriblement trompés. Malgré la violente polarisation qui a caractérisé la campagne, les deux camps étaient d'accord sur un point central : l'élection portait sur la question de savoir comment construire « une Amérique plus forte » — quel est le meilleur moyen pour maintenir les États-Unis comme la superpuissance mondiale dominante. C'est-à-dire qu'en votant pour Bush ou pour Kerry, ou même pour Ralph Nader, les Américains soutenaient la classe dominante la plus cupide et la plus meurtrière du monde. Ils participaient au choix de l'assassin de masse qui pourrait le mieux couper la gorge des travailleurs du monde entier, y compris la leur.

Cette élection répugnante semble avoir prouvé que le capitalisme américain et sa classe dominante ne pouvaient pas être contestés. Mais la réalité est tout autre. Malgré ses hauts et ses bas momentanés, l'économie est dans une crise profonde, la guerre en Irak promet de devenir un cauchemar pire encore, les éruptions sociales et politiques paraissent imminentes dans le monde entier, et la rivalité entre les impérialistes européens et américains s'approfondit.

Et par son caractère contradictoire, l'élection a montré que les lignes de crête de chaque camp exprimaient la division en classes qui sous-tend la société capitaliste. La haine des travailleurs pour leur patron, avec leurs peurs, leur frustration et leur colère, était évidente juste en dessous de la surface déformée. Comme la crise du système s'approfondit, ce feu qui couve constitue le potentiel pour une lutte explosive de la classe ouvrière. C'est là que se trouve l'espoir que les révolutionnaires voient même dans une élection où un monstre politique a vaincu son frère dans l'âme.

L'impérialisme américain et la classe ouvrière

L'élection portait sur le destin du monde, de la classe ouvrière internationale et des peuples opprimés, mais seuls les Américains ont eu la possibilité de voter. Pris au piège du nationalisme, ceux des travailleurs américains qui ont voté ont choisi uniquement sur la base de ce qu'ils pensaient bon pour eux. Cette façon de voir le monde a semblé si évidemment naturelle que les journalistes bourgeois

n'ont même jamais pensé que cela valût la peine de le signaler. Aujourd'hui des millions de personnes dans de vastes régions du monde souffrent de la surexploitation et de la répression du fait de l'impérialisme américain. L'inquiétude concernant le sort des soldats américains en Irak a été un sujet important. Mais le fait que 100 000 Irakiens soient morts pendant le conflit, révélé dans une étude rendue publique peu avant l'élection, a été largement ignoré.

Le nationalisme de la classe ouvrière américaine a des racines réelles. Marx nous a appris que les catégories sociales comme les « classes » ne sont pas des choses, mais des relations. L'« aristocratie ouvrière » — partie privilégiée de la classe ouvrière qui a temporairement des intérêts matériels dans la préservation du capitalisme — est donc un phénomène relatif. (Et cela ne se limite pas à ceux qui ont des intérêts concrets ; les travailleurs plus pauvres agissent souvent comme ceux de l'aristocratie s'ils aspirent à ce statut.) Il y a une couche significative de la classe ouvrière américaine qui s'est procuré des avantages importants. En particulier, les travailleurs blancs sont dans un rapport d'aristocratie à l'égard de la majorité des travailleurs noirs, hispaniques ou immigrés. Mais dans le même temps, les travailleurs américains dans leur ensemble sont « aristocratiquement » plus à l'aise, et donc plus loyaux envers « leur » système capitaliste et ses intérêts nationaux, que les travailleurs dans la plus grande partie du monde. Ce n'est donc pas un hasard si les travailleurs américains sentent que leur emploi, leur salaire et leurs conditions de vie

dépendent d'une Amérique forte, particulièrement aujourd'hui en ces temps de peurs et d'inquiétudes.

Toutefois, la classe ouvrière américaine n'est pas irrémédiablement corrompue. Les travailleurs n'ont jamais obtenu leurs avantages en tendant la main ; ils ont eu à se battre pour eux. Il est vrai que les membres de la classe dominante en ont tiré profit en acquérant une base stable pour exploiter d'autant plus la force de travail mondiale. Cela leur a à leur tour permis de concéder une petite partie de leurs profits pour continuer à acheter les travailleurs d'ici. Mais aujourd'hui la crise économique sape la possibilité qu'a le système de continuer à acheter les travailleurs. Comme les attaques contre les avantages du passé s'approfondissent inévitablement, la classe ouvrière américaine, déjà frustrée, va inévitablement surgir dans une lutte qui révélera que les élections bourgeoises n'étaient en fait qu'une distraction. Les travailleurs qui ont été conduits à penser qu'ils étaient des citoyens de première classe – la « classe moyenne » – deviendront particulièrement virulents quand ils réaliseront qu'ils se sont fait arnaquer.

Divisions dans la classe ouvrière

Les élections de 2004 ont mis en évidence que la scène politique américaine est intensément polarisée. La polarisation fondamentale dans la société capitaliste – entre les capitalistes de la classe dominante et la classe ouvrière – a été exprimée de manière extrêmement déformée. Plutôt qu'un parti réactionnaire de la classe dominante faisant face à un parti progressiste de la classe ouvrière, la politique américaine moderne a toujours présenté deux partis qui servent la minuscule classe dominante et qui doivent donc faire appel, de diverses manières, à la majorité. Aucun des partis ne peut gagner les élections sans une base populaire qui les soutienne parmi les couches intermédiaires des professions libérales, dans la petite-bourgeoisie et surtout dans l'immense classe ouvrière.

La polarisation est devenue plus violente alors que la situation économique s'est dégradée et que la colère populaire a augmenté. Malgré les déclarations de succès de Bush, des millions ont vu des emplois convenables disparaître et les conditions de vie devenir toujours plus précaires. La raison réelle en est que

les taux de profit ont chuté sur le long terme, pas seulement pendant la récession de 2000, mais de manière générale tout au long de la période qui a clos le boom de l'après-Seconde guerre mondiale, vers 1968-70. Le repli économique a obligé les capitalistes à se battre contre chacun des autres pour chaque miette de profit qu'ils peuvent arracher aux travailleurs d'ici et de l'étranger. Cela les a poussés à piller leur propre trésor fédéral avec encore plus de rapacité que d'habitude. En particulier, cela a accéléré leurs attaques contre les avantages qu'ils avaient concédés aux travailleurs durant le « New Deal » de Franklin Roosevelt et aux Noirs durant la « Grande Société » (*Great Society*) de Lyndon Johnson. Par exemple, les salaires moyens, en tenant compte de l'inflation, sont plus bas qu'ils ne l'étaient en 1970.

L'inégalité économique croissante a atteint des niveaux records : le gouffre entre les couches les plus aisées et la majorité est en augmentation. Pour l'illustrer, 1 % de la population la plus riche possédait déjà 20 % de la richesse sociale en 1980 ; sa part a plus que doublé aujourd'hui. Par contraste avec ces richesses, les niveaux de pauvreté, les personnes sans-abri, le chômage, la précarité et les bas salaires, les banqueroutes, les faillites de petites entreprises, sont en hausse. En tête se trouvent les contrastes aigus à l'intérieur de la classe ouvrière. Les ménages blancs ont un patrimoine net médian de 11 fois celui des ménages hispaniques et de 14 fois celui des ménages noirs. Le patrimoine net des Noirs s'est effondré de 16 %, d'abord sous Clinton, puis de manière accélérée sous Bush. Les couches les moins élevées de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie ont également souffert des attaques de ceux qui se gavent de profits.

Le combat de plus en plus brutal au sommet entre les politiciens Républicains et Démocrates reflète la fragilité économique. La folle ruée pour les incalculables millions de dollars versés dans les coffres des deux partis montre les divers intérêts bourgeois cherchant à assurer leurs arrières. La colère à la base, que les politiciens ont jusqu'à présent réussi à détourner de la lutte de classe, enflamme la polarisation à l'intérieur des couches moyennes et, surtout, à l'intérieur de la classe ouvrière.

L'électorat de Bush

Dans ce pays coupé en deux, Bush a eu l'avantage du soutien d'un mouvement religieux d'extrême droite qui s'est construit depuis des décennies. Prenant naissance dans les années 1960 avec les campagnes présidentielles de Barry Goldwater, de George Wallace et de Richard Nixon, il s'est finalement cristallisé comme un bloc électoral dynamique sous Ronald Reagan. Il est composé de protestants blancs du Sud issus de toutes les classes, et de beaucoup d'éléments petits-bourgeois et ouvriers des États du Sud-Ouest et de la Grande Prairie. Malgré une hostilité mutuelle dans le passé, un bloc a également été forgé avec un secteur important de l'aristocratie ouvrière blanche catholique de banlieue en col bleu, ceux que l'on appelle les « *Reagan Democrats* ».

Un thème central qui a démagogiquement unifié ces forces disparates a été une forme de racisme populiste dressant la « classe moyenne » et « l'Amérique moyenne » contre les bureaucrates à tendance « de gauche » (*liberal*) de « l'État providence » et contre les Noirs, auxquels les bureaucrates refileraient, prétend-on, les allocations provenant des taxes payées par les petits hommes d'affaires et les travailleurs blancs. Depuis, quelquefois ouvertement mais le plus souvent à demi-mot, le racisme a été l'outil pour diviser et faire dévier la classe ouvrière. Même si le racisme manifeste a disparu des élections de 2000 et 2004, cela a été évident lors des trucages électoraux républicains en Floride et aujourd'hui dans l'Ohio. C'est encore plus évident dans le fait que les deux partis dans le Sud se divisent presque exactement selon des lignes raciales.

Le noyau dur religieux-réactionnaire-raciste de la base électorale républicaine s'est étendu avec les crises économiques récurrentes. La « menace terroriste » déclenchée par le 11 septembre 2001 a accru ce soutien. Bush II le Texan, en pleine renaissance, a saisi l'opportunité. En 2004, sa base s'est mobilisée encore plus efficacement qu'en 2000, conséquence des coups hardis de Bush vers la droite à la Maison Blanche, et des efforts redoublés de la cabale des prédicateurs et des démagogues radiodiffusés.

Il y a une attitude de classe terriblement pervertie qui sous-tend les croyances individualistes, populistes, racistes et sexistes de la base de Bush parmi les travailleurs. Cela les conduit, comme les couches subalternes de

leurs alliés petits-bourgeois, à haïr les gens à tendance de « gauche » (*liberals*) des classes supérieures et leurs laquais au gouvernement, les sociétés, les médias, Hollywood, les professions libérales et les universités. Ils croient qu'il y a deux sortes de gens riches : ceux qui veulent leur survie et ceux qui favorisent à leurs frais les « classes inférieures » plus obscures encore qu'eux-mêmes. Alors que la famille patriarcale traditionnelle est déjà minée par des salaires en baisse et la nécessité pour les femmes de travailler, les gens à tendance de « gauche » font l'étalage de leur mépris pour les « valeurs familiales » en soutenant le droit à l'avortement, les mères célibataires – et maintenant le mariage homosexuel, rien de moins. À l'opposé, Bush et compagnie semblent vouloir combattre le torrent de dégénérescence dont ils ont si peur. Les couches les plus pauvres de l'électorat de Bush sont mal à l'aise face aux cadeaux financiers qu'il fait à des entreprises corrompues. Mais eux aussi pensent que ce qu'il y a en lui de positif l'emporte sur ce qu'il y a de négatif.

La base de Bush l'a perçu comme un soutien solide pour une Amérique puissante. Ils ont fait un lien entre l'hégémonie américaine dans un monde compétitif et leur propre bien-être. Se sentant sans cesse attaqués et impuissants dans leur vie quotidienne, ils ont voulu au pouvoir un homme tenant tête aux étrangers qui ont osé attaquer et insulter l'Amérique bénie de Dieu. Bush est peut-être trop intime avec les grosses entreprises, mais, selon eux, la crise exige un homme fort muni de réponses fortes aux problèmes difficiles.

L'électorat démocrate

Il y avait une différence extrêmement significative dans les relations entre les deux grands candidats bourgeois et leur base. Les partisans de Bush l'ont défendu avec enthousiasme et ont voté pour lui, alors que ceux de Kerry n'avaient pas d'affection particulière pour leur candidat : leur loyauté est allée au Parti Démocrate, et ils haïssaient particulièrement Bush. De longue date, les grandes villes et les zones d'industrie lourde dans le Nord-Est, le Midwest et la côte Ouest soutiennent les démocrates. Traditionnellement, le Parti Démocrate a une base parmi les travailleurs immigrés et syndiqués des villes, ainsi que dans la classe moyenne urbaine à tendance « de gauche » et

l'intelligentsia. Et, depuis des années, il a gagné une base large et stable dans l'électorat noir. Tous ces secteurs se sentent dépendants du gouvernement dans la pénible bataille pour obtenir des emplois, l'égalité des droits, un revenu décent et des allocations sociales.

Aujourd'hui la classe ouvrière américaine est largement composée de Noirs et de Latinos, mais aussi de personnes originaires du Moyen-Orient et d'Asiatiques, dont beaucoup d'immigrés. Les gens de couleur sentent la poigne mortelle du racisme persistant, qu'ils voient jouer un rôle important dans le bloc républicain. Ils savent qu'ils ne sont pas favorisés par le gouvernement ; ils voient que les dés sont pipés et que le jeu devient toujours plus inégal. Les immigrés comprennent qu'ils ont été autorisés à venir travailler ici pour de bas salaires, c'est pourquoi un traitement égal et juste est une revendication naturelle.

Étant donné la diversité raciale et ethnique dans la force de travail urbaine, il y a une tendance à l'unité dans les confrontations avec les patrons, bien que le racisme et les inégalités flagrantes persistent. Cela demeure fort à cause de l'absence de luttes de masse unifiant la classe ouvrière. Mais la grande industrie crée et maintient des tendances à la coopération ouvrière au travail. De plus, les grandes villes sont des centres de culture et d'information sophistiqués. Et même si les riches profitent le plus de ces conditions, la vie urbaine en elle-même donne aux travailleurs un horizon plus large que celui des habitants des petites villes.

Le fait que dans l'histoire récente ce sont les démocrates qui ont dû concéder des avantages aux Noirs, aux Latinos, aux immigrés et aux travailleurs syndiqués, est un facteur majeur dans l'hostilité de la classe ouvrière urbaine envers les républicains. Conscients des attaques incessantes contre leurs emplois, leurs salaires et leurs allocations, ces travailleurs accusent les grandes entreprises liées à Wall Street et aux républicains. De plus, même si beaucoup des travailleurs en col bleu sont exclus du mouvement anti-guerre des classes moyennes, celui-ci se tourne plus spontanément contre les guerres impérialistes dans les grandes villes qu'ailleurs. Le plus haut degré de conscience de classe, l'empathie raciale pour les opprimés à l'étranger et le fait que beaucoup d'immigrés sont originaires du « tiers monde »,

encouragent la méfiance envers les actions impérialistes.

Bush lui-même est particulièrement peu apprécié en raison de ses attaques ouvertes contre les conditions de vie de la classe ouvrière, parce qu'il piétine les libertés civiles et à cause de son dédain pour les droits des femmes et des homosexuels. La classe moyenne et les travailleurs urbains s'opposent de plus en plus à la guerre de Bush. Les travailleurs de couleur ressentent son mépris à peine masqué, malgré son affection pour des Noirs inoffensifs des classes supérieures comme Colin Powell et Condoleezza Rice. Bush et son colistier Dick Cheney représentent ouvertement les entreprises les plus prédatrices et dirigent un authentique État-providence au profit de leurs vieux copains capitalistes. Leurs liens étroits avec des voleurs comme Enron et Halliburton, nullement inquiétés, constituent un affront supplémentaire.

Les partisans de Kerry, comme ceux de Bush, cherchaient désespérément une issue aux crises intérieures et extérieures qui semblent bien s'amonceler. Eux aussi sentaient que leur bien-être économique dépend de la puissance américaine dans le monde. Eux aussi ont ressenti le 11 septembre comme un énorme affront de la part d'étrangers qui semblaient ne pas connaître leur place dans ce monde ; eux aussi voulaient une réponse forte. Toutefois, ils ne voyaient aucun avantage à s'aliéner les puissances alliées, et ils s'inquiétaient de l'indifférence de Bush eu égard à la montée de l'hostilité contre les États-Unis dans le monde. De plus en plus, ils ont vu l'Irak comme un désastre causé par Bush.

Mais Kerry et les démocrates sont tout autant des instruments de l'impérialisme que Bush et les républicains. Kerry a été coincé entre le sentiment anti-guerre de sa base et son propre besoin de servir avec responsabilité les intérêts capitalistes américains, et donc de soutenir la guerre et l'occupation. Par conséquent, il a bafouillé sur la guerre. Malgré son slogan de campagne « *Pour une Amérique plus forte* », il a vacillé et a été faible. Pour les raisons que nous mentionnerons ci-dessous, il a été également timoré sur les questions économiques et sociales intérieures, c'est pourquoi ses partisans n'ont jamais pu rivaliser avec l'enthousiasme du camp politique des supporters de Bush.

Le Parti Démocrate : une impasse mortelle

Une augmentation significative dans l'inscription des électeurs a porté la participation à 55 % en novembre, bien au-dessus des 50 % qui avaient caractérisé les récentes élections présidentielles. Normalement, une importante participation signifie que plus de travailleurs à faibles revenus votent, ce qui favorise les démocrates — mais pas cette fois. Bush a remporté pour l'essentiel les mêmes États qu'en 2000, mais il a aussi remporté haut la main le scrutin populaire qu'il avait perdu de peu la dernière fois. La raison en a été la mobilisation plus dynamique des conservateurs, qui a fait la différence dans quelques États chèrement disputés et a permis des marges plus importantes dans ceux déjà gagnés.

À la différence de Kerry, Bush n'a pas eu de scrupules à mobiliser ses partisans. Étant donné leur orientation actuelle, ils ne représentent aucune menace pour la stabilité et encore moins pour le capitalisme. Les cadres de Bush ne perçoivent aucunement le besoin d'actions extralégales ou illégales, car ils sentent qu'ils peuvent obtenir ce qu'ils veulent par les élections. De l'autre côté, Kerry a fait tous les efforts possibles pour *ne pas* mettre le feu à sa base. Avec Bush confronté à une débâcle en Irak et une économie en crise, les démocrates avaient tous les atouts en main pour l'emporter. Mais quand la classe dominante perçoit une énorme anxiété et une colère qui monte chez les travailleurs de toutes sortes, elle craint les appels populistes incendiaires, les appels à la classe livrée à elle-même. C'est pourquoi, alors que Kerry faisait de son mieux pour mettre l'accent sur les sujets économiques, il a maintenu ses promesses de créer plus d'emplois et d'offrir de meilleures allocations de santé, mais à un niveau modeste et peu enthousiasmant. Bien qu'il ait choisi John Edwards, connu pour sa rhétorique populiste, comme colistier, ils ont mis la pédale douce sur leurs mots d'ordre durant la campagne.

Autre exemple de la loyauté de Kerry à l'égard la classe dominante : le scrutin serré dans l'Ohio, où il restait des centaines de milliers de scrutins à dépouiller, dont beaucoup venant d'électeurs noirs. Ils auraient pu mettre en question la marge de victoire de Bush, mais, plutôt que d'affronter des semaines d'instabilité gouvernementale comme en Floride en 2000, Kerry a rapidement cédé,

comme pour assurer à la bourgeoisie que les démocrates sont pour la stabilité.

Généralement, une fraction plus large de la grande bourgeoisie choisit les républicains, à cause de la volatilité latente et de la nature potentiellement anti-capitaliste de la base ouvrière des démocrates. Néanmoins, beaucoup de bourgeois républicains sont méprisants envers la mentalité moralisante anti-scientifique de la petite-bourgeoisie, et réservés envers les travailleurs qui votent pour leur parti, mais ils sont conscients de la division en classes et de l'étouffement de la lutte ouvrière que représente la base de Bush. De même, l'aile « gauche » de Wall Street et ses alliés des classes moyennes choisissent les démocrates comme le parti qui peut le mieux se concilier, contenir et piéger la classe ouvrière, et non l'enflammer.

L'électorat ouvrier des démocrates, organisé au travers des syndicats ou mené par les défenseurs des droits civiques, est resté très peu inspiré pendant la campagne 2004 par un parti qui les craint et leur offre maintenant si peu. L'élection a été une défaite majeure pour la bureaucratie ouvrière, qui a versé des millions de dollars et des ressources énormes dans la campagne démocrate. Les bureaucrates reflètent les intérêts bien compris de l'aristocratie ouvrière la plus aisée. En agissant pour leurs intérêts éphémères dans ce système, à l'opposé des intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, ils évitent la lutte de masse et choisissent la voie électorale suicidaire. Leur candidat Kerry a obtenu deux tiers des votes des syndiqués, ce qui fait environ un quart de tout l'électorat ; les travailleurs non syndiqués se sont principalement tournés vers Bush.

Au début des années 1970, la classe ouvrière industrielle a commencé à faire éclater ses protestations par une vague de grèves, tantôt sauvages, tantôt officielles, qui ont souvent menacé de déborder. Avec zèle, la bureaucratie ouvrière de « gauche » a conduit les travailleurs en lutte à consumer leurs espoirs en les plaçant en des démocrates qui paraissaient soudainement militants. Depuis, les syndicats ont fui le champ de bataille industriel, ont perdu de nombreux membres et ont transformé l'expression « mouvement ouvrier » en une triste blague. Aujourd'hui, les syndicats ne proposent plus rien aux travailleurs pour sortir de leur situation économique qui s'aggrave.

Il en est de même pour la lutte des Noirs. Dans les années 1960, les éléments à tendance de « gauche » dans l'administration de Lyndon Johnson ont commencé à distribuer des allocations comme concessions aux révoltes, aux émeutes et aux grèves dans les ghettos. Un aspect crucial a été l'extension rapide de la classe moyenne noire, faisant confiance aux emplois et aux programmes du gouvernement, et agissant pour contenir, désamorcer et dévier la lutte de masse dans l'impasse mortelle du Parti Démocrate. Le nombre d'élus noirs démocrates — particulièrement les maires dans les villes explosives de seconde zone — a énormément augmenté. Arrivant juste à temps pour diriger l'ébranlement lent, mais régulier, des avantages économiques et sociaux des Noirs, ils ont aidé à décourager les masses prêtes à se soulever, d'une façon que les politiciens blancs n'auraient pas pu accomplir seuls.

Le mouvement des femmes a connu un destin similaire. Dans la mesure où ses dirigeantes des classes moyennes s'empêtraient dans la politique démocrate, elles ont rapidement immobilisé et trompé leur base. Ainsi la campagne anti-avortement a-t-elle pris de la vitesse jusqu'à mettre en danger la décision emblématique de la Cour Suprême *Roe contre Wade*. Et maintenant la quête pour l'égalité des femmes est noyée sous le déluge de la propagande misogyne des « valeurs familiales ».

En l'absence de luttes majeures des ouvriers, des Noirs ou des femmes, la droite dure est apparue comme la seule alternative affirmant avoir des réponses pour des Américains déboussolés. Le domptage des révoltes ouvrières dans les ghettos et dans l'industrie, plutôt que de calmer la réaction de droite, lui a donné du grain à moudre. La riposte des Blancs contre les acquis des Noirs s'est accélérée, et la « révolution républicaine » radicale populiste s'est développée à mesure que la crise s'approfondissait — grâce aux démocrates et à leurs soutiens dans les « mouvements ».

Le dernier exemple de trahison d'une lutte militante est celui du mouvement anti-guerre. De manière scandaleuse, il est passé rapidement des rues au Parti Démocrate, et a accepté comme son champion un Kerry pourtant favorable à la guerre. Les leaders social-pacifistes de la classe moyenne n'ont pas seulement capitulé face au rouleau compresseur « *N'importe qui sauf Bush* », mais ils

ont aussi adopté la stratégie « ne faisons pas de vagues » et ont pratiquement gardé le silence sur la guerre. Honteusement, l'horreur d'Abu Ghraib révélée en avril et le premier massacre de Falloudjah en mai, n'ont été dénoncés par aucune action de masse. Cela a permis à Kerry de tomber encore plus vers la droite, promettant non seulement qu'il « *maintiendrait le cap* » en Irak mais aussi qu'il mènerait cette guerre et d'autres avec plus de compétence que Bush.

Les différences entre Bush et Kerry

Les deux partis et leurs candidats représentent le capitalisme impérialiste américain, mais pas forcément de la même façon. Ils reflètent différents secteurs de la classe dominante américaine et l'attitude de leurs bases électorales. Mais cette fois les besoins de l'impérialisme n'ont laissé qu'une faible marge de manœuvre. Un fait apparemment discordant au sein de cette élection farouchement polarisée a été que, derrière les insultes, les programmes des deux candidats étaient très proches sur des sujets cruciaux comme la guerre en Irak, la « guerre contre le terrorisme » et des aspects majeurs de l'économie. Et alors que d'importantes différences existaient sur les sujets sociaux, les deux concurrents ne se sont pas opposés frontalement sur ces questions.

Étant donné l'engagement de Kerry à maintenir le cap impérialiste sanglant en Irak, l'élection n'a d'aucune manière pu servir de référendum sur le sujet le plus immédiat auquel sont confrontés les États-Unis et le monde. Kerry partage la « doctrine de Bush », selon laquelle les États-Unis ont le droit de mener des attaques unilatérales et préventives contre n'importe quel pays — politique en fait initiée par l'ex-président Clinton en Yougoslavie et pendant la campagne de 12 ans de bombardements contre l'Irak, qui ont conduit à l'invasion actuelle. Les deux candidats impérialistes ont menacé d'utiliser la force militaire contre l'Iran et le Venezuela. Bien sûr, tous deux ont approuvé l'escalade dans la répression d'Israël contre les Palestiniens. Il y avait des différences quant à la tactique, avec un Kerry favorable à une approche plus amicale vis-à-vis des puissances impérialistes européennes, alors que Bush penchait pour les rudoyer. Les deux voulaient

qu'elles acceptent le maintien de la domination de Washington.

À l'intérieur, la question des emplois décents, des salaires et de la protection santé qui dominait les luttes quotidiennes de millions d'Américains a été traitée de manière rhétorique, sans réponse concrète. Les différences étaient réelles, mais moins profondes que les électeurs étaient amenés à le penser. Les réductions d'impôts pour les riches, mises en avant par Bush, affichaient ouvertement ses intérêts de classe. Kerry a été plus subtil : son insistance pour équilibrer le budget fédéral comme priorité intérieure principale, signifiait que même ses modestes promesses étaient proches du vide. Aucun effort n'a été fait pour mobiliser le soutien de la classe ouvrière avec un mot d'ordre en faveur de l'aide médicale universelle. Il n'y avait aucun mot d'ordre pour des travaux publics et pour les emplois qui iraient avec. Il n'y a pas eu de croisade de Kerry contre les copains de Bush, connus pour leurs fraudes dans les entreprises. De tels appels auraient pu électriser la base de Kerry, mais auraient violé la loyauté fondamentale des démocrates envers le capital — à un moment où le système doit réduire les allocations données aux travailleurs, non les augmenter.

Comme la plupart des politiciens démocrates, Kerry a soutenu le *Patriot Act* de Bush, tout comme il avait approuvé les lois racistes de Clinton sur les drogues et l'extension de la peine de mort. Mais Bush et Kerry sont en désaccord sur des points « moraux » et sociaux significatifs. Kerry a défendu le droit à l'avortement, la recherche de cellules souches et s'est opposé à Bush sur un amendement constitutionnel interdisant les mariages homosexuels. Les deux candidats étaient favorables à des « unions civiles », par opposition avec les mariages homosexuels. Cela a été largement et correctement compris comme une tentative de Kerry de faire encore une autre concession à la droite.

Pendant que Bush se dressait de manière intransigeante en faveur de son programme conservateur radical très dur, Kerry vacillait du mieux qu'il pouvait vers la droite. Cela a été fait pour rassurer Wall Street et pour essayer d'arracher des votes du centre et de la droite. Au final, Kerry a peut-être gagné une petite poignée « d'électeurs hésitants », mais il n'a pas seulement échoué à détourner un pan significatif de la base de Bush : il n'a fait que paraître plus hésitant et

opportuniste — et n'a pas inspiré la base démocrate.

La capitulation réussie des dirigeants syndicaux pour étouffer les actions de masse de la classe ouvrière, couplée à la trahison des leaders des « mouvements » qui a tué les mobilisations et les protestations de masse, ont été les clés de la campagne. Elles ont permis à Kerry d'évoluer vers la droite en promettant peu à ceux qui le soutenaient, et qui ont senti qu'ils n'avaient nulle part ailleurs où aller. Kerry a dû s'avancer un peu sur la guerre et sur l'économie d'un côté, et se positionner pour quelque chose de vaguement progressiste sur les questions sociales de l'autre, pour conserver ses soutiens électoraux. Mais dans le déchirement sur la question de la guerre entre sa propre classe capitaliste et sa base électorale, il a ressenti peu de pression de la part de ses partisans démobilisés. On peut en dire autant du réalisme délirant des leaders des « mouvements » de la gauche (*left*).

Au final, la différence entre Bush et Kerry a été que Bush s'est, quant à lui, prononcé pour quelque chose — une Amérique forte qui prétend défendre les Américains blancs, aussi bien les travailleurs que les riches. Les démocrates ont fait un signe vers la droite sans convaincre, et ont représenté l'indécision incapable. Les travailleurs de plus en plus désespérés n'auront aucune alternative pour sortir de situations qui empirent jusqu'à ce que notre classe construise son propre parti révolutionnaire.

L'extrême gauche pro-impérialiste

Bush affirme que sa victoire prouve que les Américains soutiennent sa politique. C'est un mensonge : une majorité dit aujourd'hui que la guerre en Irak n'était pas justifiée ; une majorité pense que Bush les a frappés économiquement. Les 55 millions qui ont voté pour Kerry n'approuvent pas davantage son soutien insistant à la guerre ou les conséquences de son mot d'ordre en faveur d'un budget équilibré. Le fait que des millions de travailleurs aient voté pour des candidats anti-ouvriers et pour le massacre impérialiste de leurs frères de classe hors des frontières, témoigne de l'ironie tragique de la politique américaine.

En la matière, une lourde responsabilité échoit aux John Sweeney et aux Jesse Jackson, aux Al Sharpton et aux Andy Stern — les dirigeants pro-démocrates traîtres des organisations

de la classe ouvrière et des masses noires opprimées, qui ont conduit une fois de plus ceux qui les avaient suivis à la défaite. Mais une bonne partie de cette responsabilité revient aussi aux leaders de gauche de moindre niveau et aux organisateurs anti-guerre qui les ont suivis. La liste de ceux qui ont soutenu Kerry et qui prétendent en même temps haïr l'impérialisme, ressemble à un *Who's Who* de la « gauche radicale » (*radical left*). Elle inclut Michael Moore, Noam Chomsky, Tariq Ali, Howard Zinn, Doug Henwood, Immanuel Wallerstein, éditeurs de magazines aussi variés que *New Politics*, *Z* et *Social Anarchism* et dirigeants de groupes socialistes pseudo-révolutionnaires comme Solidarity. Il y a eu aussi les groupes comme le Communist Party, les Committees of Correspondence, les Democratic Socialists of America et les Freedom Road Socialists qui ont régulièrement franchi la frontière de classe. (Nous avons détaillé le rôle de capitulation de la branche pro-Nader de la gauche dans des numéros précédents.)

Après la défaite de Kerry, beaucoup dans cette drôle de gauche ont dénoncé ceux d'entre nous qui sont restés fidèles à notre classe et à ses intérêts révolutionnaires. Nous sommes supposés être responsables des attaques qui seront menées par Bush. Bien sûr, si leur candidat avait gagné, ils auraient eu à partager la responsabilité des attaques de Kerry contre les travailleurs dans le monde entier. Ils ont déjà du sang sur les mains parce qu'ils aident à maintenir le mythe au nom duquel élire un président impérialiste serait une réponse, même partielle.

Comme communistes authentiques, nous regrettons de ne pas avoir été assez forts pour présenter un candidat qui aurait dit ouvertement la vérité : que la classe ouvrière ne peut accomplir ses buts que par la révolution socialiste, non par le piège mortel des élections. L'action de masse et la menace de soulèvements potentiellement révolutionnaires sont les seules voies par lesquelles les exploités et les opprimés ont obtenu des avantages tangibles. Les travailleurs ont besoin d'un parti de masse, mais d'un parti comme le nôtre : un parti pour représenter nos intérêts historiques réels comme nos besoins immédiats est un parti révolutionnaire.

Aujourd'hui, seule une poignée de travailleurs radicaux et d'opprimés reconnaissent ces besoins et ces

tâches. Un nombre plus important peut être gagné et passer du soutien pour les démocrates en se bouchant le nez, au combat pour le communisme authentique. Ce petit groupe de travailleurs est crucial ; ils constituent le noyau du futur parti révolutionnaire ouvrier de masse qui doit être construit sur des bases politiques fermes, dès maintenant. Ce qui passe pour une gauche en Amérique aujourd'hui est également petit, mais mortifère : elle en appelle aux mêmes couches de travailleurs et de militants avancés et radicalisés – et contribue à leur faire se couper la gorge en votant pour les démocrates.

Alors que la crise économique et politique va inévitablement empirer à travers le monde, nous devons combattre pour une voie révolutionnaire et pour la re-création d'un authentique parti prolétarien internationaliste et interracial. Ce que Bush, son nationalisme radical et ses réponses chauvines utilisent pour attirer sa base frustrée aujourd'hui, n'est qu'un avant-goût de ce qui va arriver. Les démocrates vacillants et sans solution à proposer sont les meilleurs recruteurs pour les cadres de droite. Les révolutionnaires doivent combattre pour une alternative ouvrière authentique qui soutienne les actions de masses militantes, y compris les grèves générales, pour se défendre des assauts capitalistes. De telles actions peuvent rassembler des travailleurs ayant des vues politiques diverses dans la bataille, y compris des travailleurs qui ont voté pour Bush, et aider à unifier la classe ouvrière. De telles luttes apprennent ce qu'est le pouvoir de la classe ouvrière unie comme alternative aux politiciens bourgeois. Elles peuvent mener la conscience de classe à de nouveaux sommets – si les révolutionnaires font leur travail, disent la vérité dans le cours de la lutte et, par là même, aident à vaincre le réformisme contre-révolutionnaire.

L'alternative socialiste révolutionnaire

Ironiquement, les révolutionnaires sont les meilleurs pour les réformes et la défense des avantages immédiats sous le capitalisme. Quand les réformistes et les démocrates à tendance « de gauche » disent que le plein emploi et les hauts salaires pour tous pourront être gagnés solidement dans le cadre du système, ou que les guerres, le racisme et le nationalisme pourront être éliminés en faisant

l'économie de la destruction du système, ils falsifient la réalité. Le capitalisme dépend d'une armée de chômeurs pour faire pression vers le bas sur les salaires. Ses profits dépendent de l'exploitation toujours accrue des travailleurs. Il ne peut pas exister sans opposer les races aux races, les nations aux nations, dans une guerre sans fin de tous contre tous.

Les communistes révolutionnaires combattent pour la défense de la classe ouvrière et pour de nouvelles avancées, parce que les victoires aident les travailleurs à survivre et que la lutte de masse apprend à notre classe son pouvoir social. À chaque fois que nous combattons avec des camarades pour des objectifs immédiats, quelles que soient leurs illusions présentes, nous disons la vérité : il faudra une révolution, pas seulement des réformes, pour accomplir nos intérêts de classe. Une société d'abondance, où l'humanité n'aurait plus à craindre la pauvreté et les horreurs qui y sont associées, demande que notre classe domine, pas les capitalistes.

Par exemple, nous combattons toute manifestation de racisme. Nous mettons en avant le fait que la division raciste de la société américaine est le fondement de la domination des capitalistes qui divisent pour régner dans ce pays. C'est la cause fondamentale de la division suicidaire de la classe ouvrière entre les camps de Bush et de Kerry. À mesure que les conditions économiques vont empirer, le racisme ouvert va inévitablement revenir au premier plan des attaques bourgeoises. Notons combien de réformistes – y compris les dirigeants traîtres noirs – mettent en avant des revendications inoffensives sur l'égalité raciale pour « construire l'unité des travailleurs » ; une fois de plus ils s'en tiennent au terrain juridique au lieu de dire carrément cette vérité que rien de progressiste ne pourra survenir en Amérique sans détruire la frontière de caste raciste.

Autre exemple : les travailleurs veulent évidemment des emplois avec un salaire décent. Les révolutionnaires se battent pour *du travail pour tous* et un programme de travaux publics. Nous en appelons à une *échelle mobile des heures* qui divise le travail nécessaire entre tous les travailleurs disponibles. Nous combattons pour cela aujourd'hui, mais nous mettons en avant qu'une telle mesure pourtant si rationnelle ne pourra se produire que dans un État ouvrier. Aujourd'hui, les travailleurs voient avec raison

l'introduction de technologies économisant le travail comme une menace pour leurs emplois. Dans un État ouvrier, de telles avancées seront les bienvenues pour les travailleurs, parce qu'elles produiront plus de biens et diminueront leur peine à la tâche – et donc amélioreront doublement les conditions de vie pour tous.

L'histoire de l'humanité est centrée autour de l'histoire de la lutte pour survivre dans un monde de disette. Pendant des millénaires, l'humanité n'a pas pu produire assez pour fournir de manière assurée la nourriture, le logement et l'habillement indispensables pour tous. Cela a conduit à une société de classes, où la masse des ressources allait aux dirigeants, pendant que les classes productrices vivaient dans le besoin. Les guerres, la privation et l'oppression qui visaient à sécuriser les parts supplémentaires de ressources rares étaient inéluctables.

L'avènement du capitalisme a signifié que, pour la première fois, l'accumulation des biens et des moyens de les produire était partie intégrante du système ; par les moyens les plus brutaux, le capitalisme a utilisé une classe ouvrière moderne à côté d'autres forces de production avancées. Par la conquête et le commerce, il s'est répandu dans le monde entier. Pour la première fois dans l'histoire, il devint possible de produire en abondance et par là même

de commencer à débarrasser le monde de la domination de classe et de ses inévitables guerres, de ses chauvinismes de nation, de race ou de sexe, de la privation et des fléaux.

Toutefois, ce qui a conduit les capitalistes à accumuler consiste dans les profits tirés de la force de travail du vaste prolétariat. L'abondance éliminerait le profit. C'est pourquoi le système lui-même est devenu l'obstacle principal au progrès. Du temps de la Première Guerre mondiale, le système est devenu l'impérialisme, une forme réactionnaire du capitalisme surexploitant et pillant la plus grande partie du monde au profit de quelques-uns. Les guerres pour la domination et pour la conquête sont devenues massives et toujours plus destructrices. La privation fut endémique une fois de plus ; le racisme et le chauvinisme national sévirent. Même dans les pays avancés économiquement, quand l'économie arrivait inévitablement en surproduction, la crise liquidait les gains. Toutes les horreurs de la disette empiraient quand les capitalistes étaient en compétition et se faisaient finalement la guerre pour des profits en baisse. Et quand les guerres s'achevaient, les impérialistes victorieux remettaient en place leur système mondial de répression et de surexploitation.

Toutefois, le capitalisme a maintenant créé une classe ouvrière internationale adulte. Quand les

travailleurs prendront le pouvoir et dirigeront le monde, nous planifierons la production pour obtenir des biens en abondance, non la recherche de profits qui maintient la disette et la division. Une société socialiste est maintenant à l'ordre du jour. Elle ne viendra que par la prise du pouvoir par la classe ouvrière et la fin de la domination capitaliste. Quand la société conduite par les travailleurs s'approchera de ses buts, la société de classes – l'exploitation et l'oppression d'êtres humains par d'autres êtres humains – sera liquidée. Les racines économiques de la guerre, du chauvinisme national et du racisme seront détruites.

Une société sans classes naîtra alors, qui ne connaîtra aucune de ces idioties sociales pestilentielles. Alors enfin, l'humanité aura la liberté et les moyens de s'occuper de ses affaires, les seules qui comptent : la réalisation de notre culture, l'avancée de notre développement collectif et individuel, et la compréhension de notre monde.

Il n'y a qu'un parti que le noyau de travailleurs américains d'aujourd'hui doit commencer à construire et à soutenir : le futur parti révolutionnaire des travailleurs qui ont une conscience de classe. Nous n'avons pas besoin de sauveurs condescendants : il sera ouvrier, interracial et internationaliste — une section de la Quatrième Internationale recréée, le parti mondial de la révolution socialiste !

Nous publions ici, à leur demande et en raison de notre accord global avec leur analyse et leurs positions, une déclaration de nos camarades du Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire (CC-POR), section argentine de la Tendance Quatrième-Internationaliste (TCI), qui participe, comme le Groupe CRI, au Comité de liaison préparant une Conférence internationale des organisations trotskystes de principe. Trois ans après le soulèvement du peuple argentin qui fit vaciller le régime, ils reviennent la signification de cet événement, dont l'ampleur et la profondeur doivent intéresser le prolétariat et les peuples opprimés de tous les pays. La traduction et les notes (en base de page ou entre crochets à l'intérieur même du texte) sont dues à Antoni Mivani.

ARGENTINE, 19-20 DÉCEMBRE 2001 : UN ÉVÉNEMENT AUX RACINES ET AUX CONSÉQUENCES INTERNATIONALES

Le XIIe Congrès du Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire achève ses délibérations en plein troisième anniversaire de la révolte populaire qui a renversé le gouvernement De La Rúa, ébranlé l'appareil de l'État bourgeois et coûté une nouvelle fois la vie à de courageux militants.

Notre Congrès, s'efforçant de porter un regard plus profond, a souligné que ces événements qui ont changé notre vie ont acquis une dimension historique, car ils s'incorporent à l'apprentissage collectif qui peut avoir lieu seulement à travers de grandes actions de masses, comme le *Cordobazo* et le *Rosario* des années 1960¹, ou bien comme les grèves de juin et juillet 1975 contre le gouvernement d'Isabel Peron, dirigé dans l'ombre par

Lopez Rega² et favorable au coup d'État militaire³.

Ce parallèle historique que nous tentons nous oblige à souligner les points communs et les différences entre ces situations, tentative qui est réalisée au service de notre propre clarification politique et se veut une contribution à la construction de l'avant-garde, qui continue de lutter pour le travail, les salaires, l'éducation, le logement et la santé.

Points communs, car il a été à nouveau démontré que c'est seulement lorsque des millions se dressent et se mettent en ordre de combat que s'ouvre la possibilité de vaincre dans la lutte pour les revendications immédiates, de même que, pour obtenir leur satisfaction, les travailleurs et les exploités en général doivent à partir de leurs rangs accoucher de leurs meilleurs hommes et femmes, qui cherche le chemin d'un pouvoir opposé à la dictature de classe des exploités. Onganía, Lopez Rega et De la Rúa n'ont été renversés ni par un petit bulletin de vote, ni par le terrorisme individuel de groupes messianiques, mais par l'action directe des masses.

Différences, car, alors que, au moment du *Cordobazo* de 1969 et en juin 1975, ces masses ont eu comme colonne vertébrale la classe ouvrière organisée, décembre 2001 a été dominé par l'absence de cette dernière et un polyclassisme privé de direction, facilement manipulable par la classe dominante, son État, et ses partis.

La crise de la direction révolutionnaire a été mise en relief (comme le problème décisif pour l'humanité à cette étape de son histoire) d'une manière différente dans les deux situations : alors que dans les années 1960 et 70 la discussion était de savoir quel était le chemin vers la révolution, nous devons aujourd'hui partir d'un niveau bien plus arriéré dans la conscience collective : nous devons discuter pour savoir s'il faut emprunter ce chemin.

Les progrès relatifs du mouvement des 19 et 20 décembre (assemblées populaires, mouvements de *piqueteros* [chômeurs combattifs connus pour leurs actions de coupure des routes au moyen de barrages ou *piquete*] et de travailleurs avec des instances unitaires et démocratiques dans leur fonctionnement) ont peu à peu disparu, se dissolvant et se fracturant sous le règne de la confusion politique et de la division organisée par les appareils.

La responsabilité fondamentale de ce recul incombe aux directions des organisations de masse : la bureaucratie syndicale de tout poil (en particulier les sommets de la CGT et de la CTA), mais également la bureaucratie *piquetera*, qui reproduit comme une grotesque caricature les actes et les trahisons de l'autre bureaucratie, tout comme les poses, les manœuvres et les impostures des sectes soi-disant d'extrême gauche.

Dans ce contexte général, **non seulement « ils sont tous restés »** [allusion au mot d'ordre central des 19 et 20 décembre : « *Qu'ils s'en aillent tous !* »], mais en outre ils sont revenus et continuent de revenir (Menem [ancien président argentin honni et corrompu] !) avec la force que leur donne le fait d'avoir été élus par des millions d'Argentins. Une fois de plus, la meilleure issue pour la bourgeoisie a été et continue d'être que « *les esclaves se prononcent pour l'un quelconque de leurs bourreaux* ». Les dizaines de prisonniers politiques et les milliers poursuivis pour avoir lutté, sont bien les témoins, que nul ne peut occulter, du fait que la démocratie bourgeoise n'est

¹ *Cordobazo* : soulèvement des travailleurs et de la population de la ville de Cordoba, deuxième centre industriel du pays après Buenos Aires, et de sa province, qui a eu lieu en mai 1969, suite à une série de treize grèves générales régionales ; il fut écrasé par l'armée. Un mouvement semblable, quoique moins puissant, avait eu lieu l'année précédente à Rosario, d'où son nom de *Rosario*. Ces deux soulèvements s'inscrivirent dans la puissante montée de la lutte de classe en Argentine, qui avait conduit au coup d'État militaire du général Onganía en 1966 (interdiction des partis politiques et des syndicats, répression de toute grève ou protestation populaire). Ils constituèrent des jalons dans l'essor de la lutte du prolétariat et des opprimés qui reprit à la fin des années 1960 et au début des années 1970, menaçant très sérieusement la domination de la bourgeoisie. Seule la terrible dictature militaire de Videla, après un nouvel intermède péroniste entre 1973 et 1976, parvint à briser cet essor, au prix de plus de 30 000 morts et disparus.

² José Lopez Rega, ancien agent de police, membre depuis sa jeunesse des fractions les plus à droite du péronisme (courant politique de la bourgeoisie nationaliste), ex-secrétaire privé de Peron, est devenu après la mort de celui-ci et l'accession d'Isabel Peron à la Présidence de la République (1974), ministre du bien-être social et surtout premier ministre officieux. Suite à la décision du ministre de l'économie Celestino Rodrigo, lié à Lopez Rega, de procéder à une brutale dévaluation de 150 % et à la hausse du prix de l'essence de 120 %, les syndicats rompirent le pacte social, appelèrent à la mobilisation en fixant comme objectif l'expulsion de Lopez Rega du gouvernement et du pays (ce qu'ils obtinrent finalement).

³ Le gouvernement agissant selon l'orientation de Lopez Rega, avait progressivement préparé le coup d'État de 1976, notamment en développant la censure, en procédant à une épuration de la fonction publique (surtout dans l'éducation) contre les sympathisants de la gauche, en créant des milices paramilitaires anti-ouvrières et en profitant de chaque occasion pour justifier un accroissement des pouvoirs de l'armée sous prétexte de lutter contre la « subversion ». Le gouvernement prétextait l'activité guérillériste pour justifier sa politique, mais la répression sanglante s'étendit en réalité à tout le mouvement ouvrier. Il a été officiellement dénombré plus de 800 morts pour des raisons politiques pendant la seule année 1975.

rien d'autre qu'une forme de dictature du capital ! En ne mettant pas au premier plan ce drapeau élémentaire de la défense des libertés démocratiques, la quasi-totalité des associations de défense des droits de l'homme ont lamentablement sacrifié leurs meilleures traditions sur l'autel de la démocratie bourgeoise.

Mais la politique anti-ouvrière et pro-impérialiste du gouvernement Kirchner nous pousse à nouveau à lutter pour nos revendications de toujours, avec aujourd'hui comme axe la lutte pour les salaires. Les travailleurs des télécommunications, du métro, de l'éducation et de la santé indiquent le chemin qu'il faut suivre et qu'il faut renforcer et rendre plus puissant en unifiant toutes les catégories en un plan de lutte commun qui surmonte la division entre travailleurs ayant un emploi et

travailleurs privés d'emploi qu'imposent la bureaucratie syndicale et *piquetera*.

Les leçons du « 2001 argentin » ont été un objet d'étude et de débat dans le monde entier. C'est parce que les racines de cette explosion doivent être cherchées dans la crise du capitalisme comme système mondial. Il suffit de dire que ce que produit la civilisation humaine aujourd'hui représente le triple de ce dont elle a besoin pour manger, se loger, s'éduquer, et se soigner, fait qui contraste avec le drame que le tiers de cette même humanité meure littéralement de faim.

La logique inévitable du système dans sa phase impérialiste est une concentration de la richesse en moins de mains, ce qui conduit à une démultiplication de la mort, de la misère et de la barbarie : les événements d'Irak, Côte d'Ivoire, Indonésie, Équateur, Bolivie sont d'autres

« 2001 argentin », où les masses se rebellent contre l'exploitation. Le théâtre des opérations change, les noms de dirigeants, des pays et des martyrs aussi, mais le problème des problèmes reste toujours le même : alors que les exploités ont un état-major (jusqu'à pouvoir s'offrir le luxe de se battre entre eux pour savoir quel impérialisme gardera le butin), cet outil nous manque à nous les exploités, il nous manque ce parti international pour la révolution socialiste dont ont rêvé, qu'ont fondé et construit Marx et Engels, Lénine et Trotsky.

Pour ce Congrès, le mandat des 19 et 20, c'est de redoubler d'efforts pour accomplir cette tâche ; pour ce Congrès, c'est le meilleur hommage à nos morts de 2001 et à tous les morts du monde ; pour ce Congrès la crise de l'humanité continue de se concentrer dans la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. »

TRIBUNE LIBRE D'UN LECTEUR, SYMPATHISANT DU Groupe CRI

BHOPAL (INDE) 1984 : LES BIENFAITS DU CAPITALISME MODERNE

30 000 morts à Bhopal en 1984

Le 3 décembre 1984, l'explosion et la libération des gaz s'en suivant de l'usine chimique filiale de la multinationale américaine Union Carbide provoquent la mort d'environ 30 000 Indiens en quelques jours. La grande majorité des victimes, qui sont des habitants des bidonvilles entourant l'usine, sont décédées suite à des brûlures et des intoxications. Après des années, les familles des victimes n'ont pas été dédommagées ou très peu. Certains enfants sont nés avec des malformations, d'autres avec des troubles mentaux. Début 2005, des milliers de tonnes de produits toxiques se trouvent toujours autour des structures de l'usine, Union Carbide, puis son reprenneur en 2001, Dow Chemical, ayant toujours refusé de nettoyer le site. Or les moussons envoient régulièrement de l'eau contaminée dans les nappes phréatiques qui alimentent en eau la ville et les bidonvilles de la région.

Une catastrophe logique

Au début, tout semble merveilleux : l'usine construite en 1978 à Bhopal, capitale du Madhya Pradesh, au centre de l'Inde, est considérée par la population indienne comme la belle technique occidentale venue soutenir le pays. En effet, cette filiale d'Union Carbide fabriquait un pesticide efficace, le Sevin, bon marché et peu polluant. De plus, les habitants de la région appréciaient une création d'emplois en quantité non négligeable.

Toutefois, Union Carbide a délocalisé l'installation en Inde parce qu'elle n'était plus aux normes aux États-Unis. Les

installations de stockage à Bhopal correspondaient aux normes des années 1940 aux États-Unis. De plus l'entreprise chimique a été construite en plein milieu d'une ville de 800 000 habitants. L'intérêt pour les investisseurs était d'avoir à disposition l'eau, l'électricité et la main-d'œuvre sur place. Au bout de deux ans, les coûts de production sont diminués suite à une perte de rentabilité de la filiale. Cette baisse des coûts concerne une réduction du personnel qualifié et des dépenses de sécurité, avec notamment des équipements usés non remplacés. S'ajoutent à toutes ces économies la suppression de la réfrigération de cuves contenant des milliers de litres de gaz dangereux, ce qui permet une réduction des coûts d'électricité. C'est cette réfrigération non conforme qui est directement à l'origine de l'explosion survenue le 3 décembre 1984 à 0h 05. Il est à noter que, dans les deux ans précédant l'explosion, la mort d'un ouvrier et plusieurs dizaines d'intoxications avaient été causées par cinq fuites de gaz.

La vie d'un citoyen américain vaut 10 000 fois la vie d'un citoyen indien

En 1989, cinq ans après l'explosion de l'usine, le gouvernement indien obtient du trust un versement de 470 millions de dollars pour solde de tout compte. Le nombre de victimes est évalué à 500 000, parmi lesquelles 35 000 morts. Par conséquent, nous pouvons dire qu'approximativement Union Carbide a versé par victime 1000 dollars. En juillet 2003, le peuple libyen quant à lui doit déboursier 2,7 milliards de dollars de dédommagement aux familles des ressortissants américains décédés suite à

l'attentat de Lockerbie (Écosse) contre un vol de la Pan Am (270 morts). Les familles américaines reçoivent donc 10 millions de dollars par victime. Il est vrai que le gouvernement des États-Unis possédait un argument de taille : proposer devant l'ONU la levée de l'embargo contre la Libye. Le gouvernement indien est quant à lui plutôt préoccupé de ne pas effaroucher les investisseurs étrangers.

D'autres Bhopal en préparation ?

Aujourd'hui les pays accueillant des installations d'entreprises chimiques sont d'abord l'Inde et la Chine. Leur progression en Inde est très supérieure à la moyenne internationale. L'année dernière, en août 2004, une usine chimique de pesticide à l'intérieur de l'île d'Eloor située dans le fleuve Periyar, dans la province de Kerala, à l'extrême sud de l'Inde, a pris feu. Des gaz toxiques se sont échappés, forçant plusieurs dizaines de milliers de riverains à se précipiter aux bords du fleuve. De très nombreux résidents étaient pris de maux de tête, de convulsions, de vertiges, et avaient la peau et les yeux irrités suite à l'exposition à l'endosulfane et au toluène. Il est à remarquer que Eloor, île de 11 kilomètres carrés, est la plus grande ceinture industrielle du Kerala avec notamment 247 industries chimiques.

Situation à l'intérieur d'un pays impérialiste comme la France

En juillet 1976, dans une ville italienne, Seveso, plusieurs centaines de personnes sont affectées et les terrains environnants sont contaminés pour

plusieurs décennies, suite à un rejet de dioxine dans l'atmosphère provoqué par l'emballage réactionnel d'une usine de trichlorophenol. Cette ville Seveso a donné son nom à deux directives européennes, SEVESO et SEVESO 2, et à une échelle de classification des sites. La directive européenne sur la prévention des accidents majeurs dans les installations industrielles, SEVESO, est créée le 24 juin 1982. Elle contraint les États à mettre en place un dispositif de sécurité dans les industries telles que la chimie, la raffinerie, le stockage de gaz liquéfiés ou de gaz toxiques. On recense environ 400 établissements à risque dit « SEVESO » en France. Ces établissements ont dû fournir avant 1994 une étude des dangers. Des

inspecteurs ont ensuite réglementé chaque installation par arrêté. Ils ont aussi, sous l'autorité des préfets, porté les dangers identifiés à la connaissance des maires. En 1999, la directive SEVESO 2 augmente légèrement le nombre d'établissements à risque en France et se traduit par un renforcement des actions des inspecteurs. Toutes ces mesures « phares », en apparence spectaculaires, n'ont pas empêché en septembre 2001 à Toulouse qu'un stock de nitrate d'ammonium de l'usine AZF explose, provoquant une trentaine de morts, deux mille blessés, 11 000 logements détruits. La « grande » directive européenne SEVESO a permis de créer quelques postes d'inspecteurs, mais n'a jamais obligé TotalFinaElf à déplacer

cette entreprise chimique installée dans les faubourgs d'une ville de 400 000 habitants.

Certes, le « risque zéro » est une utopie dans une ère de progrès technique accéléré, mais il est à noter que même à l'intérieur d'un pays impérialiste comme la France, pays très industrialisé, faisant partie du G 7, groupe des sept nations les plus puissantes, à l'intérieur duquel les travailleurs ont des acquis sociaux considérables (salaires, sécurité sociale...) par rapport aux populations des pays émergents, la course à la rentabilité et aux profits (pour un groupe d'individus) entraîne destruction et mort.

Christophe Feller

NOTRE HISTOIRE

LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1917 (quatrième partie)

Nous poursuivons le récit des événements révolutionnaires de 1917 en Russie — commencé dans les trois précédents numéros —, en suivant toujours le deuxième tome de l'Histoire de la révolution russe de Léon Trotsky (éd. du Seuil), qui se termine avec l'avènement du gouvernement des soviets. Nous reprenons ici après la tentative avortée de coup d'État réactionnaire du général Kornilov, défait par le soulèvement des masses, dans lequel le Parti bolchévik a joué un rôle important.

Montée en puissance des bolchéviks

Temporairement freinée par les calomnies dont ils ont été l'objet en juillet, l'influence des bolchéviks va de nouveau en s'accroissant à partir de fin août. Le putsch raté de Kornilov a entraîné une radicalisation des masses, due à une perspicacité accrue à l'égard des conciliateurs, qui continuent à affirmer que la coalition avec la bourgeoisie est indispensable, alors que celle-ci n'hésite pas à encourager un mouvement contre-révolutionnaire pour mettre fin aux soviets. L'attitude des bolchéviks pendant la crise d'août, comparée à celle des « patriotes » qui les avaient calomniés en juillet, met fin aux soupçons de beaucoup. Dans les soviets, les bolchéviks prennent de plus en plus d'importance, par le nombre croissant de leurs délégués, mais aussi, dans les régions où ils ne sont pas présents, par le caractère radical des décisions prises : malgré les moyens limités du parti (manque d'imprimerie, et d'orateurs hors des grandes villes), les idées bolchéviques circulent dans l'ensemble du pays. Ils reprennent également leur activité sur

le front : le nouveau rapport de forces leur permet enfin de prendre la parole lors des meetings de soldats, ce qui leur était interdit de fait auparavant. Début septembre, les conciliateurs, plombés par leur indéfectible soutien au gouvernement Kérensky haï des masses, doivent abandonner la direction des soviets de Pétrograd et de Moscou aux bolchéviks.

S'ouvre une courte période où le parti, Lénine en tête, croit en la possibilité d'une transition pacifique vers un gouvernement des soviets. À la suite des journées de juillet, les bolchéviks avaient renoncé au mot d'ordre de « pouvoir aux soviets », ceux-ci étant dirigés par les conciliateurs dont la seule perspective était clairement de confier ce pouvoir à un gouvernement de coalition avec les bourgeois. Maintenant, il est de nouveau adéquat de réclamer le pouvoir pour les soviets, même si les conciliateurs refusent toujours une union avec les bolchéviks à l'intérieur de ces soviets.

Après une période où Kérensky détient de fait le pouvoir, à la tête d'un directoire de cinq personnes, s'ouvre le 14 septembre une « conférence démocratique », à l'initiative des conciliateurs, qui refusent le pouvoir aux soviets, mais qui veulent en même temps réfréner l'ambition de Kérensky. La composition de cette conférence doit assurer la majorité aux conciliateurs, les bolchéviks ont une représentation minoritaire mais non négligeable, des groupements petit-bourgeois sont également représentés. Mais cette conférence ne montre une fois de plus que son incapacité : ainsi

se prononce-t-elle à la majorité pour une nouvelle coalition entre bourgeois et partis soviétistes, tout en ajoutant un amendement qui exclut de toute nouvelle coalition le parti cadet, parti bourgeois représentatif. La seule issue est la création d'une nouvelle instance, le Soviet de la République (ou Préparlement), constitué sur la base des forces présentes à cette conférence, auxquelles s'ajoutent des représentants des classes possédantes et des cosaques. Le Comité central du Parti bolchévique est divisé sur la participation à ce Préparlement, mais le congrès du parti se prononce finalement pour la participation, contre l'avis de Trotsky et Lénine qui y voient une manière de repousser la question de la prise de pouvoir révolutionnaire. Toutefois, cette décision du congrès est souvent contestée par les résolutions des organisations locales.

Il est également sorti de la « conférence démocratique » un nouveau gouvernement de coalition, caractérisé par les bolchéviks comme un gouvernement de guerre civile contre les masses. Mais cette lutte pour le pouvoir gouvernemental ne s'accompagne bien sûr d'aucune mesure pour mettre fin à une situation économique désastreuse. Dans les villes, beaucoup d'ouvriers se mettent en grève, mais les plus avancés considèrent déjà ce mode d'action comme dépassé et se rallient à l'objectif de l'insurrection.

Frustrations et combat des paysans et des peuples opprimés

Dans les campagnes, les mois de septembre et octobre marquent le summum de la révolte paysanne, qui touche l'ensemble du pays. Les paysans s'emparent des terres des grands propriétaires, il y a des violences et des destructions. Les masses les plus pauvres sont aussi les plus radicales, et les représentants locaux de l'État n'osent pas s'opposer à ce mouvement, malgré les plaintes des propriétaires qui voient dans l'anarchie la trace de l'influence des bolchéviks. En fait, ces derniers sont peu présents dans les campagnes, mais le mouvement échappe aussi largement aux socialistes-révolutionnaires, leur programme agraire ayant été abandonné de manière opportuniste pour cause de coalition. En revanche, par l'adéquation de leurs mots d'ordre aux revendications des paysans les plus pauvres, les bolchéviks parviennent à s'implanter peu à peu dans les campagnes, moins directement que par l'influence des soldats revenant du front, où ils ont été éduqués politiquement.

Au même moment, les différentes peuples opprimés de l'empire tsariste déchu se soulèvent eux aussi. Le renversement de la monarchie n'a pas impliqué pour eux de révolution nationale. La domination du pouvoir grand-russe, sous la pression de la bourgeoisie impérialiste, est toujours à l'œuvre. Les peuples opprimés ont simplement acquis une égalité des droits civiques, non l'indépendance qu'ils réclament. Dans les territoires les plus arriérés, où la domination grand-russe a pris les formes de la colonisation, les conciliateurs locaux, proches de la population, vont souvent plus loin dans les revendications que ne le veut le pouvoir central. Le Parti bolchévique est peu implanté parmi les peuples opprimés de l'ex-empire tsariste, mais la faillite des gouvernements de coalition sur la question nationale comme sur les autres, provoque le plus souvent de la bienveillance à son égard, d'autant plus quand il y a coïncidence des antagonismes sociaux et nationaux.

Les préparatifs de l'insurrection

Sous la pression des événements et de la radicalisation des masses, les bolchéviks ont rapidement évolué à gauche. Malgré l'opposition de Kamenev, il est décidé une sortie démonstrative du Préparlement (7 octobre), Trotsky y dénonçant la représentation exagérée des possédants, la politique économique

du gouvernement, et en appelant au peuple pour la défense de la révolution et l'instauration du pouvoir des soviets. Ce Préparlement se montre de toute façon incapable de trancher les questions les plus graves selon lui, comme celle des moyens de rendre à l'armée son ardeur combative. Les bolchéviks consacrent leur énergie à l'agitation en faveur du pouvoir aux soviets. Les orateurs manquent (Lénine est toujours réfugié en Finlande, Kamenev et Zinoviev s'opposent à la perspective de l'insurrection qui se dessine...), mais l'agitation est efficace dans les masses.

Un congrès des soviets est convoqué pour le 20 octobre. Pour les bolchéviks, ce congrès doit marquer l'instauration du pouvoir des soviets. Les conciliateurs, qui s'étaient tout d'abord ralliés à ce congrès, le désavouent ensuite ; cette attitude ne fait qu'accélérer le ralliement à la ligne bolchévique des soviets les plus retardataires.

Après s'être battu pendant plusieurs semaines contre le Comité central du parti bolchévique (tout comme en avril), Lénine parvient enfin, le 10 octobre, à rallier une majorité à une motion qui met à l'ordre du jour immédiat la préparation de l'insurrection. Les conditions politiques sont maintenant mûres pour cette insurrection (en particulier grâce à l'attitude des paysans), il est donc urgent de s'atteler à la tâche.

Les opposants à cette perspective parmi les bolchéviks, principalement Kamenev et Zinoviev, mais qui se retrouvent à tous les échelons du parti, ont encore des illusions sur une transition institutionnelle vers un pouvoir des soviets : ils veulent attendre le Congrès des soviets, voire l'Assemblée constituante — dont les élections sont en préparation, le gouvernement les ayant longtemps repoussées, mais ayant décidé de les convoquer pour essayer de sauver le régime. Zinoviev et Kamenev, allant jusqu'à rompre la discipline du parti, parlent d'« aventurisme », craignant qu'une insurrection fasse perdre aux bolchéviks la confiance des masses.

L'insurrection est malgré tout programmée, prévue initialement pour le 15 octobre, et en tout cas *avant* que ne se réunisse le congrès des soviets : forts de l'expérience historique de la Commune de Paris, les bolchéviks savent parfaitement que la bourgeoisie, toute démocratique qu'elle se prétende, ne se laissera pas prendre le pouvoir sans y être contrainte par la force. En outre, l'attitude des

conciliateurs depuis février, refusant de rompre avec la bourgeoisie même quand celle-ci affichait le plus son caractère réactionnaire, montre qu'ils devront eux aussi être mis au pied du mur pour éventuellement accepter que les soviets prennent enfin tout le pouvoir.

Les antagonismes dus à la dualité des pouvoirs s'accroissent. Le soviét de Pétrograd décide la création d'un Comité militaire révolutionnaire (avec à sa tête un jeune socialiste-révolutionnaire de gauche, Lasimir), dans le but de contrôler la défense de la capitale (notamment pour empêcher la dispersion des troupes révolutionnaires par le gouvernement). Il est également créé une section de la garde rouge (ouvriers armés), placée avec la garnison sous la direction du Comité militaire. Le gouvernement s'inquiète de ces démonstrations de force, comprenant ce qui se prépare. Il réclame les troupes de Pétrograd pour le front, mais la délégation du soviét tient tête et refuse ce prélèvement.

Le Comité militaire poursuit ses préparatifs, avec en particulier des mesures préventives contre les forces contre-révolutionnaires (junkers, cosaques, cent-noirs). Pendant les jours qui précèdent le congrès des soviets (finalement repoussé au 25 octobre pour des raisons techniques), la presse bourgeoise annonce des manifestations des bolchéviks. Mais ceux-ci ne font que recenser leurs troupes en vue de l'insurrection, ils s'assurent que les masses de Pétrograd et des alentours leur sont acquises. Les meetings renforcent à la fois les masses et leurs dirigeants dans l'idée que tout est prêt pour l'insurrection. La dernière étape est la conquête politique, suite à un meeting de Trotsky, des soldats de la forteresse Pierre-et-Paul, jusque-là réfractaire à l'autorité du Comité militaire.

Le déroulement de l'insurrection

Le 23 octobre, l'état-major de l'armée officielle est définitivement relevé de son commandement sur les troupes de Pétrograd. Le Parti bolchévique n'attend plus que le gouvernement fasse le premier geste d'offensive comme signal de départ pour l'insurrection, qui sera d'autant plus efficace et suivie qu'elle se parera des couleurs de la défensive...

Dans la nuit du 23, le gouvernement décide des poursuites judiciaires contre le Comité militaire, et la mise sous scellés des imprimeries bolchéviques. Mais les ouvriers et

soldats se mobilisent et font paraître les journaux, et ils demandent des ordres pour la défense du palais de Smolny (siège du Comité militaire). Le croiseur « Aurore » se met aussi à disposition.

La journée du 24 est occupée à la répartition des tâches pour les bolchéviks. Pendant ce temps-là, les défections de troupes continuent parmi celles qui étaient jusque-là contrôlées par le gouvernement, comme par exemple le bataillon de motocyclistes. Au Préparlement, Kérénsky décrète des mesures contre les bolchéviks, mais les troupes qu'il a encore à sa disposition (junkers, cosaques) sont trop faibles par rapport à l'adversaire pour les exécuter.

Dans la nuit du 24, le Comité militaire fait occuper les centres névralgiques de Pétrograd. Des troupes de junkers et des officiers sont arrêtés et désarmés. Parfois, les bolchéviks font preuve d'une trop grande indulgence envers les ennemis : sûrs de leur force, ils espèrent le moins de violence possible ; ils auront plus d'une fois à le regretter par la suite, pendant la guerre civile. Quant aux conciliateurs du Comité exécutif des soviets, ils ne peuvent que constater l'insurrection ; ils n'ont désormais plus de place propre dans le conflit direct entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Le matin du 25, le Comité militaire annonce qu'il a pris le pouvoir et que

le gouvernement est démis. En fait, celui-ci siège toujours au Palais d'hiver, dont la prise a été retardée (le comité a bien des lacunes dans la science militaire). Dans la journée, le Préparlement est évacué sans arrestation. La prise de la capitale s'est globalement déroulée dans le calme, comme un relèvement de la garde...

La seule tâche qui reste est donc la prise du Palais d'hiver. Parmi les bolchéviks, on commence à s'agacer du retard : il faut que l'action soit menée avant l'ouverture du Congrès des soviets, afin de mettre les conciliateurs devant le fait accompli. Le dispositif de défense du Palais d'hiver est en déliquescence, les junkers et les cosaques ne savent pas quelle attitude adopter. Dans la nuit, suite à une canonnade purement démonstrative de l'« Aurore », le Palais d'hiver tombe sans combat, et le gouvernement est arrêté sans effusion de sang, à l'exception de Kérénsky qui a réussi à s'enfuir vers le front.

Ouverture du Congrès des soviets

Le Congrès des soviets est déjà réuni depuis le matin du 25, et les conciliateurs ne représentent qu'un quart des délégués. La première journée est consacrée aux réunions de fractions. Tous attendent le dénouement du siège du Palais d'hiver avant de commencer les discussions. Un bureau du Congrès est formé, avec

14 bolchéviks et 7 socialistes-révolutionnaires de gauche. Lénine, présent, n'apparaît pas encore publiquement.

Les conciliateurs refusent la proposition d'un front unique de la démocratie soviétique. Après l'annonce de la prise du Palais d'hiver, il ne reste au Congrès que les bolchéviks, les socialistes-révolutionnaires de gauche et les mencheviks internationalistes.

Le Congrès apprend que les troupes du front qui avaient été désignées par Kérénsky pour réprimer l'insurrection se rangent du côté de celle-ci. Le matin du 26 octobre, on peut annoncer que le pouvoir est désormais aux mains des soviets.

Les premières mesures politiques du nouveau pouvoir sont prises par le Congrès lui-même, dans la nuit du 26 au 27. Il s'agit « d'édifier l'ordre socialiste », déclare Lénine, qui peut enfin apparaître publiquement, à la tribune. Les premières mesures prises par le Congrès sont donc un appel à tous les pays belligérants pour mettre fin à la guerre et discuter d'une paix juste et démocratique, un décret qui reconnaît que la terre appartient aux paysans, et la création du nouveau gouvernement : le « soviets des commissaires du peuple »...

(La suite au prochain numéro.)

Frédéric Traille

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (36 pages)

CATASTROPHE EN ASIE DU SUD-EST : Le capitalisme tue encore bien plus que le tsunami (pp. 3 à 6).

FRANCE :

- **À quelles conditions l'année 2005 verra-t-elle une véritable reprise de la lutte de classe ?** (pp. 7 à 16)
 - *Campagne pour un « non » de classe à la Constitution européenne : la responsabilité des directions ouvrières* (p. 8)
 - *Les dirigeants du mouvement ouvrier refont semblant de mobiliser les travailleurs... mais poursuivent en fait leur collaboration éhontée avec le gouvernement* (pp. 10 à 16).
- **Loi Fillon contre l'école :** Retrait pur et simple du projet ! Rupture immédiate de la concertation ! (p. 16 à 18)
- **Syndicalisme étudiant :** Réflexions sur la stratégie de construction de la FSE (pp. 19 à 20)

CÔTE D'IVOIRE : À bas l'intervention colonialiste ! Retrait des troupes françaises ! (Tract du Groupe CRI) (pp. 20 à 21)

UKRAINE : Il n'y a pas eu de « révolution orange », il en faudra une rouge ! (pp. 21 à 25)

ÉTATS-UNIS : Pourquoi Bush a-t-il gagné ? (Un article de la *League for the Revolutionary Party*) (pp. 25 à 31)

ARGENTINE : Troisième anniversaire du soulèvement des 19-20 décembre 2001 (document du CC-POR) (pp. 32 à 33)

LEUR SOCIÉTÉ : Bhopal (Inde) 1984 : Les bienfaits du capitalisme moderne (tribune libre d'un lecteur) (pp. 33 à 34)

NOTRE HISTOIRE : La Révolution russe de 1917 (quatrième partie) (pp. 34 à 36)

